Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n° 22

octobre 83 / 14 fr.

Sommaire

Dossier

Congrès du PS

•

LA 4E CHAINE DE TELEVISION

•

L'impérialisme français au Tchad et au Liban

Supplément

Projet de thèses politiques soumises à la discussion pour le VIe Congrès de la LCR

Editorial

Mobilisations d'automne contre les missiles US et la politique de militarisation

AUSTERITE et militarisation. Tels sont les deux mots clés de cette rentrée. Car l'heure a sonné du déploiement des nouveaux missiles européens en Europe. Et ce, alors que, partout dans le monde occidental, s'aggravent chômage, baisse du pouvoir d'achat et attaques contre les acquis des travailleurs.

Or, la politique française ne fait hélas par exception. Tandis que le patronat s'engage dans une politique de licenciements massifs, le gouvernement pousse à la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs en accentuant la pression fiscale et en passant le carcan aux salaires. Il faut économiser lorsque c'est le pouvoir d'achat, la Sécurité sociale ou les indemnités chômage qui sont en cause. Mais de telles économies ne sont plus de mise lorsqu'il s'agit de l'armée. Ce sont des centaines de milliards qui sont consacrés au budget militaire, à la mise sur pied d'une force d'intervention rapide et au développement des forces nucléaires. Ce sont d'autres milliards qui vont partir en fumée au profit d'une armée engagée dans une intervention néo-colonialiste au Tchad et directement impliquée au Liban dans le rôle de gendarme impérialiste.

Seringue d'un côté, corne d'abondance de l'autre : il y a quelque chose de pourri dans cette politique là !

Voilà pourquoi les exigences ouvrières ne peuvent que se concrétiser dans un double refus : refus de l'austérité et refus de la militarisation.

De ce point de vue, les manifestations des 22 et 23 octobre vont constituer une échéance importante dans les mobilisations antiguerre à l'échelle européenne.

En prenant, en décembre 1979, la décision de construire de nouvelles bases et de déployer, à la fin de 1983, 572 nouveaux missiles américains en Europe occidentale, les dirigeants de l'OTAN ne prévoyaient pas une réaction aussi massive des travailleurs et des peuples de toute l'Europe. Plus de trois millions de manifestants sont, l'automne dernier, descendus dans la rue pour s'opposer aux missiles et dire non aux projets de Reagan-la-guerre.

Ce formidable mouvement de masse doit s'approfondir et se développer. Pas un seul nouveau missile ne doit être déployé ! Pas une seule base nouvelle ne doit être construite et celles qui existent doivent être démantelées ! Telles sont les revendications simples et fortes du mouvement contre la guerre qui a déferlé sur l'Europe capitaliste. Elles doivent être défendues en France en y associant la condamnation d'une politique militaire qui consiste à développer les crédits et la force de frappe, à multiplier les interventions au Tchad et au Liban...

De leur côté, les manifestations du mouvement pacifiste indépendant en URSS, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en République démocratique allemande constituent une opposition à la politique militaire de la bureaucratie. Politique qui dénie tout droit démocratique élémentaire aux masses et ne sait répondre au déploiement des missiles américains que par la menace du déploiement de nouveaux missiles soviétiques en Europe orientale. Au mépris de la

souveraineté des peuples et d'un combat réel contre le militarisme impérialiste et les dangers mortels qu'il fait courir à l'humanité.

La seule vraie réponse à ce dernier, c'est la mobilisation des masses. C'est pourquoi il existe une solidarité profonde entre le mouvement antiguerre à l'Ouest et à l'Est.

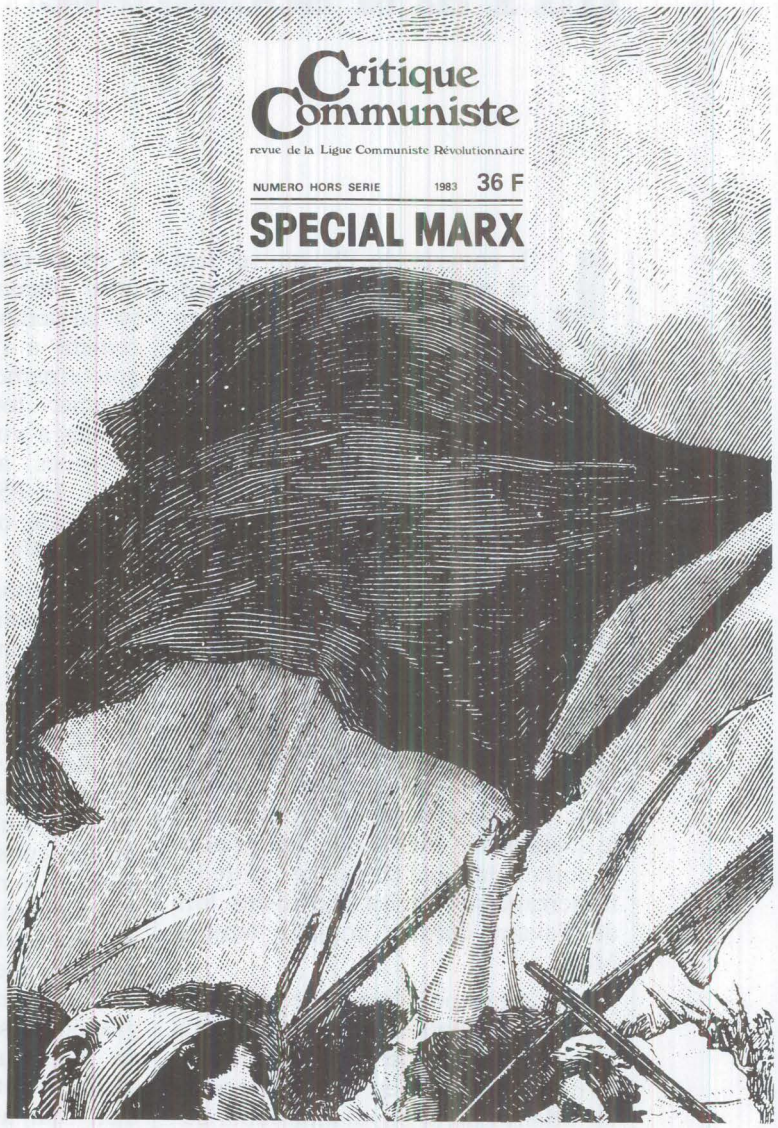
Ce mouvement ne peut faire confiance ni aux gouvernements capitalistes, ni aux bureaucrates du Kremlin qui, les uns et les autres, négocient dans le secret et sur le dos des masses. Seules de puissantes mobilisations, indépendantes des Etats, s'appuyant sur les forces vives du mouvement ouvrier, pourront mettre un terme à l'engrenage de la course aux armements et de la terreur nucléaire.

Les manifestations de cet automne vont constituer un moment fort du combat contre la militarisation et l'austérité capitaliste, pour la paix et le socialisme.

□

Les Jusos (jeunesses du Parti social-démocrate d'Allemagne fédérale) manifestent contre le déploiement des missiles US, lors d'un rassemblement de 200 000 personnes le 10 juin 1982 à Bonn.

Toujours disponible !



Crise du capitalisme et actualité de Marx
Nicolas MAHEU / Francis SITEL

La centralité du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière dans la pensée de Marx
Ernest MANDEL

Marx et Trotsky
Pierre FRANK

Marxisme ou « totalitarisme »
Daniel BENSAID

Réflexions sur la révolution polonaise
Zbigniew M. KOWALEWSKI

Marxisme et féminisme
Frédérique VINTEUIL

Marx et les sciences de la nature
Jean-Paul DELEAGE

La théorie critique et Marx
Philippe LUDWIG

Le congrès du Parti socialiste

Jean Claude BERNARD

LE congrès du PS, qui se tient ce mois-ci à Bourg-en-Bresse, sera la première occasion donnée au parti majoritaire de discuter la politique suivie par le gouvernement depuis près de deux ans et demi.

L'euphorie du congrès précédent tenu à Valence à l'automne 1981 correspond à une période révolue. La grande presse avait retenu de ce congrès son unanimisme et la phrase de Paul Quilès appelant à désigner « les têtes qui devaient tomber ». Elle avait moins remarqué, ce qui constituait pourtant la novation principale des thèses adoptées à ce congrès, la nécessité de rechercher « un compromis » avec le patronat. Une telle prise de position explicite rompait avec les discours sur la rupture avec le capitalisme, thème qui était présenté comme la ligne de partage entre les mitterrandistes et les rocardiens lors de l'avant dernier congrès tenu à Metz.

La ligne politique de compromis avec le patronat aboutit aujourd'hui à l'application d'une politique d'austérité plus sévère, en ce qui concerne les salaires de la population laborieuse, que celle mise en œuvre sous Giscard par Raymond Barre. L'accompagnement de la dévaluation qui a suivi les élections municipales de mars 1983 par des mesures de rigueur négociées avec les gouvernements des autres pays de la CEE est le témoignage les plus tangible de la soumission du gouvernement français aux contraintes de la crise économique, telles qu'elles sont énoncées par l'impérialisme.

Les conséquences d'une telle orientation, c'est une perte d'influence du parti socialiste qui se manifeste tant au niveau des effectifs militants que de ses résultats électoraux. La vague d'adhésions qui avait suivi le 10 mai 1981 n'aura été qu'une vaguelette temporaire et la tendance actuelle est au reflux, ce qui est un signe de crise incontestable pour un parti social-démocrate installé majoritairement à l'Assemblée nationale, au gouvernement et à l'Elysée. Le premier tour des élections municipales a vu fondre un tiers des voix obtenues aux législatives de juin 1981. Le PS est revenu à la moyenne électorale observée dans la période 1977-1980.

Les mois qui ont suivi les élections municipales ont vu baisser sensiblement l'influence des principaux leaders socialistes. Les ministres placés en première ligne dans l'application de l'austérité, comme Delors ou Bérégovoy, ont vu leur cote de popularité baisser plus nettement encore. Ce que le PS perd dans sa base sociale constituée par les travailleurs salariés, il ne le retrouve absolument pas dans la bourgeoisie qui se montre, au contraire, plus arrogante que jamais envers un pouvoir affaibli.

Les raisons pour lesquelles la grande masse des travailleurs a voté en mai-juin 1981 pour les partis socialiste et communiste — l'espoir d'en finir avec le chômage et la vie chère — sont ignorées par un gouvernement que se contente aujourd'hui de gérer la crise après avoir promis d'en sortir. La ligne de crête de deux millions de chômeurs, objectif que Mauroy s'était résigné à préserver, va être dépassée à l'automne sous le coup du ralentissement de l'activité économique. Quant au maintien du pouvoir d'achat, le gouvernement en arrive à présenter comme un succès de sa lutte contre l'inflation les données qui indiquent une stagnation, sinon une baisse en valeur réelle, des salaires.

Tel est le contexte dans lequel se prépare le congrès du PS. Comment aborde-t-il cette épreuve alors qu'il paie un prix fort, en terme de baisse d'influence, pour la politique menée

par ses dirigeants présents au gouvernement ? C'est la principale question posée par le congrès de Bourg-en-Bresse.

Des courants maintenus

La géographie politique du PS est structurée en courants dont les délimitations résultent d'une combinaison de différenciations politiques réelles et de partages en zones d'influence constituées par le clientélisme que les responsables sont capables d'animer dans leur fief. Ne saisir que le premier caractère, immédiatement politique, des délimitations de courant, aboutirait à comprendre le PS comme un parti où le débat est réellement démocratique, où les militants seraient appelés à trancher en toute connaissance entre diverses orientations. Ce serait se laisser prendre à l'image de démocratie formelle que la direction socialiste sait si bien mettre en valeur, alors que le PS est une organisation parfaitement bureaucratisée.

Mais appréhender les débats internes comme des simples affrontements bureaucratiques, dont l'enjeu se réduirait à la conquête de positions dans l'appareil, serait tout aussi réducteur. A leur manière, les débats internes sont un reflet, déformé par le prisme bureaucratique, des discussions qui traversent la totalité du mouvement ouvrier. Il faut bien trouver des réponses pour le militant qui, dans son association de parents d'élèves, dans son syndicat, ou plus simplement quand il vend *l'Unité* sur son marché le dimanche, rencontre le scepticisme, le désarroi ou l'opposition franche de larges secteurs populaires devant la politique menée.

Les directions des courants institués du PS ne sauraient être considérées comme les haut-parleurs des interrogations de la base. Elles fournissent toutes des réponses cohérentes avec les projets politiques d'ensemble, dont il sera aisé de démontrer qu'ils relèvent tous de la collaboration de classe.

La question cruciale en débat est celle du rapport avec la politique du gouvernement. C'est bien évidemment une question nouvelle par rapport aux clivages qui ont traversé le PS du congrès d'Epinay à aujourd'hui. Jusqu'en 1981, l'histoire récente du parti a été jalonnée par deux dates repères.

La première est celle du congrès d'Epinay en 1971. Mitterrand réussit alors à rassembler une majorité composée de la fraction la plus droitière de l'ancienne SFIO regroupée autour de Defferre et Mauroy ; de sa propre formation, la Convention des institutions républicaines ; et du CERES, dont l'influence était encore très réduite à l'époque. Cette majorité mit en échec la fraction molletiste (Guy Mollet fut secrétaire général de la SFIO pendant vingt-cinq ans) et les partisans de Savary et de Poperen. Au-delà des anecdotes sur les combinaisons qui permirent à Mitterrand de réussir son opération et de prendre la tête du PS, le point central du débat portait sur la stratégie d'alliance avec le PCF. Pour Mitterrand et ses alliés, il s'agissait d'entamer une discussion avec le PCF en vue d'offrir un débouché politique à une société française ébranlée par la grève générale de Mai 68, débouché qui s'inscrivait évidemment dans le cadre d'un régime bourgeois. Pour leurs adversaires du moment, et pour des raisons qui pouvaient être diverses, cette question n'était pas d'actualité. Beaucoup en restaient à la démarche de « débat idéologique » avec le PCF. L'histoire a prouvé que la stratégie défendue par Mitterrand a permis de reconstruire le PS (le programme commun de gouvernement fut signé en 1972) et de réussir à dominer électoralement le PCF.

Le congrès d'Epinay a interrompu la décadence de la SFIO, patente pendant toute la période 1958-1971. Il a pu apparaître comme une renaissance aux yeux de toute une génération militante qui a rejoint le PS parce qu'il semblait « nouveau », différent d'une SFIO discréditée par son engagement dans les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, par son ralliement honteux à de Gaulle lors du coup d'Etat militaire du 13 mai 1958. Pourtant les nombreuses références de Mitterrand à Léon Blum indiquaient bien que ce nouveau converti au socialisme — après des décennies passées dans des formations bourgeoises et les ministères de la IV^e^ République — inscrivait son action dans la continuité des partis de la Deuxième Internationale. Mitterrand en assumait d'emblée tout l'héritage. Il n'empêche que l'image de la SFIO molletiste a servi de modèle-repoussoir pour la reconstruction d'un parti qui prétendait ne pas revenir aux errements antérieurs.

La seconde date repère est celle du congrès de Metz en 1979, qui a suivi la rupture de l'Union de la gauche en 1977. Là encore il faut

s'abstraire de l'anecdote pour retenir le principal. Mitterrand réussit à conserver la direction du PS autour d'une orientation baptisée « tenir bon », c'est-à-dire maintenir contre vents et marées la ligne de l'Union de la gauche. Il n'y parvint qu'en passant à nouveau alliance avec le CERES. Mais pour gagner, il structura son propre courant dont les délimitations toujours actuelles datent du congrès de Metz. La tendance Rocard — associée à celle de Mauroy — fut battue, et avec elle une orientation dite « autonome », c'est-à-dire dégagée de l'alliance avec le PCF. Pour gagner un combat difficile et hasardeux, Mitterrand dut ajouter un ingrédient politique supplémentaire à la bataille pour le maintien de l'orientation de l'Union de la gauche : il n'hésita pas à se faire « le soldat des revendications quantitatives » et l'apôtre de la supériorité du plan sur le marché. Il fallait caractériser le courant Rocard, qui brandissait l'étendard de la nouveauté moderniste, comme politiquement de droite, et pour cela marquer le courant Mitterrand comme l'héritier des traditions ouvrières et guesdistes de la SFIO.

Ainsi le courant mitterrandiste porte-t-il à la fois la marque d'un rassemblement hétéroclite autour du père fondateur et d'une différenciation à gauche destinée à mettre Rocard et Mauroy en minorité. Rédigé pour servir de base programmatique à la campagne présidentielle de 1981, le *Projet socialiste* est issu de cette conjoncture qui associa le CERES et les mitterrandistes à la direction du parti.

Tandis que la question principale depuis mai 1981 est devenue celle des rapports avec la politique du gouvernement, la géographie des courants du PS ne semble pas profondément affectée par ce changement des termes du débat. Voilà un paradoxe qui mérite explication.

Le CERES propose une autre politique que celle mise en œuvre par Mauroy et Delors. L'ampleur des différences entre ces deux politiques est variable au gré des fonctions ministérielles exercées par Chevènement, des rappels à l'ordre de l'Elysée et des évaluations des pourcentages de voix que le CERES peut espérer obtenir lors du débat préparatoire au congrès. La singularisation du CERES autour de positions spécifiques n'est pas une nouveauté : il avait été écarté de la direction du parti entre 1975 et 1979. Né à l'intérieur de la SFIO en 1967, il tend logiquement à maintenir son existence propre, y compris dans la situation nouvelle issue du 10 mai 1981.

IL n'en va pas de même pour le courant Mitterrand qui maintient ses délimitations alors qu'il avait été initialement conçu comme un rassemblement de circonstance. La première raison du maintien du courant mitterrandiste est assez prosaïque : le pouvoir d'Etat attire les responsables bureaucratisés et les carriéristes comme l'aimant la limaille. L'occupation de postes dans les cabinets ministériels et les organismes para-étatiques est à la portée de main de toute une couche de dirigeants, et d'abord ceux qui constituent l'armature nationale et régionale du courant mitterrandiste.

Une seconde raison tient à la position stratégique occupée par ce courant dans les débats du PS : c'est de là qu'on peut espérer peser sur une série de décisions du parti ou même du gouvernement. L'expérience des plans d'austérité n'a pas suffi à enlever toutes les illusions que peuvent nourrir les militants à cet égard, et beaucoup demeurent encore persuadés que ceux « d'en haut » connaissent mal la situation de la base.

Mais le cadre maintenu du courant Mitterrand trouve aussi une explication dans la nécessité de fournir au PS des références qui ne se réduisent pas à la seule défense d'une politique gouvernementale impopulaire. Parce que le PS est une organisation qui cherche à maintenir, sinon à augmenter son influence parmi les travailleurs, la direction doit présenter une orientation plus attrayante que les déclarations ministérielles sur la nécessaire austérité. La volonté rabachée de préserver la continuité d'origine de ce courant, qui se marquait à gauche contre Rocard, exprime la nécessité de maintenir une identité propre. C'est le moyen qu'a trouvé la direction du PS pour garder l'écoute des militans salariés tout en apportant un soutien sans faille à la politique de collaboration de classes du gouvernement.

Les courants minoritaires au congrès de Metz ont aussi, depuis 1981 et jusqu'à présent, préservé leurs structure propre. La tendance regroupée autour de Mauroy est celle qui présente le moins de délimitations politiques particulières. Composé de rescapés de la SFIO et de quelques nouveaux élus, c'est le courant dans lequel le clientélisme propre à la gestion municipale et aux organisations associées au fonctionnement large de l'appareil était le plus affirmé. Dans une situation d'affrontement bureaucratique entre tendances, la sauvegarde de positions dans les différents échelons des directions lui imposait de maintenir des relations de clan à l'intérieur desquelles l'appartenance à la franc-maçonnerie ne joue pas un rôle négligeable. La direction du PS étant solidement verrouillée par le courant Mitterrand, l'accession de Mauroy au poste de Premier ministre ne lui a guère permis d'élargir son influence dans le parti.

La situation est plus complexe pour le courant Rocard qui a préservé lui aussi, jusqu'à la préparation du congrès de Bourg-en-Bresse, ses délimitations propres. Le courant rocardien rassemble des militants investis dans le mouvement associatif, très sensibles au discours idéologique à la mode sur les vertus de la cure de rigueur, et des élus municipaux qui souhaitent voir appliquée une stratégie « autonome ». Le réalisme impose cependant certaines limites à ces élus, tant dans le débat interne que dans les rapports avec le PCF. La politique suivie aujourd'hui par le gouvernement confirme *a posteriori* les pronostics de Rocard sur la nécessité de la rigueur. Mais cela ne suffit pas à gagner une influence militante dans le PS quand l'austérité appliquée ne suscite guère d'enthousiasme. Le handicap principal de ce courant réside dans son origine : la stratégie « autonome » qu'il défendait à Metz a été mise en déroute par la victoire du 10 mai. Cette tare interdit au courant Rocard de se développer sur la base d'une continuité assumée depuis Metz. C'est pourquoi, tout en continuant à fonctionner, ce courant a esquivé toute bataille politique au sein du PS depuis le 10 mai 1981.

Les tensions internes à chaque tendance

Face au bouleversement de la situation politique depuis le 10 mai, puis à l'application d'une effective politique d'austérité, le PS a rencontré beaucoup de difficultés pour déterminer le rôle qu'il devait tenir. Il s'est trouvé soumis à des exigences contradictoires : assurer la pérénité de l'organisation la plus influente électoralement dans le mouvement ouvrier ; assumer sa situation de parti majoritaire qui supporte directement toutes les conséquences des lois votées ; soutenir un président qui, bien qu'issu de ses rangs, est décidé à utiliser souverainement les attributs institutionnels de la V^{e} République.

La direction du PS a subi une paralysie certaine, sensible aussi bien

dans ses tâches d'encadrement des couches sociales que le parti est censé représenter que dans l'animation de la vie interne. Celle-ci s'est étiolée considérablement. L'essentiel des discussions a, de fait, tendance à trouver refuge au sein de chaque courant. Se délimiter face aux autres courants est une façon d'esquiver la question principale, celle du rapport avec la politique du gouvernement. Dans ce parti au fonctionnement lâche et aux références très générales, le cadre délimité de chaque courant constitue, par ailleurs, un lieu où les interrogations sur la politique gouvernementale peuvent plus aisément être formulées et discutées. En conséquence, ce sont ces courants qui sont aujourd'hui le plus soumis aux tensions consécutives aux échecs du PS.

La crise la plus manifeste est celle du courant mitterrandiste. Du fait des raisons complexes qui expliquent son maintien depuis quatre ans, il subit de plein fouet les conséquences d'une politique dont Mitterrand est le premier responsable. La cohabitation est nécessairement délicate entre un Delors, premier artisan de la politique de rigueur, et un Laignel qui, non content de refuser les subventions aux écoles privées dans sa commune, s'en est pris aux concessions faites au patronat. Jospin, premier secrétaire en titre, est au centre des contradictions de son parti et de sa tendance. Dans les débats actuels, il doit procéder à un triple arbitrage.

Le premier arbitrage concerne la meilleure façon de gérer un espace propre au PS dans le cadre d'un soutien global à la politique élyséenne. Tel était l'objet du coup d'éclat de Poperen le 28 avril dernier : le numéro deux du PS faisait publier une contribution — dont copie avait été transmise à Mitterrand — dans laquelle il s'alarmait de la baisse d'influence du PS après les élections municipales. Aucun embryon de contre-propositions pour une autre politique dans cette contribution : le seul problème posé était celui de la place spécifique que devait occuper le PS pour maintenir ses liens avec une base sociale déçue par l'austérité. C'était, en pointillé, un appel à une autre répartition des rôles entre ce que devait continuer à faire le gouvernement et ce que devait dire le PS.

Le second arbitrage met en scène les candidats potentiels à l'application d'une politique infléchie par rapport à celle pratiquée par le troisième gouvernement Mauroy. Propositions d'aller plus vite sur le terrain de la réforme fiscale et de renforcer les dispositions protectionnistes : les contre-propositions ne manquent pas du côté de Pierre Joxe, président du groupe parlementaire, ou de Christian Goux, président de la commission des finances. Elles s'apparentent pour une large part aux éléments de « l'autre politique » avancée par Jean-Pierre Chevènement, et visent en fait à mieux protéger l'économie française pour tenter de la rendre plus compétitive face à ses concurrentes des principaux pays impérialistes. La différence est là. Elle ne concerne pas la question de la satisfaction des revendications les plus urgentes des travailleurs.

Enfin, le troisième arbitrage a pour objet le maintien de l'identité du courant Mitterrand. Identité qui a été maintenue malgré l'application de la politique d'austérité qui, au gouvernement, réunit Mitterrand, Mauroy et Rocard. Cette politique se poursuivant, l'entrée des courants Mauroy et Rocard dans un rassemblement majoritaire peut aboutir à rendre caduques les délimitations du congrès de Metz dont on a montré le caractère encore opératoire pour la direction mitterrandiste. Les déclarations de Pierre Joxe et d'André Laignel sur leur proximité politique avec le CERES ont pour fonction politique d'empêcher la dilution du courant mitterrandiste dans une nébuleuse majoritaire. Lorsque Jospin répond qu'*« il n'y aura pas de dérive si le courant A* [c'est-à-dire le courant mitterrandiste] *ne dérive pas »*, il plaide lui aussi pour le maintien, quelles que soient les alliances passées, des délimitations issues de Metz. Il en a besoin pour faire passer les couleuvres de l'austérité auprès des militants, mais ce faisant il perpétue un cadre dans lequel les contradictions qui se sont exprimées tout au long de ces deux dernières années ne peuvent que s'amplifier.

Le courant rocardien est placé devant un choix plus sévère. En effet, Rocard n'avait pas constitué une tendance à la seule fin de disposer d'une base de lancement pour sa campagne présidentielle de 1981. Il s'était fait le porte-parole d'une orientation moderniste et autonome vis-à-vis du PCF. La dilution d'aujourd'hui dans une nébuleuse majoritaire signifie l'abandon, pour une période, d'une bataille politique ouverte ; le report du débat dans le silence des sphères dirigeantes de l'appareil d'Etat. Avec cette méthode on peut maintenir sa position au hit-parade des sondages et continuer à tisser un réseau d'influence interne-externe au PS, mais

on désoriente toute une couche de militants. La scission intervenue au sein du courant Rocard, une aile refusant de s'intégrer dans un conglomérat majoritaire, s'explique ainsi. De fait, le courant « rocardien maintenu » est d'ores et déjà marginalisé au sein du PS. Car les animateurs de ce nouveau mini-courant n'ont pas réussi à élargir leur audience au-delà de leurs propres relations de clan et n'offrent aucune perspective crédible pour le développement du PS. Puisant dans l'arsenal idéologique d'Edmond Maire pour prôner « un bon usage de la rigueur », ils ne sont pas pour autant représentatifs d'une quelconque couche de militants ou de responsables bureaucratisés du mouvement syndical. Tout au plus rendront-ils un grand service à la direction du PS en témoignant du peu d'influence de l'idéologie de soumission explicite à la crise dans les rangs du PS. Les dirigeants du PS préfèrent appliquer ou soutenir l'austérité sans en faire un étendard, car ils mesurent son impopularité dans la classe ouvrière et la base sociale qu'ils veulent continuer à influencer.

Le débat en trompe-l'œil avec le CERES

En fait, le seul débat organisé qui aura lieu pour la préparation du prochain congrès du PS sera celui opposant la nébuleuse majoritaire animée par Jospin au CERES.

Le CERES n'aborde pas cette épreuve avec une santé particulièrement florissante. Sa prétention à constituer l'axe du Parti socialiste en occupant tout le terrain à gauche est bien amoindrie. Ministre de l'Industrie, Chevènement a mis au premier rang des ses préoccupations la compétitivité de l'industrie française, n'hésitant pas à rechercher les bonnes grâces du patronat et à considérer les militants du PS comme des « godillots » chargés d'appliquer en silence. Voilà un décapant brutal appliqué au CERES et à son image.

Après son départ du gouvernement (qui suivit les élections municipales de mars 1983), Chevènement commença à critiquer une austérité qu'il avait cautionnée avec la totalité de la direction du CERES depuis la dévaluation de juin 1982. La critique du CERES ne porte pas sur la détérioration des conditions de vie des travailleurs, mais sur le fait que la politique actuelle conduit au « déclin de la France ». Retentissez, trompettes de l'indépendance nationale ! *Critique communiste* a analysé dans son numéro de juillet les fondements de la politique protectionniste prônée par le CERES et montré que celle-ci se situe intégralement dans le cadre du maintien des rapports de production capitalistes, générateurs de la crise actuelle.

La direction centralisée du CERES laisse peu de place au débat. En cas de désaccord, il est plus aisé de quitter la tendance que de mener une discussion politique. C'est pourquoi, de l'extérieur, le CERES n'apparaît pas traversé par les tensions qui animent toutes les autres tendances du PS. Mais le bilan à payer pour un tel fonctionnement c'est, de fait, le départ de toute une couche de militants partie prenante du mouvement syndical. Le temps où le CERES était la force principale d'un courant d'opposition à la direction confédérale de la CFDT, la « Contribution » regroupant plusieurs fédérations et unions régionales, est révolu. Il n'empêche que les oscillations de la direction du CERES autour du type de bataille à mener pour le congrès du PS reflètent un malaise incontestable.

En fin de compte l'autre politique proposée par le CERES est suffisamment générale pour permettre soit un unanimisme complet lors du congrès du PS, soit le maintien du courant sur ses propositions spécifiques. En ce sens, le débat qui oppose le CERES à la majorité est un débat en trompe-l'œil dans la mesure où aucune des positions avancées ne délimite des solutions réellement divergentes quant à la question de comment sortir de la crise. Toutes deux relèguent la question des 35 heures sans diminution de salaire au magasin des motions non applicables. Toutes deux laissent la porte ouverte, sans l'avouer explicitement à la manière d'un Edmond Maire, à une baisse du pouvoir d'achat. Jospin écrit que le débat sur le temps de travail doit être repris, mais sans préciser la conclusion qu'il souhaite, alors que l'un des principaux enjeux est celui de la compensation salariale. Le texte du CERES parle quant à lui de *« soutien effectif et modulé du pouvoir d'achat »*, belle périphrase pour esquiver la question de la garantie de ce même pouvoir d'achat. Jospin et le CERES utilisent le même vocabulaire — *« il faut une politique des importations »* — pour parler des mesures protectionnistes.

« L'autre politique » du CERES ne propose ni un partage du revenu national plus favorable à la classe ouvrière, ni de nouvelles réformes de structures à prétentions anti-capitalistes. Les « propositions pour réussir » avancées par le CERES pour le congrès de Bourg-en-Bresse ont été rédigées pour être intégrables, le cas échéant, dans un texte unanime au congrès, et pour servir de « boîte à idées » à un président de la République décidé à changer des ministres trop marqués par l'impopularité.

Déçus par les résultats du gouvernement Mauroy, des militants du PS se tourneront vers le CERES en espérant y trouver des remèdes à l'aggravation de la crise. Ce phénomène ne sera pas très accentué en raison même de la faiblesse des positions politiques du CERES, faiblesse qui lui interdit de mener une bataille politique conséquente contre les thèses de la majorité.

Pourquoi un débat si limité ?

Ainsi, les profonds changements survenus ces deux dernières années et la mise à l'épreuve de l'orientation du PS n'auront pas entraîné une clarification nouvelle des débats internes. Aucune différenciation significative à gauche n'apparaît. Trois raisons expliquent le maintien de l'homogénéité bureaucratique du PS.

La première tient aux références mêmes du Parti socialiste. Celui-ci s'est renouvelé après le congrès d'Epinay en 1971 et s'est doté de nouvelles bases programmatiques, dont la plus achevée est le *Projet socialiste* adopté en 1980. Ces références « parlent » de la nécessité de la rupture avec le capitalisme, mais ne fournissent aucune clé pour aller réellement dans cette direction. Les propositions programmatiques du PS ont toujours été compatibles avec le fonctionnement de l'Etat bourgeois. De ci, de là des militants du PS peuvent trouver dans le *Projet socialiste* quelques phrases sur lesquelles s'arc-bouter pour contester la politique actuelle, mais ils n'y trouveront pas les fondements pour une réelle critique de gauche. Ce programme ne contenait pas, en effet, les éléments d'une politique réellement alternative. Pour se différencier vraiment à gauche dans le PS il faut avoir la lucidité politique de remettre en cause les références mêmes contenues dans le *Projet socialiste*. La situation est à cet égard

différente de celle de la SFIO des années trente. Alors, un courant comme la Gauche révolutionnaire pouvait légitimement se déclarer partie prenante de l'héritage antérieur à la trahison de 1914, héritage encore présent à l'époque dans les débats de la SFIO. Pour justifier sa politique, Léon Blum dut inventer la distinction entre « la conquête du pouvoir » et « l'occupation du pouvoir ». Les Mitterrand, Delors ou Chevènement n'ont plus besoin de recourir à de pareilles subtilités pour expliquer qu'ils n'ont pas d'autres choix que de gérer les affaires de la bourgeoisie.

La seconde raison tient à la nature sociale du PS. Cette organisation social-démocrate est très faiblement implantée dans la classe ouvrière organisée, même si elle y dispose d'une influence électorale importante. Le PS d'aujourd'hui prolonge l'une des caractéristiques de la social-démocratie française depuis son origine : une incapacité à organiser directement les militants syndicaux qui sont en première ligne dans l'affrontement quotidien avec les patrons. Les relations du PS avec toutes les centrales syndicales, même celles qui sont dirigées par des adhérents socialistes, comme la FEN, la CFDT et FO, sont fondées principalement sur des relations contractuelles d'organisation à organisation. Les débats internes à un mouvement syndical confronté directement à l'application de l'austérité dans les entreprises sont donc reçus au sein même du PS au travers d'écrans, qui amortissent considérablement l'écho des préoccupations réelles de la classe ouvrière.

La troisième raison tient, enfin, à la nature des mobilisations ouvrières qui ont eu lieu depuis le 10 mai 1981. Les directions ouvrières, à commencer par celle du PS, portent la responsabilité de la division et de l'absence de mobilisation centralisée de la classe ouvrière. Mais, en retour, la base du PS n'est pas conduite à se différencier sous la pression de mouvements d'ensemble de la classe ouvrière.

Si des différenciations se font jour ultérieurement dans les rangs du PS, elles seront d'abord la conséquence et le reflet de mouvements qui concerneront la majorité de la classe ouvrière. En s'efforçant d'empêcher toute mobilisation d'ensemble des travailleurs, la direction socialiste peut s'accorder un sursis par rapport à l'aggravation des contradictions qui sont à l'œuvre au sein même du PS. □

La renaissance de la confrontation dans le mouvement syndical autour de thèmes classiques (unité, indépendance, démocratie) conduit nombre de syndicalistes à chercher dans l'Histoire la trace de débats anciens.

La première scission de la CGT, en 1921, est un moment privilégié pour saisir la naissance de courants de pensée et de pratiques syndicales qui se sont perpétués jusqu'à nos jours. C'est aussi la période où s'exercent sur le mouvement ouvrier français les effets de la révolution d'octobre 1917.

Comment les formes d'organisation de la classe ouvrière traversent-elles une époque d'intense affrontement en son sein et de recomposition profonde de ses forces politiques ?

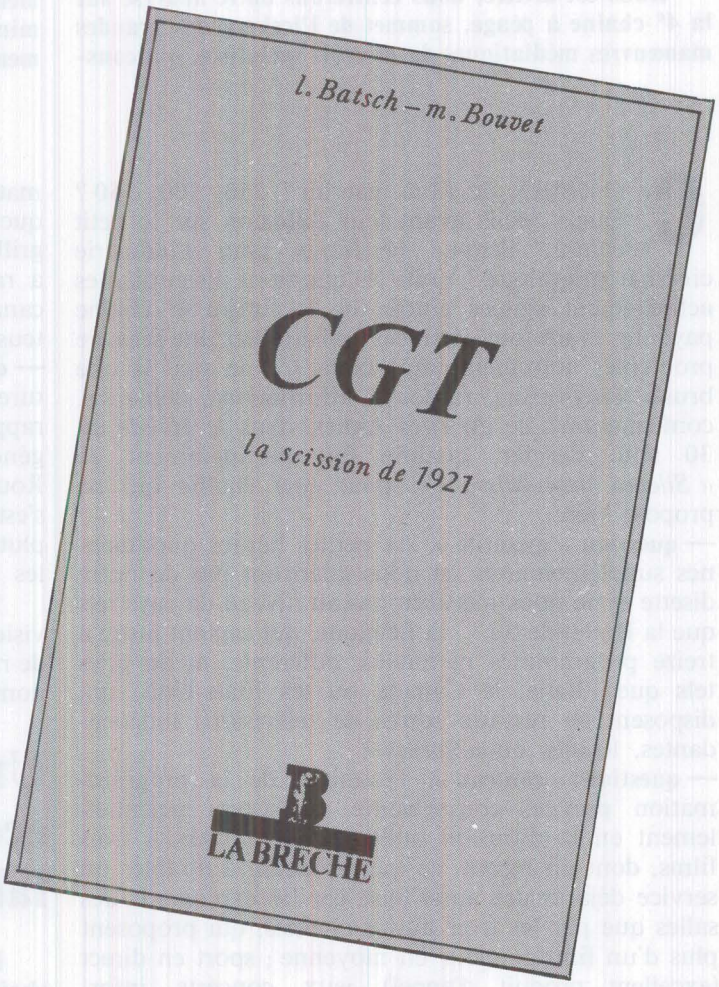
C'est à cette question que ce livre tente de donner une réponse, à partir d'études historiques trop dispersées jusqu'ici pour être aisément accessibles aux militants.

Ce livre apporte des éléments de réflexion utiles aux syndicalistes pour leur action aujourd'hui...

60 F.

à la librairie « La Brèche »

Publication courant octobre



Dossier

Télévision

4e chaîne : péage, mouchards électroniques et autres « fillioud... teries »

Yvan JOSSEN

La 4e chaîne payante, promise pour la fin de l'année 1984, est l'un des projets importants lancés par le gouvernement socialiste dans les secteurs de l'audiovisuel et des télécommunications, au même titre que le câblage du territoire pour l'installation des télévisions locales, le lancement du satellite TDF-1, qui diffusera deux programmes de télévision codés, le système Télétel, qui reliera les téléviseurs aux banques de données. Ces divers projets, qui coûteront tous des dizaines de milliards de francs lourds à la collectivité, aiguisent l'appétit des trusts de l'éléctronique, nationalisés et privés, français et étrangers.

Dans cet article, nous centrerons notre analyse sur la 4e chaîne à péage, sommet de l'iceberg des grandes manœuvres médiatiques du pouvoir socialiste, qui constitue la « seule grande réalisation qui pourra voir le jour, dans le domaine de l'audiovisuel, avant la fin du septennat » (« le Monde » 30 août 1983). Il n'y sera nullement question de contester la nécessité de développer les nouvelles technologies de la communication, mais bien de dénoncer leur mise en œuvre sauvage, qui présente tous les caractères antisociaux propres à l'économie de marché. Les sommes investies par l'Etat sont si considérables, l'impact de ces innovations s'annonce si profond, qu'il est urgent de pouvoir évaluer démocratiquement l'utilité sociale de chacun de ces projets et de pouvoir en contrôler constamment le déroulement, de manière à contrebalancer les facteurs d'ordre purement technique et économique aujourd'hui déterminants, et soustraire ainsi ces réalisations éminemment sociales à la logique du profit.

COMBIEN de films par an ? 250, 300, 350 ? Quels délais avant leur diffusion sur le petit écran ? Sera-ce bénéfique pour l'industrie cinématographique ? Voilà les questions insignifiantes actuellement agitées autour de la future 4e chaîne payante, avant tout destinées à dissimuler une série de problèmes autrement importants. Ce ne sont là que bruits, faux-bruits, rumeurs, affirmations, démentis, confirmations, ce qu'Yves Agnès, dans *le Monde* du 30 août dernier, qualifie fort pertinemment de *« Silence assourdissant »*, pour une chaîne qui ne propose rien :

— **question « quantité »**, six petites heures quotidiennes supplémentaires ne nous guériront pas de notre disette et ne nous mettront pas au niveau de pays tels que la Hollande ou la Belgique, qui captent jusqu'à treize programmes nationaux différents, ni de pays tels que l'Italie, le Canada ou les Etats-Unis, qui disposent de réseaux serrés de télévisions indépendantes, locales ou « libres » ;

— **question « contenu »**, l'essentiel de la programmation prévue, consternante, consistera essentiellement en la diffusion quotidienne de deux à trois films, dont un récent, ce qui reviendra à doubler un service déjà assuré aussi bien par les exploitants des salles que par les trois autres chaînes, qui proposent plus d'un film par jour en moyenne ; sport en direct (excellent produit d'appel), jeux, concerts, informations réduites au minimum et, à n'en pas douter, quelques films pornographiques, complèteront une grille de programmes délibérément racoleuse, qui vise à ratisser très large et situera d'emblée le nouveau canal dans une catégorie comparable à celle, peu flatteuse, des RMC, RTL et Europe-I ;

— **question « contrôle démocratique du média »**, ouverture de celui-ci à d'autres pratiques visant à casser le rapport passif que les téléspectateurs entretiennent généralement avec lui, rien non plus, puisqu'André Rousselet, P-DG d'Havas et maître d'œuvre du projet, s'est directement inspiré des expériences américaines plutôt que de consulter les associations, les syndicats, les téléspectateurs, les personnels de la télévision.

Mais alors, pourquoi lancer une chaîne de télévision si explicitement inutile ? Au moins deux ordres de raisons justifient cette entreprise, l'une d'ordre économique, l'autre d'ordre constitutionnel.

Un coup économico-industriel fabuleux

L'un des ressorts essentiels de l'opération 4e chaîne payante réside dans un gadget électronique

nouveau, le décodeur, d'un coût de 600 francs, placé sur le téléviseur. Il est indispensable de le posséder pour pouvoir capter le nouveau canal, de même qu'il est nécessaire d'acheter un ticket magnétique analogue à celui du métro, d'un prix mensuel de 120 francs (à moins qu'il ne s'agisse d'une carte à mémoire ou d'un clavier numérique). Cette serrure électronique et cette clé magnétique n'apporteront, faut-il le préciser, strictement aucune amélioration aux perfomances du téléviseur.

Une bonne affaire pour les trusts. En se proposant d'occuper le créneau encore à peu près vierge des décodeurs (1), les trusts de l'électronique amasseront des sommes considérables. La production de 600 000 décodeurs prévue pour la première année rapportera 360 millions de francs à l'industrie. Ensuite, ce chiffre pourra être multiplié par dix ou plus, dès que s'ouvrira un marché à l'exportation d'une part, et si, d'autre part, un nombre important de téléspectateurs français et étrangers, notamment belges et suisses, s'abonnent à la nouvelle chaîne. Un récent sondage indique que 5 millions d'entre eux sont prêts à le faire (*Libération*, 15 septembre 1983), ce qui équivaudrait à un marché de 3 milliards de francs, tandis que le marché potentiel français s'élève à 15 milliards de francs pour un parc de 25 millions de téléviseurs. De plus, dès qu'il sera intégré aux nouveaux postes, le décodeur contribuera, dans une certaine mesure, à démoder les appareils dépourvus du gadget, notamment les postes noir/blanc encore trop nombreux au goût des industriels, et à relancer quelque peu les ventes sur un marché des téléviseurs à peu près saturé.

Une bonne affaire pour les promoteurs du projet. Les sociétés à capitaux d'Etat (Havas, Hachette, Sofirad) et les groupes privés (Gaumont, banques) intéressés à constituer la société de droit privé responsable du nouveau canal se partageront eux aussi des centaines de millions de francs la première année (868 millions pour 600 000 abonnés), 7,2 milliards de francs par an pour 5 millions d'abonnés (chiffre du sondage déjà cité), et leurs perspectives sont plus qu'intéressantes, puisque le revenu maximum de l'abonnement pourrait s'élever à 28,8 milliards de francs par an pour 20 millions d'abonnés au nouveau canal.

Une bonne affaire pour l'Etat. Le codage de la 4e chaîne, celui des deux futurs programmes diffusés par satellite, celui des émissions locales, augure une mise sous clé électronique prochaine de toutes les chaînes. Une telle décision permettra à l'Etat de tordre le cou à la fraude à la redevance, largement pratiquée et difficilement combattue, et d'encaisser de nouvelles taxes.

La 4e chaîne payante sert ainsi de support à une opération économico-industrielle de grande envergure, qui intéresse beaucoup de beau monde. Cette nouvelle chaîne porte bien son nom : « Canal plus »... de fric pour l'Etat et les patrons. Notons que, comme bien d'autres, ce projet révèle l'adaptation complète du pouvoir à l'économie de marché, puisqu'Havas, la société responsable de l'opération et contrôlée à plus

Une chaîne « privée »... de liberté

Les partisans de la quatrième chaîne en parlent comme d'une chaîne privée qui, à ce titre, disposerait d'une indépendance et d'une liberté propices à l'innovation et à la création, dont ne jouiraient pas les trois autres chaînes nationales. Or, le statut de la nouvelle chaîne dément ces propos, puisque *« la société d'exploitation de la quatrième chaîne sera de droit privé, avec la participation des groupes de capitaux d'Etat. Elle sera liée à l'Etat par une concession de service public, avec un cahier des charges. TDF assurera sa diffusion sur les mêmes bases de tarif que pour les chaînes actuelles »* (*Libération*, 24 juin 1983). La quatrième chaîne sera donc contrôlée par l'Etat à tous les niveaux. On peut même affirmer qu'elle sera d'abord « présidentielle » : elle est l'enfant de François Mitterrand, qui a donné le feu vert à sa mise en œuvre ; *« il est clair*, d'après *le Monde, que le projet se concrétisera, essentiellement parce que le président s'y est engagé »* (30 août 1983) ; André Rousselet est un fidèle du président ; l'Elysée aurait choisi Ivan Levaï comme directeur de l'information. De plus, au même titre que les trois autres chaînes, il s'agit d'une chaîne nationale : l'infrastructure lourde de diffusion (émetteurs et réémetteurs) lui permettra de toucher la totalité du territoire national ; cette infrastructure appartient à l'Etat ; la quatrième chaîne ne déboursera pas un centime pour participer au financement rétroactif de ce réseau de diffusion construit depuis la fin de la guerre, *« un travail gigantesque aussi bien en matière d'investissement que d'exploitation »* (*Télécom 2000*, décembre 1980) ; la mise en place de cette chaîne est dirigée par un groupe contrôlé par l'Etat (Havas) ; l'Etat sera prépondérant dans la nouvelle société par l'intermédiaire de groupes qu'il contrôle (Havas, Sofirad, Hachette notamment) ; le cahier des charges qu'elle devra respecter a été élaboré par le pouvoir politique ; l'Etat, qui lui accorde une concession de service public, pourra également la lui retirer. Enfin, cette nouvelle chaîne ne disposera pas d'unités de production, condition pourtant première à une liberté essentielle, celle de création.

Cependant, dans la mesure où elle est gérée par une société de droit privé, cette nouvelle chaîne, qui préfigure le statut souhaité par le pouvoir socialiste de toutes les futures chaînes « nationales », débarrassées du « fardeau » syndical, plus malléables et plus « souples », constitue un pas décisif dans la direction d'**une dénationalisation du secteur public**, une dénationalisation certes bancale, puisqu'elle laisse quand même sauves les prérogatives de l'Etat. On mesure à sa juste valeur l'hypocrisie de Georges Fillioud, lorsqu'il affirme *« l'attachement du gouvernement et de la majorité au rôle irremplaçable du service public »* (*Libération*, 24 juin 1983), dans le moment même où, en visant les acquis des personnels de la télévision et l'intérêt propre des téléspectateurs à disposer des seules chaînes pouvant être indépendantes des taux d'écoute et des pressions du marché, il lui portait un coup peut-être fatal.

Dossier

de 50 % par l'Etat, a choisi le décodeur proposé par Philips (598 francs) contre celui élaboré par Thomson (635 francs), offrant de ce fait le marché et une situation de monopole au principal concurrent du groupe nationalisé (*le Monde*, 10 août 1983), ainsi que la complète adaptation du PCF et de la CGT aux choix économiques des socialistes, puisqu'ils n'ont encore réagi ni au camouflet cinglant infligé à leur mot d'ordre central « Produisons français », ni à l'occasion ratée de « reconquête du marché intérieur » des téléviseurs et des décodeurs.

Une 4e chaîne-dynamite ou la question d'ordre constitutionnel

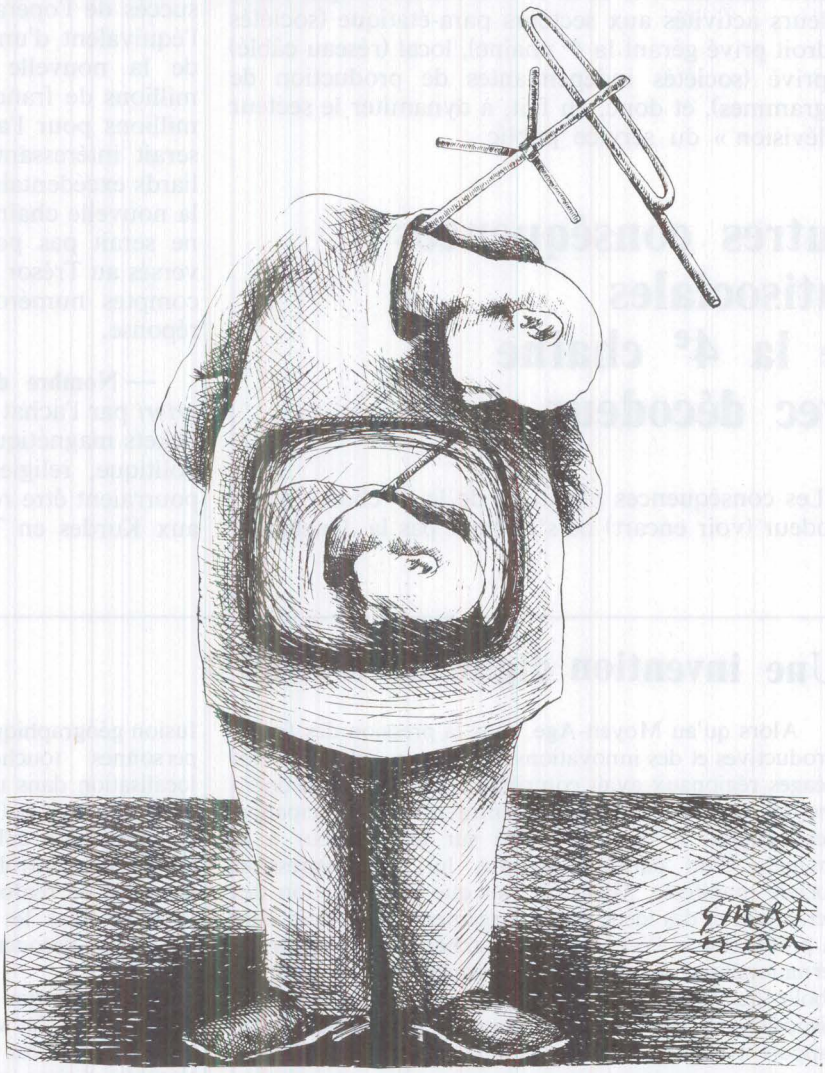
En décembre 1980, on pouvait lire ceci, dans *Télecom 2000*, la revue des Télécommunications, qui exprime clairement les perspectives giscardiennes sur le développement de la télévision : *« L'avenir, c'est aussi la télévision à péage. Son but ? Trouver de nouvelles sources de financement pour la TV tout en permettant à l'usager de payer en fonction de sa consommation télévisée. Là encore, seuls les téléspectateurs ayant acquitté un droit de péage, au moyen d'une carte à microprocesseur, auront accès aux programmes. Son développement est toutefois lié à la résolution préalable de problèmes constitutionnels. »* Comme dans tant d'autres domaines, les socialistes ont repris à la lettre le programme giscardien. De plus, en abolissant purement et simplement le monopole de programmation (diffusion de programmes télévisés) dont disposait l'Etat (loi du 29 juillet 1982), monopole qu'ils avaient pourtant fermement défendu avant leur arrivée au pouvoir, ils ont résolu le « problème constitutionnel » que n'avait pas osé résoudre Giscard de peur d'affronter les syndicats.

La 4e chaîne, sensée briser le monopole, est la première réalisation pratique de cette loi. Pouvant raisonnablement espérer disposer très vite de capitaux supérieurs à la totalité de ceux dont disposent les trois autres chaînes ensemble, fonctionnant sans frais de production puisqu'elle s'occupera avant tout de prospection et d'achat de films et d'émissions préfabriquées (chaîne de programmes), ce nouveau canal fera monter très haut les enchères sur ce marché, ce qui obligera les autres chaînes à réduire leurs budgets, notamment sur le poste « création » (qui est déjà passé de 19,5 % en 1978 à 12,7 % aujourd'hui), pour soutenir quelque peu ces enchères. Cela aura pour conséquence une baisse de la qualité des programmes produits par les télévisions nationales et une diminution parallèle du nombre de leurs téléspectateurs, qui seront incités à s'abonner à la nouvelle chaîne. De là à penser que cette dégradation du service public soit organisée, il n'y a qu'un pas qu'il est difficile de ne pas franchir. On peut distinguer au moins trois « groupes de pression » favorables au sabotage de TF1, d'Antenne 2, de FR3 et de la SFP (société française de production.

Tout d'abord, la « droite », qui appelle publiquement à mener une attaque décisive contre « les féodalités syndicales » qui organisent et défendent les personnels de télévision (*Magazine Hebdo*, 16 septembre 1983). En second lieu, un lobby informel de journalistes, de spécialistes de l'audiovisuel, de PPDA's en herbe, d'animateurs refoulés, de réalisateurs frustrés, qui tous rongent leur frein devant les portes fermées du service public, et pour lesquels une 4e chaîne offrirait quelques (maigres) perspectives de travail dans ce secteur d'activité. Tous d'accord pour porter un mauvais coup aux chaînes nationales et disposant même d'appuis importants dans la place, ils ne manqueront pourtant pas de s'entre-déchirer lorsqu'il s'agira pour eux de prendre pied dans la nouvelle société, ni de faire taire leurs scrupules lorsqu'il s'agira de produire n'importe quoi en fonction des taux d'écoute (cette chaîne sera privée de publicité directe), ou d'accepter des conditions de travail déplorables (emplois intermittents). Finalement, le dernier intéressé est... le gouvernement lui-même ! Incapable de gérer la crise ouverte en 1974 par le démantèlement de l'ORTF dans le but *« de réduire l'emprise de la toute-puissante intersyndicale de l'ORTF » Magazine-Hebdo*, déjà cité), et pour mener à terme cette crise interminable marquée par d'incessants règlements de comptes internes, le pouvoir a choisi la politique du pire. Dire de son chien qu'il a la gale pour s'autoriser à l'abattre, laisser se dégrader un immeuble pour se débarrasser ensuite plus facilement des locataires sous prétexte de rénovation, voilà l'attitude cynique de l'Etat et des promoteurs de la 4e chaîne envers la télévision nationale, attitude duplice en même temps, puisque l'Etat veut gagner sur les deux tableaux : règler la crise, d'une part, et conserver son contrôle sur la 4e chaîne, de l'autre, ce qui ne lui sera pas difficile, puisqu'en réalité cette chaîne n'est pas plus « privée » ni moins « nationale » que les autres (voir encart). Eût-il du reste été imaginable qu'un gouvernement de la Ve République perde ce pouvoir-là, qu'il perde en quelque sorte son acte de naissance ? Cette nouvelle chaîne permet, autre avantage qui fera plaisir à Georges Fillioud, de retarder quelque peu l'éclosion de télévisions libres réellement indépendantes du pouvoir politique, puisqu'elle permet de neutraliser provisoirement, en leur offrant du travail, un certain nombre de professionnels de l'audiovisuel, qui, sans cette opportunité, auraient été tentés par l'expérience.

Concurrente « déloyale » des chaînes actuelles sur le marché des programmes, menaçante pour les acquis ouvriers de la profession puisqu'elle crée un sec-

Dessin de Reiser paru dans un vieux numéro de « Charlie-Hebdo ».



Dessin de Guertman paru dans « France nouvelle » du 28 février 1977.

Dossier

teur parallèle peu susceptible d'être organisé syndicalement, loin de constituer un *« élément de dynamisation du système audio-visuel français, particulièrement difficile à faire bouger »* (*le Monde*, 30 août 1983), l'« opération 4e chaîne » dessine à plus ou moins brève échéance le démantèlement des trois chaînes nationales et de la SFP et l'abandon par l'Etat de leurs activités aux secteurs para-étatique (sociétés de droit privé gérant la 4e chaîne), local (réseau câblé) et privé (sociétés indépendantes de production de programmes), et donc, en fait, à dynamiter le secteur « télévision » du service public.

Autres conséquences antisociales de la 4e chaîne avec décodeur

Les conséquences négatives de la 4e chaîne et du décodeur (voir encart) ne s'arrêtent pas là. Quelques-unes d'entre elles sont analysées ci-dessous, dans trois cas spécifiques : la France, les pays à régime autoritaire, les pays limitrophes.

— **En France**, le décodeur (600 francs), la modification de l'antenne (800 francs) et le ticket mensuel (1 440 francs par année) nécessaires pour pouvoir capter la 4e chaîne instituent la première classe à la télévision. Ce nouveau discriminant d'ordre économique, analogue au moyenâgeux péage autoroutier ou à la poste à deux vitesses, conforte encore plus chômeurs, étudiants sans le sou, smicards, retraités désargentés, membres de familles nombreuses, dans une situation de citoyens de seconde zone, sans compter les immigrés, déjà hors concours sur ce terrain. Ajoutée au prix de la redevance actuelle, aux futures taxes sur les deux chaînes diffusées par satellite, au prix des abonnements perçus par les télévisions locales, cette dépense supplémentaire fera de la jouissance de ce média un luxe réservé aux riches, puisque le montant total des taxes dépassera chaque année le prix d'un téléviseur neuf. Par ailleurs, les capitaux recueillis grâce à l'abonnement, qui se monteront à plusieurs milliards de francs l'an en cas de succès de l'opération, représenteront rien moins que l'équivalent d'un nouvel impôt. Or, le budget prévu de la nouvelle chaîne ne s'élèvant « qu'à » 800 millions de francs (300 millions de frais fixes et 500 millions pour l'achat de films et de programmes), il serait intéressant de savoir qui empochera les milliards excédentaires. Seront-ils utilisés pour conférer à la nouvelle chaîne une situation de monopole, ce qui ne serait pas pour déplaire au pouvoir ? Seront-ils versés au Trésor public ? Finiront-ils en Suisse sur des comptes numérotés ? Questions pour l'instant sans réponse.

— **Nombre de régimes autoritaires**, intéressés *a priori* par l'achat du décodeur, pourront distribuer les tickets magnétiques selon des critères d'ordre ethnique, politique, religieux, sexuel, etc. Ainsi, les sésames pourraient être refusés aux Noirs en Afrique du Sud, aux Kurdes en Turquie et en Irak, aux femmes en

Une invention digne de « 1984 »

Alors qu'au Moyen-Age, sous la pression des forces productives et des innovations techniques, l'abolition des péages régionaux avait contribué à l'élévation du degré moyen de liberté et levé des entraves à l'émancipation des peuples, le décodeur, fixé sur le téléviseur à la manière d'un parasite, signifie, lui, une régression sociale manifeste. Malgré le fait que la circulation des personnes et des idées se soit largement développée, que la production et l'échange des marchandises se soient internationalisés, les pouvoirs politiques, loin de tendre à abolir les entraves à la communication, adaptent les dispositifs de contrôle aux nouvelles technologies. Par rapport à d'autres moyens moins sophistiqués, tels que douanes, parcmètres, péages autoroutiers, tourniquets du métro, le décodeur représente un « saut qualitatif » considérable. Il se rapproche en effet de l'individu comme jamais aucun autre système auparavant, à la fois par sa fréquence d'utilisation (quotidienne), par sa diffusion géographique (tout le territoire), par le nombre de personnes touchées (les téléspectateurs), par sa localisation dans un lieu jusqu'à présent préservé de ce genre d'appareils (l'appartement), par l'objet du contrôle (la production culturelle et sa circulation), par l'agent chargé du contrôle (le téléspectateur lui-même), par la nécessité de renforcer la réglementation permettant de pénétrer dans les appartements pour lutter contre la fraude au décodeur.

Si l'opération quatrième chaîne avec décodeur réussit, c'est la voie largement ouverte à une vaste panoplie d'autres mouchards électroniques destinés à orienter, diriger, contrôler, interdire d'autres pratiques sociales. C'est aussi un pas de plus vers une société de fascisme plus ou moins doux, qui aurait quelques ressemblances avec celle décrite par George Orwell dans *1984*.

Iran, aux immigrés ailleurs, aux catholiques, aux musulmans, aux jeunes... Même les bureaucrates des pays de l'Est pourraient, grâce au décodeur, réserver un canal particulier aux membres du parti. Cette sinistre sentinelle domestique promise à l'exportation, à l'instar de l'armement, autre production liberticide de pointe de l'industrie française, dévoilerait encore un peu plus le creux des discours officiels sur la solidarité Nord-Sud.

— **Avant même que la 4e chaîne se soit imposée en France**, il est prévu d'étendre le système aux pays voisins. Leurs téléspectateurs qui constituent un marché loin d'être négligeable, puisque les trois chaînes françaises *« représentent 32 % du temps d'écoute des Belges et 44 % de celui des Suisses francophones »* (*le Monde* du 18 septembre 1983), devront s'abonner en France pour pouvoir capter les émissions diffusées par le nouveau canal. Ce « protectionnisme » télévisuel, qui constitue un obstacle de taille à la diffusion de la culture française, rend d'autant plus ridicule le souhait de François Mitterrand de relancer la... *« francophonie, en se proposant d'inviter des personnalités étrangères à siéger dans une nouvelle institution, le Haut Conseil de la francophonie »* (*Journal de Genève*, 5 septembre 1983). En plus de l'imbroglio juridico-économique qui ne manquera pas de résulter d'une multiplication des abonnements, il est possible qu'éclate entre les trusts une « guerre des décodeurs » analogue à celle qui avait opposé, dans les années soixante, les divers systèmes de « couleur » (PAL, Secam). Ainsi, au lieu de libérer l'information en cherchant à étendre à d'autres pays le privilège dont jouissent les téléspectateurs belges ou suisses, le gouvernement français prend l'initiative d'élever les premiers éléments d'un mur électronique lamentable, qui nous ramènera plusieurs siècles en arrière. Patronner la création de la première chaîne nationale de télévision au monde fonctionnant sur le mode du péage — « première » profondément antisociale et antisocialiste — n'est-ce pas, en outre, se rendre coupable d'une entrave à la « libre circulation des idées », au sens où l'entendent les accords d'Helsinki de 1975 signés par la France ?

Une campagne de promotion habile

L'habileté des promoteurs de la 4e chaîne payante consiste, par le moyen d'un campagne qui n'en a pas l'air, à familiariser les gens à l'idée de l'existence d'un produit qui n'existe pas encore. Informations incomplètes, faux débats, sondages bidon, presse « de gauche » aux ordres (2), provocations même, tous les éléments médiatiques sont réunis pour susciter chez les gens le besoin d'une chaîne dont les promoteurs-funambules, adeptes de la poudre aux yeux, du secret et du fait accompli, ne tiennent encore fermement aucun des maillons. Ils invitent, par exemple, le public à compter les points entre Havas (gouvernement) et les industriels du cinéma sur la question du nombre de films et des délais de diffusion (spécialité dans laquelle *Libération* s'est singulièrement illustré), alors que, comme l'affirme avec raison Yves Agnès, dans *le Monde* du 30 août, *« le statut de la chaîne, la mission confiée à Havas, le choix du péage, le contenu des programmes, rien n'a été discuté »*. Ou alors, ils provoquent délibérément et scandaleusement l'opinion, comme lorsqu'André Rousselet prétend cibler, avec ses programmes en toc, un public de *« citadins ayant un niveau d'instruction secondaire ou supérieur »* (*Canard enchaîné*, 7 septembre 1983), *« un public haut de gamme, grosso modo les lecteurs des news magazines hebdomadaires »* (*le Monde*, 30 août 1983), ce qui ne l'empêche pas, du reste, de faire mouche à deux reprises, d'une part en flattant les « élites » et, d'autre part, en incitant les « paysans » et les « primaires » à s'abonner à ce nouveau canal d'un standing prétendument supérieur. Etant donné le caractère de la télévision en France — limitée aux trois chaînes nationales, présente dans la quasi-totalité des ménages au même titre que l'eau, l'électricité ou la radio, ce qui fait de ce média, avec toutes ses innovations, un élément nécessaire au confort social minimal — il est hors de doute que nombre de gens peu fortunés feront des sacrifices pour pouvoir s'abonner au nouveau canal, pour la même raison qu'ils l'ont fait pour acheter la « couleur ». Certes, à plus long terme, la logique du profit risque de l'emporter, avec la multiplication des canaux codés et

Echos

« Le peu d'attention que l'on porte à ces problèmes aux Etats-Unis est révélateur. Il n'y a pas, comme en France, de débat à l'échelle nationale, où il ne se passe pas une semaine sans que soit annoncée et discutée — au niveau local ou national — une initiative nouvelle. Je constate qu'il y a en France une volonté d'instaurer un large débat public. » (H.-I. Schiller, *le Monde*, 21-22 août 1983.)

« Tout sera décidé après un large débat public et non pas dans le secret de négociations de groupes financiers privés ou parapublics. » (Jack Lang, ministère de la Culture, septembre 1981, in *le Canard enchaîné*, 7 septembre 1983.)

« Quatre séries de questions étaient posées à l'équipe d'une vingtaine de personnes constituée autour de M. Rousselet. » (*Le Monde*, 30 août 1983.)

« Sur le plan culturel, le développement de nouveaux médias permis par la fin du monopole empêchera un nivellement des programmes par le bas. » (François Schoeller, président de TDF, faisant allusion à la quatrième chaîne, in *Télécom 2000*, juillet-août 1983.)

« Avec M. Rousselet, P-DG d'Havas, on passe de l'utopie inspirée à la logique du marketing. » (*Le Monde*, 30 août 1983.)

« M. Rousselet s'est posé une seule question. Comment gagner un million d'abonnés ? Fidèle au modèle américain, il a choisi le cinéma. » (*Le Monde*, 30 août 1983.)

« Les trois chaînes actuelles n'obtiennent que 193 pauvres millions pour la création, à se partager à trois... au lieu des 300 millions supplémentaires annoncés en mai par Fillioud. » (*Le Canard enchaîné*, 7 septembre 1983.)

Dossier

taxés. S'opposer à cette perspective demande de rejeter dès à présent l'idée d'une télévision « à la carte » et d'exiger le maintien d'un accès égalitaire à ce média, au moins pour toutes les chaînes d'importance nationale.

Quelle 4e chaîne ? Un débat démocratique indispensable

Un canal d'importance nationale est disponible aujourd'hui. Il doit revenir en priorité aux salariés, aux syndicats ouvriers, aux diverses nationalités présentes dans le pays, aux associations, aux organisations de consommateurs, aux comités de solidarité, aux groupes culturels indépendants, tous privés jusqu'à présent de l'accès à ce média. Mais avec l'« opération 4e chaîne », le pouvoir tente d'anesthésier ce nouveau canal, et montre ainsi à quel point une parole non cravatée l'effraye, à quel point il craint de rendre au public une parole si largement confisquée par le régime précédent. Certes, sous prétexte de régionalisme et de convivialité, il se hâte de mettre en place des réseaux câblés. Mais dans ce cas également, le débat démocratique sur la finalité du projet est totalement escamoté, et, là aussi, des dizaines de milliards de francs (60 milliards pour les années à venir) sont offerts aux trusts de l'électronique. Sans le contrepoids d'une réflexion qui puisse émettre des critiques globales par le moyen de ce canal, pour tout le pays, ces multiples réseaux locaux contribueront avant tout à hacher, émietter, isoler la parole et l'image, et donc à permettre de contrôler l'une et l'autre avec encore plus de précision et d'efficacité qu'auparavant. Cette démocratisation/régionalisation en trompe l'œil serait ainsi plus un moyen de fermeture que d'ouverture, de complaisance localiste et de nombrilisme que d'échange et de confrontation.

Les principaux responsables des Télécommunications et d'autres organismes d'Etat spécialisés dans les nouvelles techniques de la communication ne... communiquent plus avec le public. Pas forcément par mauvaise volonté, mais peut-être plus simplement parce que les intérêts économiques, industriels et politiques en jeu dans ce secteur sont si considérables (la 4e chaîne est un excellent exemple) qu'il est impossible pour eux de prendre le temps de la démocratie, un luxe ruineux dans le cadre du « Time is money » qui règle impitoyablement le fonctionnement du marché capitaliste sur lequel les situent les orientations gouvernementales ; parce qu'il est *« si difficile de gagner l'enjeu technique qu'il est tentant d'oublier ou de repousser l'enjeu culturel »* (H. I. Schiller, *le Monde*, 21-22 août 1983) ; parce qu'ils ne maîtrisent plus, de leur propre aveu, l'avalanche de nouveautés dont les bombardent les trusts ou qu'élaborent leurs propres bureaux d'études. Ces technocrates et ces hauts fonctionnaires muets, qui jouent avec nos milliards, qui décident d'investissements considérables dans le secret des cabinets et des conseils d'administration, les soustrayant ainsi à tout contrôle public, avancent donc en aveugles, au moment même où le gouvernement, lui, définissant par contre avec précision sa cible, organise les licenciements et fait payer de plus en plus durement la crise aux salariés. Aveugles et muets certes, mais placés à des endroits stratégiques résultant de l'interpénétration toujours plus nette des secteurs privé et public, surtout en France, ce sont eux qui décident, selon les critères du profit capitaliste, aussi bien d'expérimenter sur une grande échelle (villes ou régions entières) telle ou telle innovation, que d'offrir, dans un deuxième temps, de juteux marchés aux trusts nationalisés ou privés, en France ou à l'étranger.

L'accès égalitaire et peu onéreux à toutes les chaînes de télévision d'importance nationale, de même que le contrôle démocratique des masses sur les principaux vecteurs de l'information télévisuelle, voilà deux revendications qui peuvent contrecarrer la dislocation du secteur audiovisuel d'Etat entreprise par le pouvoir socialiste.

Dégradation du service public, attaque aux acquis des personnels de la télévision, nouvel impôt, accès inégalitaire au média, programme sans aucun intérêt, dénationalisation, entrave à la « libre circulation des idées », le projet de 4e chaîne avec décodeur illustre parfaitement les effets négatifs, dans le secteur des techniques de la communication, des orientations économiques et sociales du gouvernement socialiste. La seule réponse que mérite ce projet mis sur orbite par François Mitterrand est simple, le boycottage, mais un boycottage qui doit s'accompagner de l'ouverture d'un large débat public et démocratique sur les orientations à proposer dans le domaine des télécommunications et de l'audiovisuel, des orientations qui puissent répondre à la fois aux intérêts des travailleurs et à la nécessaire défense du service public plus que jamais menacé. □

---

1. Les télévisions privées américaines ou italiennes, qui subsistent grâce aux recettes publicitaires, les télévisions locales canadiennes, qui tirent leurs revenus des abonnements, ne disposent pas des énormes ressources financières et de la possibilité de contrôler le processus de fabrication-distribution nécessaires pour lancer une production massive de décodeurs. Seule une entité de la dimension d'un Etat pouvait entreprendre la réalisation d'un tel projet.

2. Les journaux pro-gouvernementaux qui applaudissent aux récentes mesures d'austérité prises par le gouvernement, tels que « Libération » et « le Nouvel Observateur », n'ont pas publié un seul dossier critique sérieux sur cette question. «Le Monde » constitue une heureuse exception à cette règle.

Tchad/Liban

Continuité de la politique impérialiste de la France

Claude GABRIEL

DEUX conflits, celui du Tchad et celui du Liban mettent simultanément en évidence les responsabilités propres du gouvernement de la France dans le maintien de l'ordre impérialiste (1). Apparemment rien, si ce n'est des considérations générales, ne lie ces deux problèmes. Le Tchad est un pays africain victime d'une crise politique interne depuis plus de vingt ans ; la crise libanaise, elle, se rattache aux développements de la question nationale palestinienne et à la crise de l'impérialisme dans toute la région. Au Tchad, des cliques militaires s'affrontent au détriment de toute la population et s'appuient, au gré des événements, sur des forces étrangères. Au Liban, malgré l'indubitable autonomie des groupes militaires qui se combattent, il reste la présence de groupes sociaux — à commencer par les diverses bourgeoisies chrétiennes et musulmanes — qui pèsent sur le conflit, ne serait-ce qu'en se situant par rapport à la question palestinienne et au sionisme.

Pourtant, malgré ces différences, les deux guerres ont sur l'essentiel des points importants de ressemblance. Au-delà du discours sur « l'histoire » et des « liens affectifs » liant la France au Tchad et au Liban qu'évoque inévitablement Mitterrand, il y a évidemment la nécessité de défendre la stabilité de la domination impérialiste dans ces deux régions. Mais cela suffit-il à expliquer pourquoi l'actuel gouvernement de la France a dû s'engager pareillement dans deux conflits insolubles, aucun des camps en présence n'étant capable d'imposer sa solution, pas même l'impérialisme américain ?

Pourquoi l'intervention militaire est-elle dans les deux cas présentée comme celle d'une « force d'interposition » ? Pourquoi, dans les deux cas, parle-t-on de « gouvernements légitimes » avec autant d'emphase que cela en devient suspect ?

La fiction des « gouvernements légitimes »

Lors de sa conférence de presse du 9 juin 1982, quand l'armée sioniste s'acharnait sur Beyrouth, Mitterrand proclamait : *« Tout appel du gouvernement légitime du Liban sera entendu par la France »*. Il précisait alors sa philosophie générale : *« Nous soutenons les gouvernements légitimes. Comment naissent ces gouvernements légitimes ? Soit par la force des armes... soit par le suffrage universel. »* Voila une bien curieuse définition. Pinochet est-il le gouvernant légitime du Chili ? Sinon pourquoi accorder un tel titre au régime de Hissène Habré au Tchad et à celui de Gemayel au Liban ?

Mitterrand mesure évidemment les risques de sa définition du gouvernement « légitime ». Ce n'est pas pour rien qu'au début du mois d'août 1983 le régime de Habré est présenté comme « légitime » tandis qu'à la fin du mois Mitterrand déclare : *« Les soldats français sont intervenus au secours du Tchad, aux côtés de l'armée tchadienne, à l'appel du gouvernement reconnu »*. Il ajoutait *« la France n'a pas à arbitrer les conflits intérieurs entre fractions* (2). »

Ce glissement sensible de vocabulaire de « gouvernement légitime » à « gouvernement reconnu » ne traduit pas un scrupule démocratique de la part de Mitterrand. Ce dernier a bien pris soin de donner pour légitimes des gouvernements arrivés au pouvoir par les armes sans distinguer ceux qui sont portés par un mouve-

---

1. Pour reprendre le fil des événements au Tchad depuis 1960, se reporter aux deux numéros récents 156 et 157 d'« Inprécor ».

2. « Le Monde » 26-8-83. Mitterrand veut dire que le régime Habré est reconnu par l'Organisation de l'unité africaine. Cette même OUA qui reconnaissait le gouvernement de Goukouni quelques mois auparavant. Comme le disait Bongo, le président du Gabon, « le pouvoir appartient à celui qui occupe le fauteuil présidentiel ».

ment populaire insurrectionnel et ceux qui sont le résultat des coups militaires fascistes. A vrai dire Mitterrand, dès la fin du mois d'août, sait fort bien qu'Habré n'est pas une solution stable pour le Tchad. Au même moment la presse ne parle plus des « rebelles de Goukouni » mais des « troupes de l'ancien Président du GUNT ». La nuance est de taille. L'impérialisme n'a pas de solution pour le Tchad et même si Habré peut paraître aujourd'hui la meilleure carte, il n'a pas les moyens de résoudre l'éclatement régionaliste et tribal du pays. Il ne peut imposer ses troupes du Nord dans le Sud, il ne peut pas, du néant, créer une conscience nationale tchadienne dont ses propres soldats n'ont même pas idée.

Pas plus que Habré au Tchad, Gemayel n'a de légitimité nationale au Liban, outre celle qu'avait bien voulu lui concéder les troupes israéliennes. Pas plus que Habré, Gemayel ne peut être la solution stable sur le long terme. Et cela aussi on le sait à l'Elysée. D'où la prudence et les glissements dans le vocabulaire.

Pourtant le gouvernement français persiste et théorise comme une sorte de « règle de conduite ». C'est un bien curieux paradoxe qui consiste à proclamer que l'on intervient au nom d'un gouvernement légitime tout en montrant ostensiblement que l'on ne croit pas ce qu'on dit ! Parce qu'il doit par moment situer l'intervention impérialiste au dessus des clans en présence, le gouvernement en tire argument pour faire croire à sa neutralité et à sa volonté de paix. Un dirigeant socialiste « de gauche » comme Motchane n'hésite pas un instant et s'exclame : *« ce choix est celui de l'indépendance et de l'internationalisme » !* Rien que ça.

L'imposture de l'interposition

En avril 1981, avant son élection, Mitterrand déclarait à propos de l'Afrique : *« La France... doit donner au monde un autre signal de sécurité et de solidarité'' que celui des Transalls, Jaguars et autres Alouettes. Le recours aux canons a toujours été un aveu d'impuissance* (3). » Il lui faut aujourd'hui, pour maintenir l'illusion, démontrer qu'il existe une grande différence avec la politique des précédants gouvernements de la Ve République : la France refuse de choisir un camp et se contente de « s'interposer ». Ainsi dans l'interview présidentielle du 28 août sur le Tchad : *« Ce rappel des faits montre que deux politiques ont été essayées par mes prédécesseurs. Ni l'une ni l'autre n'a pu résoudre le problème tchadien. N'était-il pas raisonnable d'en pratiquer une troisième ? »*

De Gaulle et Pompidou avaient pour leur part soutenu les présidents tchadiens Tombalbaye et Malloum, Giscard avait joué la carte Malloum et Habré, alors que maintenant *« la France ne se mêle pas directement à la guerre civile ».* Telle serait la différence avec la politique des gouvernements antérieurs, selon la parole monarcho-présidentielle.

Pourtant l'histoire de l'intervention permanente de la France au Tchad prouve que son but a toujours été de stabiliser un appareil d'Etat plus que de soutenir tel ou tel chef de fraction ou Président en place. A l'absence de nation tchadienne, l'impérialisme français a toujours répondu en cherchant à construire de gré ou de force un appareil d'Etat « national ». Il pousse, selon les rapports de forces, telle ou telle fraction pour en faire la dépositaire conjoncturelle de la « légitimité ». Dans les années 1974-1975, quand Paris commence à envisager l'association du FROLINAt rebelle au pouvoir central, cette politique se systématise.

La question tchadienne concentre des paramètres bien plus complexes que dans la majeure partie des autres pays africains sous domination française. Constitué de bric et de broc, mais constitué tout de même dans la plupart des autres pays africains, l'Etat « national » reste en 1983, vingt trois ans après l'indépendance, un rêve pour le Tchad.

Hernu soi-même vient confirmer toute notre analyse. Dans une interview récente au *Progrès de Lyon*, le ministre explique : *« Nous n'appuyons aucune faction, aucun clan, aucun groupe militaire armé. Au Liban, l'armée française, comme le président Mitterrand l'a dit pour le Tchad, n'est l'armée supplétive d'aucune faction... C'est un nouveau rôle que jouent nos forces militaires au Tchad et au Liban..., nos militaires sont dans ces deux pays pour permettre à la diplomatie de jouer son rôle afin de revenir à la paix. »*

Dans cette déclaration la part de mensonge porte sur des questions secondaires. Il est par exemple clair, qu'au Liban et au Tchad le gouvernement français apporte en réalité une aide à Gemayel et à Habré. Mais cela n'est pour l'impérialisme français que conjoncturel, accessoire. Par contre, comme l'avoue Jospin à RTL, *« la force d'interposition était venue à*

3. « Afrique-industrie » 15-4-81

la demande de l'Etat légal du Liban ». « L'Etat légal »... Voilà l'enjeu et la similitude entre Tchad et Liban.

Ainsi il ne fait plus de doute qu'il y a continuité de la politique impérialiste française dans ces conflits. Malgré les contorsions officielles pour faire diversion, la défense des Etats « nationaux » et coercitifs face aux éclatements ethniques, régionaux et confessionnaux apparaît comme la ligne permanente de tous les gouvernements de la Ve République. Malgré un demi aveu, Mitterrand ment encore quand il affirme que *« si la méthode change, l'objectif reste, qui consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France ».* Non, même la méthode n'a pas changé !

Nous allons montrer maintenant comment, tout au long des vingt dernières années au Tchad, les intérêts de l'impérialisme se sont joués sur la défense de l'Etat centralisateur, y compris parfois contre les prétendus gouvernements légitimes du moment.

L'impossible construction de l'« Etat national » tchadien

L'armée française ne quitte pas le Tchad au moment de l'« indépendance » en 1960. Comme dans bien d'autres pays africains, sa présence est légalisée par les premiers accords de coopération militaire. Mais au Tchad, elle a un mandat tout à fait particulier : une partie de ses forces demeure dans les préfectures du Nord avec pour tâche d'en assurer le contrôle administratif. Ceci durera jusqu'en 1964.

Le pouvoir échoit en 1960 à un politicien d'une ethnie du Sud, Tombalbaye, qui s'avère incapable d'imposer l'idée même d'un pouvoir central aux populations du Nord, musulmanes. Celles-ci sont traditionnellement tournées, culturellement et commercialement, vers le Soudan et la Libye. L'armée française sert donc de substitut à ce vide administratif et politique de l'Etat tchadien en gestation.

Lorsqu'à partir de 1964 l'armée française cesse cette mission et rend le Nord au pouvoir « national », les préfets venus du Sud se comportent de manière tellement répressive que les jacqueries vont se multiplier. Elles fournissent la base, à partir de 1965, de ceux qui formeront peu après le FROLINAT. En 1968, la coopération militaire française se double d'une force d'intervention dont la tâche est de réduire ces révoltes du Nord.

Jusqu'en 1972, date du retrait théorique des forces d'intervention françaises, cette double fonction va demeurer. Paris a dû réduire momentanément son investissement directement guerrier. Mais il maintient des forces dont le mandat est de construire enfin une véritable armée tchadienne. Le 24 mai 1973, au Sénat, Monory évoque avec franchise la réalité. Il explique en détail comment, malgré le « repli », le dispositif français sur le terrain atteint encore deux mille hommes. Il expose ce que sont les objectifs de l'Assistance militaire technique (AMT) : *« Cette tâche est d'autant plus importante que dans ce pays peuplé de tant d'ethnies différentes, l'armée est le seul élément entièrement entre les mains du pouvoir central, qui peut à la longue faire naître l'idée de nation et constituer le début d'une cohésion à l'échelon national. »* En quelque sorte, une conscience nationale à accoucher tardivement et aux forceps par le miracle militaire. Ce que le général Cortadellas, responsable des opérations de 1969 à 1972, résume ainsi après le coup d'Etat militaire du 13 avril 1975 qui fait arriver l'armée tchadienne au pouvoir : *« En Afrique, et au Tchad en particulier, l'armée, c'est le progrès* (...) *la colonisation aura accéléré la phase moyen-âgeuse en ouvrant la route au pouvoir militaire »* !

Ce « progrès », l'armée française a tout fait pour y aboutir. En vain. Et Monory explique parfaitement, et avec quelle ironie, combien cette tâche se heurte précisément au manque de conscience politique, pour ne pas dire de conscience nationale, et à l'absence d'un réel Etat tchadien : *« A l'échelon central, des officiers et des sous-officiers français occupent encore un certain nombre de postes exigeant une certaine continuité de vue et une grande rigueur intellectuelle* [sic !] *: en matière logistique par exemple, ravitaillement en matériels, vivres, essence, régulation des transports, etc. Le service de santé de l'armée tchadienne est totalement entre les mains de médecins militaires français.* (...)

« L'instruction des cadres est un souci permanent de l'AMT. Trois écoles militaires existent, toutes dirigées et animées par du personnel français. (...)

« Cette formation, à tous les degrés, est lente et difficile : si, en nombre, on arrive à alimenter les besoins d'encadrement de l'armée tchadienne (sauf pour les médecins) jusqu'au niveau de chef de section, la qualité laisse parfois à désirer : tendance au laisser-aller, conscience professionnelle et rigueur intellectuelle encore assez déficiente. »

Ce rapport devait illustrer la réalité du... désengagement français au Tchad. La Mission de la réforme administrative (MRA) illustre également les difficultés rencontrées. La MRA arrive au Tchad en août 1969. Son chef, Pierre Lami, a été administrateur des colonies. Il a travaillé au Tchad en 1934 puis a exercé en Indochine, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Congo belge. Son rôle théorique au départ est de « conseiller » le pouvoir politique pour qu'il prenne des mesures d'amélioration de l'administration. En réalité, l'objectif est tout autre : l'appareil d'Etat est en faillite. Incapable de réduire la lutte du FROLINAT, il a échoué également à encadrer administrativement les zones sous son contrôle. A cela s'ajoute la corruption, l'incapacité chronique des cadres promus grâce aux seuls réseaux familiaux et ethniques. La MRA a donc comme objectif de se substituer dans bien des cas à l'Etat tchadien défaillant. Tombalbaye lui-même dit à son propos : *« Notre erreur a été de vouloir relever trop rapidement l'administration coloniale par des cadres tchadiens sans expérience. »*

Travaillant en relation avec les troupes françaises, la MRA remet en place des postes administratifs, construit des écoles et fait creuser des puits pour favoriser le regroupement de la population dans certaines zones. Elle « conseille » les préfets, elle se charge d'assainir l'administration. Elle déplace des fonctionnaires et en nomme d'autres. Une activité qui ne fait pas que des heureux : en février 1973, un ancien préfet limogé par la MRA assassine son successeur à Am-Dam. La MRA met aussi au point les opérations politiques et psychologiques pour gagner au régime certains chefs traditionnels.

La MRA va s'attaquer à un autre problème plus complexe qui, en définitive, amènera Tombalbaye à demander le remplacement de Pierre Lami. Pour redonner un semblant de crédibilité à l'Etat auprès des populations, les Français de la mission vont chercher à relancer les prérogatives des chefs coutumiers, des sultans. La fiche MRA n° 702 expose candidement : *« Le problème de la valorisation et de la modernisation de la chefferie est un de ceux que l'expert étranger, soucieux de discrétion et de non-ingérence, se doit d'aborder avec humilité. Il ne lui appartient pas*

de proposer des solutions, et il doit se borner à présenter une gamme, un éventail de possibilités parmi lesquelles le chef de l'Etat pourra se prononcer. »

En toute « humilité » et « discrétion », les quelques centaines de personnels français de la MRA vont proposer un système fondé en partie sur les fonctions occultes des sultans. Le pouvoir central, dépositaire des intérêts de la petite-bourgeoisie du Sud, y vit une menace. Exit Pierre Lami. La MRA continua sa mission cahin-caha (un de ses responsables fut un certain Claustre, dont les efforts pour faire libérer sa femme des mains de Hissène Habré amenèrent le régime à l'expulser).

Bien d'autres rouages assuraient leurs propres fonctions complémentaires. Tous les évêques dans le Sud étaient Français et l'un d'eux, Mgr Dalmais, archevêque de Fort-Lamy, était en même temps président de la Commission économique et sociale. Un Français, Gilbert Maillart, était président de l'association des employeurs. Le président de la radio était un certain Grégoire Bicquet. Le régime Tombalbaye corrompu, répressif, n'était en fait qu'un organe consultatif dès qu'il s'agissait de choses sérieuses, comme de maintenir un semblant d'appareil d'Etat.

L'Elysée et les régimes en place

Depuis plusieurs semaines, Hissène Habré reproche à l'armée française de ne pas l'aider à reconquérir le Nord. Si le gouvernement français a sauvé Habré en envoyant un puissant corps expéditionnaire, il n'entend pas fournir des forces supplétives mais appliquer sa propre politique, sa propre tactique. Ce qui en dit long sur la manière dont peuvent être utilisés et interprétés les fameux accords de « coopération » militaire !

Le gouvernement français négocie avec Tripoli par-dessus la tête du gouvernement « légitime » du Tchad. Cela n'est pas non plus un événement exceptionnel ou nouveau. Pour construire coûte que coûte un appareil d'Etat digne de ses prétentions, l'impérialisme français n'utilise que jusqu'à un certain point les régimes en place. Mais les contradictions s'accumulent et débouchent régulièrement sur des crises graves.

Ainsi, le 8 avril 1970, Tombalbaye dénonçait-il soudain *« une mafia étrangère non encore dépouillée du vieil homme colonialiste »* qui *« a organisé une véritable conspiration contre nos droits, nos libertés, notre bonheur »*. La campagne contre Pierre Lami était lancée. Nouvelle crise à propos de grèves dans les lycées en décembre de la même année. Tombalbaye dénonce alors les professeurs français « colonialistes ». A chaque fois, le pouvoir se retranche derrière de soudaines professions de foi nationalistes.

Le régime militaire de Malloum lui aussi, puis Goukouni en tant que président du GUNT, utilisèrent à leur tour cette méthode de pression sur l'impérialisme qui, incorrigible, s'attache plus à « fabriquer » le Tchad qu'à défendre les régimes du moment.

Ces crises montrent bien la précarité des gouvernements tchadiens et constituent un handicap sérieux pour les Français. Vouloir stabiliser un Etat national en ne trouvant que des cliques régionalistes et tribales à mettre au pouvoir relève de la quadrature du cercle.

Bien qu'il n'y ait aucune solution possible pour le Tchad dans le cadre de la domination impérialiste, il faut bien que de temps à autre les gouvernements français fassent mine de proposer quelque chose d'intelligent. Construire un Etat national tchadien, certes, mais sous quelle forme ? Comment concilier l'éclatement ethnique, l'absence de conscience nationale et la nécessité d'un pouvoir qui s'impose à tous ?

La régionalisation systématique des conflits tchadiens a favorisé les propositions d'ordre fédéraliste, d'autant que l'impérialisme repousse toute idée de partition réelle du pays. Giscard proposait, le 15 février 1979, une formule institutionnelle nouvelle : *« Le Tchad est un Etat étendu et fragile, il n'y a pas d'autre solution que l'entente entre les Tchadiens du Sud, les plus nombreux, chrétiens et animistes, et les Tchadiens du Nord, auxquels une place suffisante n'a pas été faite jusqu'ici dans la vie courante de l'Etat... Il faut rechercher une structure de l'Etat tchadien, très décentralisée, voire sous une forme fédérale, pour que chacune de ces communautés puisse assurer la gestion de ses propres affaires et qu'en même temps l'unité de l'Etat tchadien puisse être préservée. Ce sont les conseils que nous avons donnés. L'action de la France avait essentiellement pour conséquence de permettre au Tchad de disposer d'un délai pour mettre en œuvre cette réconciliation, puis cette réorganisation de sa structure. »*

Mitterrand ne fait aujourd'hui que plagier son prédécesseur : *« la*

4. « Le Monde » 26-8-83

négociation doit avoir précisément pour finalité l'intégralité du territoire tchadien et le respect de la souveraineté de ce pays. Une fédération est souvent plus conforme à la réalité qu'une unité formelle toujours brisée. Mais ce n'est pas à France qu'il appartient de trancher. Et rien ne peut être conclu sans l'accord des Tchadiens eux-mêmes (4). »

Malgré la continuité de pensée de l'Elysée depuis cinq ans, la solution fédérale ne semble guère envisageable pour le moment. Faute de véritable classe dirigeante et à cause de l'extrême inégalité des ressources économiques entre les régions, on ne voit pas comment pourrait être stabilisé un Etat de ce type au Tchad.

On constate encore une fois que l'impérialisme français fait peu de cas des positions idéologiques des camps en présence. Il sait par expérience que tout cela n'est que superficialité, lui même ayant soutenu pratiquement toutes les cliques rivales. Mais pour lui de cet imbroglio doit sortir un Etat, et ceci trace une continuité dans l'intervention y compris celle de Mitterrand.

L'argument frauduleux des frontières territoriales

L'ultime argument pour les interventions militaires touche au principe du respect des frontières héritées du colonialisme. C'est la Charte de l'Organisation de l'unité africaine qui elle même stipule cette règle. Il n'échappe cependant à personne que ce principe est fort élastique.

La Charte de l'OUA n'a fait qu'enregistrer les volontés de l'impérialisme au milieu des années soixante : éviter que l'absence de nations réellement constituées par l'Histoire ne vienne compromettre le complexe découpage colonial. Mais cette Charte ne vaut en fait que contre les mouvements de masses et contre les masses paysannes qui n'accepteraient pas le joug d'un pouvoir central imposé. L'impérialisme et certains régimes africains ont parfois fait peu de cas de ces principes politiques. Il faut rappeler ici le soutien de l'impérialisme à Hailé Selassié puis au régime militaire éthiopien contre les droits légitimes des Erythréens alors que, légalement, l'Erythrée avait été reconnue en tant que telle par l'ONU comme un territoire spécifique de la colonisation italienne. Il faut également rappeler le cas du Sahara pour lequel l'impérialisme adopte la même attitude de soutien aux annectionnistes, en l'occurrence le Maroc. Lors de la sécession katangaise d'avec l'ex-Congo belge en 1961 ou de la sécession biafraise d'avec le Nigéria en 1967, les sponsors impérialistes se préoccupaient fort peu de maintenir le découpage territorial légué par la colonisation. A chaque fois que cela les arrange, les dirigeants impérialistes ressortent l'argument du respect des frontières. *« La partition*, dit Mitterrand à propos du Tchad *serait contraire au droit et plongerait non seulement le Tchad, mais aussi l'Afrique toute entière, dans une tragique période d'instabilité générale, les anciennes frontières coloniales ayant été reconnues intangibles par les nouveaux pays indépendants afin de préserver leur unité souvent fragile et d'empêcher l'explosion des ethnies. »* Imposer de l'extérieur des institutions qui à la longue finiront bien par engendrer un sentiment national, voilà la méthode employée.

Bien sûr, tous les pays africains ne se trouvent pas dans la situation du Tchad. Même si elle se réduit à des idées encore imprécises, la notion d'appartenance nationale a progressé ici et là. Mais la méthode employée ne fait que repousser les échéances. Elle ne vaut qu'en fonction du grand retard dans la mobilisation des masses paysannes. Que réserve l'avenir aux théories de Mitterrand si demain la misère pousse les populations déshéritées des campagnes à contester massivement le pouvoir des Etats répressifs et centralisateurs ? Les processus révolutionnaires en Afrique sont de toute manière porteurs d'une remise en cause par les masses des héritages coloniaux.

Dans le cas du Tchad, l'argument sur l'intangibilité des frontières est encore moins sérieux. Mitterrand déclare à propos de la bande d'Aouzou : *« Vous savez que la bande d'Aouzou a été pratiquement annexée par la Libye depuis 1973. Mes prédécesseurs considéraient ce contentieux, qui remonte à l'époque coloniale... comme une affaire bilatérale entre Tripoli et N'Djamena. Je pense comme eux. »* Quelle désinvolture ! Mais où sont passées les principes de la Charte de l'OUA ?

Tout cela n'est qu'arguties hypocrites. La bande d'Aouzou est négociable par l'impérialisme français avec la Libye. Bien que Goukouni et Habré aient tous deux signifié à un moment que ce territoire devait rester tchadien, Paris s'en moque éperdument. En réalité leur principe de défense des frontières ne tient que lorsqu'il apparaît aux dirigeants impérialistes comme le dernier rempart avant l'effrondement de l'Etat néocolonial. On brandit l'affaire des frontières « nationales » pour mieux dissimuler que c'est l'Etat lui même qui n'a jamais été national.

La crise des Etats néo-coloniaux

La crise de domination impérialiste ne prend pas toujours la forme de luttes de masse intensives. La question nationale peut prendre des formes extrêmement confuses et détournées comme dans le cas du Tchad.

Le fait que dans ce pays ce ne soient plus que des cliques militaires qui s'affrontent et non des classes sociales ne retire rien au fait qu'il s'agit aussi d'une crise du système de domination. Il faut s'attendre à ce que, dans la crise économique internationale actuelle, des Etats faits de bric et de broc commencent à s'écrouler pour ne laisser place qu'au chaos.

Dans un continent comme l'Afrique l'écroulement de certains Etats pourraient bien se faire sans attendre les développements de la lutte de classes. Du moins, l'extrême faiblesse des classes dirigeantes, la crise économique et la précarité des administrations pourraient parfois mettre à bas un Etat avant que les classes populaires ne s'y soient réellement attaqué.

C'est là une grande préoccupation pour l'impérialisme aujourd'hui. Le « rôle nouveau » des armées françaises pour lequel Hernu s'enthousiasme, pourrait bien s'étendre.

L'Etat joue dans les pays néocoloniaux une double fonction : il est le lieu de reproduction générale de la division internationale du travail et simultanément le lieu de protection et de développement de la classe dirigeante locale. L'impérialisme s'attache à garantir d'abord la première fonction mais il lui faut favoriser aussi la seconde s'il veut s'assurer une stabilité à long terme.

Au Tchad la première fonction est celle du maintien de ce territoire dans le cadre de la zone Franc, du maintien de la redistribution des profits en faveur des quelques entreprises françaises et étrangères travaillant là-bas. En dernier ressort il s'agit de préserver l'Etat tchadien en tant que maillon du dispositif général de domination de l'Afrique.

La faiblesse économique du

Tchad ne signifie pas que l'impérialisme puisse s'accomoder peu à peu du chaos actuel. Dans un continent où les systèmes de domination s'organisent également au niveau de blocs d'Etats, les pays occidentaux ne peuvent laisser pourrir durablement la situation. Et s'il n'y a pas de solution « locale » ils s'y substituent sous le couvert de toutes sortes d'arguments.

Pour se perpétuer, l'Etat néo-colonial a en effet besoin de l'intervention extérieure. Au point même qu'il doit céder l'organisation d'une partie essentielle de ses fonctions à la multitude des agents étrangers quand il a épuisé toutes les bases de reproduction et qu'il n'a plus rien à distribuer à ses agents locaux, ou quand il n'est plus à même de répondre aux exigences de l'impérialisme. Le fait qu'au cours des vingt trois dernières années ce fut la France qui paya très souvent les fonctionnaires tchadiens constitue un des révélateurs de ces problèmes.

Cas extrêmes, le Tchad et le Liban le sont ; mais ils n'en sont pas moins de bons diagnostics de la crise actuelle de l'impérialisme. □

Le combattant et les chrysanthèmes

A propos des « Mémoires du ghetto de Varsovie », par Marek Edelman et Anna Krall

Alain BROSSAT

MAREK EDELMAN n'a pas la vocation d'un porteur de chrysanthèmes. Seul survivant de la direction militaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie (qui dura du 19 avril au 10 mai 1943), il a refusé avec éclat de participer aux cérémonies du 40e anniversaire de la révolte, mises en scène par les dirigeants polonais. La lettre ouverte expliquant son refus a été publiée le 22 février 1983 par *le Bulletin d'information*, l'une des principales publications de Solidarité clandestine. Il y écrit notamment :

« Célébrer ici notre anniversaire, alors que toute la vie de la société est dominée par l'humiliation et l'oppression, alors que les mots et les gestes sont falsifiés, ce serait trahir notre lutte, participer à quelque chose qui en est le contraire, commettre un acte de cynisme et de mépris... Lors des célébrations sur commande, dans le silence des tombes et des cœurs, vivra la vraie mémoire des victimes et des héros, la mémoire de l'éternel élan humain vers la liberté et la vérité. »

Médecin cardiologue à Lodz, Marek Edelman fut un militant actif de Solidarité, ce qui lui valut d'être interpellé pendant quelques jours au lendemain du putsch de Jaruselski.

Les jeunes éditions du Scribe (1) ont eu la bonne idée de déranger quelque peu l'ordonnance funèbre des couronnes tressées par les autorités polonaises aussi bien que par l'establishment sioniste à l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection en publiant les *Mémoires du ghetto de Varsovie* de Marek Edelman (2).

Ce livre comporte deux parties. La première, « le ghetto lutte », est le rapport qu'Edelman rédigea pour le comité central du Bund, en 1945, sur le déroulement de l'insurrection du ghetto. Militant du Bund, le plus important des partis ouvriers juifs de la Pologne de l'entre-deux guerres, Edelman participe à ce titre à l'Organisation juive de combat (il en est le commandant en second) qui dirige l'insurrection du ghetto. La seconde partie du livre, « Prendre le Bon Dieu de vitesse », a été rédigée par la journaliste polonaise Hanna Krall à l'issue d'une série d'entretiens avec Marek Edelman et publiée à Cracovie en 1977.

Contre les légendes

Les *Mémoires* d'Edelman tranchent radicalement avec le ton des hommages courants au « courage désespéré » des combattants du ghetto. C'est qu'il se refuse absolument à tomber dans le piège des reconstructions héroïques *a posteriori*, c'est que les récupérations idéologiques de l'insurrection, d'où qu'elles viennent, la transformation de l'histoire en mythologie lui hérissent le poil. La deuxième partie de son livre est donc, avant tout, une riposte, souvent vive et provocante, à toutes les légendes de l'insurrection, une salubre tentative de désacralisation de cet épisode de la résistance juive au nazisme, une sorte d'anti-hommage en réponse à tous les hommages, toutes les oraisons funèbres, tous les discours pieux où se dévoile la volonté d'inscrire l'insurrection du ghetto au registre des histoires officielles (sioniste, polonaise...).

Non, corrige-t-il, les insurgés n'étaient pas des centaines et des centaines de « Haloutzim » (pionniers) au regard clair qui jetaient leurs bombes incendiaires sur les Allemands en songeant aux rives bleutées du lac de Tibériade ; ils étaient en tout et pour tout 220 pauvres types affamés, misérablement armés, bundistes,

communistes, sionistes, qui choisirent de ne pas monter dans le train pour Treblinka simplement parce que *« l'humanité avait convenu qu'il était bien plus beau de mourir les armes à la main que les mains nues* [et que] *nous n'avions qu'à nous plier à cette convention... Les hommes croient qu'il n'y a rien de plus héroïque que de tirer. Alors on a tiré... Peut-on même parler d'insurrection ? Ne s'agissait-il pas plutôt de ne pas les laisser venir nous égorger ? Au fond, il s'agissait seulement de choisir sa façon de mourir ».*

Non, rappelle Edelman, il n'est ni nécessaire ni approprié de faire de Mordechaï Anielewicz, le commandant en chef de l'Organisation juive de combat, un homme de marbre pour rendre un hommage sincère aux combattants du ghetto. Militant de Hachomer Hatzaïr (organisation sioniste socialisante), Anielewicz, âgé alors de 21 ans, était le fils d'une pauvre poissonnière qui, à l'occasion, teignait en rouge les ouïes de ses poissons pour leur redonner l'apparence d'une fraîcheur qu'ils n'avaient plus. S'il fut nommé « commandant » de l'insurrection, c'est qu'il en avait *« très envie ». « Il y avait quelque chose de puéril dans cette ambition*, ajoute Edelman, *mais c'était un garçon doué, avide de lire, très actif. »* Là est le véritable hommage au militant, au combattant, plus que dans les lourdes statues de pierre qui encombrent la mémoire.

Des miches de pain

C'est mû par la même volonté de basculer les mythes qu'Edelman décrit la vie dans le ghetto, l'attitude de la population face à la vie et à la mort, les longues colonnes de volontaires pour Treblinka — car avant de faire monter les gens dans le train, les nazis leur distribuent une miche de pain et qu'il est inconcevable qu'ils donnent de la nourriture à des individus qu'ils s'apprêtent à exterminer :

« Est-ce que tu sais ce qu'était alors le pain dans le ghetto ? Si tu ne le sais pas, tu ne comprendras jamais comment des milliers d'individus ont pu venir d'eux-mêmes, et partir avec du pain à Treblinka. Personne n'a jamais pu le comprendre. C'était là, la distribution. Des pains bis, allongés, bien cuits. Et tu sais quoi ? Les gens venaient sagement, en rang par quatre, pour le pain et pour grimper dans le wagon. Il y avait tellement de volontaires qu'ils devaient faire la queue. Il fallait deux transports par jour pour Treblinka, et encore, il n'y avait pas assez de place pout tout le monde. »

Au ghetto, note Edelman, j'étais calme : *« C'est probablement parce qu'au fond rien ne pouvait nous arriver. Rien de pire que la mort. Il est toujours question de mourir, jamais de vivre. Peut-on même appeler ça un drame ? Le drame implique un choix. Il faut que quelque chose dépende de toi... »* Aujourd'hui, Edelman est médecin, et son métier, c'est la vie, c'est *« prendre Dieu de vitesse »* chaque fois que cela est possible. Un tel métier implique des choix, des risques et, du coup, Edelman est « beaucoup moins calme » que dans le ghetto. C'est avec beaucoup de profondeur, par petites touches, qu'il évoque dans la seconde partie de son livre ce va-et-vient entre l'expérience du militant d'au-delà de la mort et celle du chirurgien de la dernière chance.

Chaque année, pour l'anniversaire de l'insurrection du ghetto, des mains anonymes déposent des fleurs devant sa porte. Sauf en 1968, lorsque se déchaîna la grande campagne antisémite inspirée par les sommets de l'Etat polonais. Cette année-là, aussi, on tenta d'écarter Edelman de son poste de médecin cardiologue à l'hôpital municipal de Lodz. Mais, face aux protestations du personnel, il fallut y renoncer. □

1. Editions du Scribe, 6, rue Jean-Dolent 75014 Paris. Tél : 331 00 52.
2. « Mémoires du ghetto de Varsovie : un dirigeant de l'insurrection raconte » par Marek Edelman et Hanna Krall. Préface de Pierre Vidal-Naquet. Traduction et textes annexes de Pierre Li et Maryna Ochab. En vente à la librairie la Brèche. 59 F.

ABONNEMENTS

abonnement

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Formule choisie : _____

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108
Montreuil
Tél : 859 00 80

Projet de thèses politiques soumises par la majorité du comité central au VI^e Congrès de la LCR

(XXVII^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale)

Combattre pour une issue socialiste à la crise

Le congrès national de la Ligue communiste révolutionnaire se tiendra en janvier 1984. Tous les militants de notre organisation sont appelés à débattre de la situation de la classe ouvrière après plus de deux ans de gouvernement de la gauche, des tâches d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui, des moyens de construire la LCR.

Ces questions intéressent, bien au-delà de la LCR, des milliers de militantes et de militants qui ne se reconnaissent pas dans la politique du PS et du PC au gouvernement, dans le soutien des confédérations syndicales à cette politique, et qui cherchent une autre issue.

Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs idées, de leurs débats. Les principaux éléments de la discussion préparatoire au VI^e Congrès seront publiés dans les organes de la LCR, *Rouge* et *Critique communiste*.

Le projet de thèses politiques adopté par la majorité du comité central sert de base à la discussion.

Sommaire

I- La situation internationale : sous le signe de la crise

I-1. La crise aiguë du capitalisme
I-2. L'ébranlement des bureaucraties staliniennes au pouvoir
I-3. La solution capitaliste à la crise
I-4. La contre-offensive impérialiste
I-5. Les points marqués par le capital
I-6. La réaction des travailleurs et les affrontements de classes
I-7. L'Europe capitaliste depuis le début de la crise
I-8. Une situation porteuse de tournants brusques

II- La gauche au gouvernement : la faillite d'une politique de collaboration de classes

II-1. Le 10 mai : une défaite grave pour la bourgeoisie
II-2. Une situation d'instabilité profonde
II-3. La politique d'austérité du gouvernement
II-4. La tactique d'usure de la bourgeoisie
II-5. La crise de direction de la droite

II-6. Une nouvelle phase de luttes de classes
II-7. Les obstacles actuels à une mobilisation d'ensemble
II-8. Le potentiel de combat de la classe ouvrière

II

III- La crise de direction du mouvement ouvrier

III-1. Une distanciation croissante entre les masses et les directions
III-2. Un phénomène accentué depuis le 10 mai
III-3. La crise d'identité et d'orientation des partis réformistes
  III-3.1. PS : les contradictions d'un parti de gouvernement
  III-3.2. PCF : une politique dans l'impasse
III-4. Les maturations dans le mouvement syndical
III-5. La recherche grandissante d'une solution de rechange

IV- L'intervention de la LCR dans la situation politique et sociale

IV-1. Les lignes de force d'une politique révolutionnaire
  IV-1.1. La LCR œuvre à la mobilisation unitaire des travailleurs
  IV-1.2. A l'adresse du PS et du PCF, la LCR soutient la nécessité de gouverner contre les capitalistes
  IV-1.3. La LCR défend une politique alternative à celle des réformistes
IV-2. Deux questions brûlantes : deux réponses impératives
  IV-2.1. La constitution d'un large front uni antiraciste
  IV-2.2. Le développement d'un mouvement de masse contre la militarisation impérialiste
IV-3. Plus que jamais, l'actualité du mouvement autonome des femmes
IV-4. La LCR et le mouvement syndical
  IV-4.1. L'aggravation de la crise des syndicats
  IV-4.2. Le combat pour un syndicalisme unitaire de masse et de classe
  IV-4.3. Un levier pour l'auto-organisation des travailleurs
  IV-4.4. La cristallisation des oppositions syndicales
  IV-4.5. La LCR et le développement des oppositions

V- Le renforcement de la LCR et la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs

V-1. Les effets contradictoires de la crise de direction du mouvement ouvrier
V-2. Les éléments clés pour la construction de la LCR
  V-2.1. Une organisation révolutionnaire indépendante
  V-2.2. Une organisation tournée vers l'initiative politique et l'action de masse
  V-2.3. Une organisation implantée dans les secteurs clés de la classe ouvrière
  V-2.4. Une organisation qui contribue au développement des JCR dans la jeunesse
V-3. Le combat de la LCR pour un parti révolutionnaire des travailleurs
  V-3.1. Face à l'échec du PS et du PCF : la nécessité d'un parti à gauche de la gauche
  V-3.2. Les piliers stratégiques du programme révolutionnaire ; les fondements d'une démarche de regroupement
V-4. Les initiatives de la LCR pour avancer vers un parti révolutionnaire des travailleurs
  V-4.1. Mener le débat politique, programmatique et stratégique
  V-4.2. Nouer un dialogue permanent avec les militants du PS et du PCF
  V-4.3. Prendre part à la discussion politique parmi les militants des oppositions syndicales
  V-4.4. Renforcer la collaboration et la discussion avec Lutte ouvrière ; les proposer activement au PCI.

I. La situation internationale sous le signe de la crise

I-1. La crise aiguë du capitalisme

La fin de la longue période d'expansion de l'après-guerre, au début des années 1970, a conduit à une aggravation qualitative de la crise structurelle du capitalisme. Dans le même temps, malgré les victoires en Indochine et en Amérique centrale, la crise de direction prolétarienne à l'échelle mondiale empêche le mouvement de masse de contester le pouvoir et l'Etat du capital dans les métropoles impérialistes et de remporter des victoires bouleversant l'ordre contre-révolutionnaire international.

L'ampleur de la récession économique internationale de 1974-1975, le caractère de la reprise qui a succédé — hésitante, inégale et inflationniste — puis la récession de 1980-1982 illustrent la nouvelle phase dans laquelle est entrée l'économie capitaliste : une phase de croissance très ralentie, de récessions plus fortes et de reprises plus courtes et plus faibles qu'au cours des trois décennies précédentes.

La baisse du taux moyen de profit, la tendance à la surproduction de marchandises et à la suraccumulation du capital sont les causes premières de cette phase de dépression économique.

L'expression aggravée de ces contradictions inhérentes au système s'est combinée avec plusieurs autres facteurs :

— une crise sociale approfondie, de longue durée, affectant tous les rapports sociaux bourgeois et la plupart des institutions de la bourgeoisie, qui s'est manifestée avec force dès la fin des années 1960 ;

— le développement d'un mouvement antiguerre de masse, d'une ampleur sans précédent, contestant la militarisation impérialiste ;

— une crise du système de domination impérialiste, dont la défaite américaine en Indochine en 1975 fut l'expression la plus nette ;

— une accentuation des crises des directions bourgeoises — surtout depuis le milieu des années 1970 — dans la plupart des grands pays capitalistes. Crises tendant à se convertir, chaque fois plus, en facteurs de déstabilisation de l'ordre capitaliste à l'échelle internationale ;

— une force organique supérieure de la classe ouvrière, produit de la longue période d'expansion de l'après-guerre ;

— des avancées importantes, quoique localisées (Amérique centrale en premier lieu) du mouvement de libération nationale et sociale dans les pays semi-coloniaux ou dépendants.

C'est cette combinaison qui, aujourd'hui, marque l'ampleur et le caractère de la crise du capitalisme dans son ensemble, et qui se conjugue avec la crise la plus grave qu'ait connue le système de domination bureaucratique.

I-2. L'ébranlement du système de domination bureaucratique

La montée révolutionnaire d'août 1980 en Pologne, la constitution d'un syndicat indépendant de dix millions de travailleurs et le développement d'un puissant mouvement pour l'autogestion ont révélé l'immense potentiel et l'aspiration du prolétariat polonais à réorganiser la société sur des bases objectivement socialistes. L'ampleur et la durée du mouvement clandestin de résistance au coup de force du 13 décembre 1981 témoignent de la profondeur de ce processus et de l'acuité de la crise à laquelle se trouve confrontée la bureaucratie stalinienne : une crise

ancrée dans les contradictions du système bureaucratique lui-même et partiellement stimulée par la crise économique du capitalisme.

Quoique de manière inégale, le mécontentement des masses s'enfle dans les Etats ouvriers bureaucratisés, en particulier face aux difficultés croissantes d'approvisionnement. L'existence d'un mouvement pacifiste indépendant en RDA et l'apparition de ses premiers noyaux en URSS, en Hongrie et en Tchécoslovaquie reflètent non seulement une volonté de militer activement pour la paix mais sont porteurs d'une dynamique antibureaucratique, dès lors qu'ils revendiquent le droit de s'organiser de manière indépendante.

I-3. La solution capitaliste à la crise

Toute crise de surproduction constitue toujours une agression massive du capital contre le travail salarié. Redresser le taux de profit, relancer l'accumulation, alors que s'accentue la concurrence entre capitalistes, exige une offensive d'ensemble contre les travailleurs des métropoles impérialistes et contre les peuples et les masses exploitées des pays semi-coloniaux et dominés du tiers monde.

Dans la situation présente, la politique de la bourgeoisie engendre un chômage massif par la concentration accélérée du capital, par la rationalisation capitaliste des appareils productifs au travers de l'élimination de branches entières des économies nationales au profit d'autres plus rentables, par la généralisation et l'intensification des plans d'austérité. Par la constitution d'une réelle armée industrielle de réserve, une telle politique vise à faire accepter aux travailleurs les baisses de leur salaire réel, l'accélération des cadences, les pertes d'acquis en matière de conditions de travail et de sécurité sociale, la réduction des protections érigées lors de la phase de prospérité contre la pauvreté et les injustices les plus flagrantes. Elle tend à restructurer la classe ouvrière elle-même, par la multiplication des statuts, la division en catégories et la systématisation du travail précaire.

La réorganisation de la production capitaliste internationale et du marché mondial amplifie les transferts de valeur des économies semi-coloniales et dépendantes vers les métropoles impérialistes. L'endettement colossal de ces économies comme la chute des cours des matières premières signifient un pillage accru du tiers monde, la condamnation de centaines de millions d'êtres humains à la misère, à la maladie, à la faim.

L'accélération de la militarisation impérialiste, l'accroissement des budgets militaires tandis que les budgets sociaux connaissent des coupes claires, s'inscrivent dans une telle offensive d'ensemble. Ses principaux objectifs sont les suivants :

— fournir un « marché de substitution » amplifié permettant d'accroître le taux de profit sans élever le niveau de vie des masses ;

— faire planer la menace d'une conflagration nucléaire sur les travailleurs et les peuples afin de les contraindre à s'aligner sur leurs classes dirigeantes ;

— constituer de puissantes forces de frappe mobiles dirigées avant tout contre les révolutions et les luttes de libération nationale et sociale en cours et les explosions potentielles dans les pays dominés.

De plus, cette politique vise aussi à exercer des pressions économiques et politiques accrues sur la bureaucratie du Kremlin.

La « solution capitaliste » de la crise doit prendre la forme d'une détérioration considérable de la situation des travailleurs des pays impérialistes et, à une autre échelle, de la condition des masses populaires des pays dominés. Elle implique des attaques d'une telle ampleur contre les travailleurs et les peuples, qu'elle suppose nécessairement de leur infliger des défaites majeures. Jusqu'à présent, l'impérialisme n'a pu y parvenir.

I-4. La contre-offensive impérialiste

La détérioration structurelle des rapports de force à l'échelle internationale pour le capital ne signifie pas incapacité de ce dernier à réagir.

La relative paralysie politique de l'impérialisme américain au lendemain de sa défaite en Indochine, sa quasi-passivité devant la chute du chah en Iran, celle de Somoza au Nicaragua ou face à l'intervention soviétique en Afghanistan ne furent que conjoncturelles. Dès 1979, la contre-offensive s'est précisée pour s'accentuer à partir de l'installation de l'administration Reagan. Son but n'est autre que de préparer, à moyen et à long terme, les conditions pour imposer cette « solution capitaliste » à la crise.

Le développement de cette contre-offensive relayée par les principales bourgeoisies impérialistes est facilité par l'orientation de la bureaucratie. Plongée dans la crise de son système de domination , déterminée par son conservatisme contre-révolutionnaire, celle-ci cherche surtout à négocier avec l'impérialisme les termes d'un nouvel équilibre international.

Les directions réformistes du mouvement ouvrier, notamment dans les pays capitalistes développés, ont désorienté les travailleurs par leur politique systématique de division des rangs ouvriers et de collaboration de classes, en multipliant accords et pactes sociaux avec la bourgeoisie, en faisant leurs, progressivement, les principaux objectifs économiques et sociaux du grand capital.

Cette situation, produit des attaques capitalistes et de la politique réformiste, accroît le désarroi des travailleurs face à la profondeur et à la durée de la crise, réalité à laquelle ils n'étaient pas préparés. De plus, le discrédit qui frappe le « socialisme réellement existant » aux yeux du prolétariat, notamment dans les pays développés, obscurcit les issues à la crise impérialiste.

I-5. Les points marqués par le capital

Il en résulte une situation où, dans aucun pays capitaliste avancé, la classe ouvrière n'a pu imposer ses propres solutions à la crise. C'est pourquoi la bourgeoisie a pu, elle, marquer des points encore limités qui se sont traduits par des défaites et des reculs partiels dans plusieurs Etats impérialistes. Généralement acculés à la défensive malgré de nombreuses luttes et leur refus de l'austérité, les travailleurs subissent les effets de la montée du chômage. Certains secteurs ont même essuyé des défaites dans des branches significatives (comme la sidérurgie) ou dans des entreprises clés (British Leyland en Grande-Bretagne, Fiat en Italie, par exemple).

La bourgeoisie a imposé des réductions draconiennes de la consommation des masses dans la plu-

part des pays semi-coloniaux et dominés, à partir des diktats du Fonds monétaire international. Elle a obtenu, sur un autre plan, des victoires d'importance régionale : rétablissement de la dictature en Turquie, consolidation de la dictature thaï et surtout défaite infligée aux masses palestiniennes du Liban, bien que la situation d'ensemble au Moyen-Orient soit loin d'être stabilisée à son avantage. Elle bénéficie également du blocage du processus anti-impérialiste en Iran.

I-6. La réaction des travailleurs et les affrontements de classes

Mais, dans la perspective d'imposer leur solution à la crise, les classes dominantes n'ont, jusqu'à présent, pas été capables d'infliger une défaite décisive au prolétariat et au mouvement ouvrier d'un quelconque pays impérialiste. Même en Grande-Bretagne, les coups brutaux portés à la classe ouvrière et la succession de défaites partielles qui les ont suivis n'ont pas acculé les travailleurs à une position de défensive le dos au mur, qui interdirait la possibilité d'une contre-offensive d'ampleur avant une patiente et moléculaire recomposition des forces ouvrières.

Les gains accumulés dans la période précédant la récession, la force du mouvement ouvrier, ses acquis de lutte, le niveau de ses aspirations expliquent cette situation ainsi que le caractère prolongé de la crise économique qui doit réduire toutes ces conquêtes.

Pas plus le capital n'a pu écraser ou refouler de manière radicale les mouvements de masse — là où ils sont mobilisés et en lutte — dans les pays semi-coloniaux et dépendants. L'escalade militaire, les efforts de toutes sortes mis en œuvre pour endiguer et briser la montée révolutionnaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes se sont jusqu'à présent soldés par des échecs.

Le développement de la révolution permanente en Amérique centrale, marqué par une nette orientation socialiste, et la remontée du mouvement de masse dans le cône sud de l'Amérique latine font aujourd'hui de ce continent un enjeu immédiat pour l'impérialisme américain. Ce dernier n'hésite pas à y intervenir militairement en conduisant une véritable guerre.

Ainsi, le capital s'est, pour l'instant, révélé incapable d'imposer de nouveaux rapports inter-impérialistes sur la base d'une nouvelle division internationale du travail. Les échéances majeures inscrites dans l'approfondissement de la crise et susceptibles de modifier profondément, dans un sens ou dans l'autre, les rapports de forces entre les classes fondamentales de la société n'ont, à l'évidence, pas encore eu lieu. Des affrontements de classes majeurs apparaissent plus que jamais inévitables au moment où les développements de la crise se traduisent par une accentuation des contradictions inter-impérialistes, par un approfondissement du marasme monétaire international faisant planer le risque d'un effondrement du système bancaire et de crédit.

I-7. L'Europe capitaliste depuis le début de la crise

En Europe occidentale, la crise, l'approfondissement des contradictions du capitalisme et les facteurs d'instabilité institutionnelle qui en découlent dans nombre de pays n'ont pas eu pour corollaire un renforcement des positions de la classe ouvrière. A partir de 1975-1976, du fait de la dépression économique, mais aussi de la victoire du coup de force du 25 novembre 1975 bloquant le processus révolutionnaire au Portugal, des conditions de la transition de la dictature franquiste au régime monarcho-parlementaire en Espagne, le mouvement ouvrier européen a été progressivement contraint à la défensive. Les résultats électoraux de 1976 en Italie, l'endiguement de la plus puissante vague de luttes existant alors en Europe par le pacte de la Moncloa en Espagne, le retour au pouvoir des conservateurs en Grande-Bretagne ont conjugué leurs effets politiques avec ceux de la crise économique.

En Europe capitaliste, le milieu des années 70 marque ainsi un tournant. Celui-ci s'inscrit cependant dans le cadre de la longue période ouverte à la fin des années 60 et n'en remet pas fondamentalement en cause les caractéristiques essentielles : le potentiel de combat de la classe ouvrière et le rapport de forces entre cette dernière et la bourgeoisie, tel qu'il a été modelé

par la phase d'expansion économique précédant Mai 68 et la vague de luttes qui l'a suivi.

C'est dans ce contexte que se sont amplifiées les attaques contre les conditions de vie et de travail des masses (pouvoir d'achat, systèmes de protection sociale, etc.) alors que le chômage se développait rapidement.

I-8. Une situation porteuse de tournants brusques

La trahison des directions réformistes, l'incapacité du mouvement ouvrier à mettre en échec les plans patronaux ont ainsi ouvert sur tout le continent une situation où la généralisation et la centralisation des luttes, pour se produire, devaient surmonter des obstacles bien plus considérables qu'auparavant. Cependant, malgré les difficultés, la classe ouvrière de la plupart des pays européens n'a pas subi de défaites durables. Même canalisée sur le plan électoral, sa volonté de résister face à l'austérité, de ne pas payer les frais de la crise, reste un facteur primordial pour l'avenir.

Cela lui a permis de mettre en échec ou de limiter les principales attaques patronales, notamment sur le plan de la protection sociale et des salaires indexés, éléments importants dans le rapport des forces entre les classes.

Les victoires électorales de la gauche en France, en Grèce ou en Espagne ont été, à des degrés divers, l'expression de la crise de la domination bourgeoise et des aspirations populaires au changement politique et social. La capacité de résistance du prolétariat et la crise des directions bourgeoises et impérialistes sont les raisons essentielles pour lesquelles la bourgeoisie n'a pu, depuis quinze ans, obtenir de victoires décisives modifiant radicalement les rapports de force sociaux de la période, révélés par Mai 68, en dépit des nouvelles conditions résultant de l'explosion de la crise et du tournant politique qui l'a accompagnée.

C'est ce qui donne à la situation des pays européens un caractère mouvant, où aucune des classes fondamentales ne parvient à prendre un avantage décisif. Il en résulte des fluctuations sociales et électorales de très importants contingents de couches et de classes intermédiaires qui se tournent alternativement (et brusquement) vers la gauche ou vers la droite.

Une telle situation met à l'ordre du jour des tournants brusques, qui pourront prendre racine dans des questions sociales, politiques ou idéologiques (et, plus sûrement, dans une combinaison de ces domaines) et se matérialiser à propos d'événements particuliers.

L'offensive du capital n'a nulle part abouti à une stabilisation économique, sociale, politique en sa faveur. C'est pourquoi, l'aggravation des difficultés du système, la crise de direction bourgeoise, le potentiel combatif de la classe ouvrière démontré lors de nombreuses échéances, les premiers indices d'une recomposition du mouvement ouvrier — surtout au sein du mouvement syndical — font que de brusques tournants de la situation restent possibles et même probables dans toute une série de pays, avec de nouvelles relances et avancées du mouvement de masse ainsi que du mouvement gréviste.

II. La gauche au gouvernement : la faillite d'une politique de collaboration de classe

II-1. Le 10 mai, une défaite grave de la bourgeoisie

La victoire de mai et juin 1981 a constitué une défaite grave pour la bourgeoisie. En élisant François Mitterrand à la présidence, puis en envoyant à l'Assemblée une majorité absolue de députés du PS et du PCF, la masse des travailleurs a exprimé sa volonté profonde d'en finir avec l'austérité, le chômage et le personnel politique qui les symbolisait.

En ce sens, l'échec de la droite, loin d'être l'expression d'une simple alternance électorale, témoigne de l'incapacité de la classe dominante à résoudre durablement la crise de sa domination politique depuis quinze ans, en raison des rapports de classes existant dans la société française. En surgissant avec une force inégalée sur la scène politique en 1968, la classe ouvrière avait créé les conditions d'une polarisation des forces dans le pays. Mai 1981 témoigne à son tour, dans un contexte différent, d'une immense aspiration au changement parmi les travailleurs et, partant, de l'impossibilité pour les possédants de restaurer un consensus avec certaines fractions de la population laborieuse comme de donner une nouvelle base de masse à leur régime.

II-2. Une situation d'instabilité profonde

Le caractère même de la victoire électorale fonde l'instabilité profonde de la situation ouverte par le 10 mai 1981. Aucune fraction significative de la bourgeoisie n'a en effet fait le choix d'une solution politique reposant sur l'accession au pouvoir des organisations ouvrières majoritaires. Une telle solution lui apparaît comme un facteur d'affaiblissement au moment où l'aggravation de la crise capitaliste rend nécessaire, de son point de vue, l'intensification des attaques contre les travailleurs.

Si les partis ouvriers constituent l'axe de ce gouvernement de collaboration de classes, ce dernier ne résulte pas d'une simple alternance électorale, mais bien d'une victoire politique des travailleurs qui chassa la droite et donna une large majorité au PS et au PCF. Formé en période de crise économique et sociale, ce gouvernement cherche à dévier les aspirations des masses vers une acceptation de la crise capitaliste pour leur en faire supporter les conséquences.

En dépit de sa politique de gestion des intérêts du capital, le nouveau gouvernement, compte-tenu de ses liens avec le mouvement ouvrier, est confronté aux revendications des couches populaires qui l'ont porté au pouvoir. Ce qui ouvre de nouvelles et importantes possibilités pour les combats de classe.

Quelle que soit la volonté du PS et du PCF de se plier aux lois de la Ve République et de se couler dans ses institutions, d'adapter leur diplomatie et leurs orientations militaires aux besoins du camp impérialiste, la défaite des formations politiques bourgeoises introduit un déséquilibre certain pour l'application des plans de la bourgeoisie, par la rupture de continuité qu'elle opère. Aussi, malgré les gages donnés par les dirigeants réformistes aux capitalistes, ces derniers entendent avant tout imposer leurs propres solutions à la crise économique et, pour ce faire, préparer le retour de leurs représentants directs aux postes de commande politique.

II-3. La politique d'austérité du gouvernement

La politique du gouvernement fait le lit de cette instabilité. Depuis le blocage des salaires en juin 1982 et les mesures d'austérité de mars 1983, le pouvoir s'est engagé dans une action ouvertement déflationniste, liée aux orientations actuelles des autres gouvernements bourgeois d'Europe, des Etats-Unis et du Japon. Une telle politique, en épousant les contraintes de la crise du système capitaliste, vise à un nouveau partage entre profits et salaires. Les attaques contre le pouvoir d'achat, l'indexation des salaires, les garanties d'emploi, la protection sociale, se doublent de subventions et d'avantages directement ou indirectement consentis aux possédants. Comme l'atteste l'exemple de la plupart des pays impérialistes, ce type de dispositions ne peut avoir pour conséquence qu'une détérioration importante des conditions de vie et de travail de la population laborieuse ainsi qu'une aggravation du chômage. Cependant la politique gouvernementale n'est pas parvenue à un tel résultat. Elle se heurte au contraire à des contradictions croissantes.

La politique gouvernementale s'attaque de manière plus vive à certaines catégories de travailleurs. Les incitations se multiplient à un retour au foyer d'une partie des femmes, ainsi qu'à une aggravation des conditions d'utilisation de la main-d'œuvre féminine : encouragement massif au temps partiel, au travail temporaire, aménagement des horaires ; toutes mesures qui accentuent la précarité de l'emploi féminin. Cette politique se double de mesures d'austérité concernant les budgets sociaux qui se traduisent par une réduction des crédits affectés aux équipements collectifs.

Utilisant leurs liens avec le mouvement ouvrier, le PS et le PCF s'efforcent d'obtenir — sinon le consentement des travailleurs à la poursuite de cette politique — du moins leur passivité, en leur faisant croire qu'il n'existe pas d'autre issue dans une période de récession. Les directions syndicales œuvrent de leur côté à paralyser toute réaction ouvrière en enrobant leur soutien au plans gouvernementaux dans l'idéologie des « nouvelles solidarités » ou du « produire français ». Devant le développement d'une orientation de plus en plus contradictoire avec les aspirations du 10 mai, la déception progresse parmi les travailleurs, engendrant le désarroi mais accentuant aussi les différenciations politiques au sein du mouvement ouvrier.

II-4. La tactique d'usure de la bourgeoisie

Ce sont les forces bourgeoises qui profitent de cette situation et l'utilisent dans une tactique d'usure visant à créer les conditions de leur retour au pouvoir. Cette tactique consiste à accroître l'isolement des gouvernants vis-à-vis de leur base électorale en les poussant toujours plus à droite et à organiser conjointement la mobilisation de certaines catégories sociales, à exploiter politiquement le mécontentement de divers couches petites-bourgeoises.

En utilisant habilement l'orientation des partis réformistes, la droite et les capitalistes ont obtenu de notables succès. En premier lieu, ils ont regroupé leur base. Les petits patrons ont été mobilisés par le CNPF qui s'est attribué le rôle de « parti de l'entreprise ». Les concessions répétées du gouvernement devant cette

pression ont redonné confiance aux secteurs réactionnaires. Elles leur ont permis de susciter ou d'exploiter à leur profit les mouvements de fractions de la petite bourgeoisie, inquiètes devant le développement de la crise économique et parfois victimes, du moins pour une partie d'entre elles, de l'austérité. Les victoires remportées dans ce cadre ont provoqué une polarisation accrue à droite. Contrastant avec l'absence de riposte du mouvement ouvrier, les mobilisations corporatistes réactionnaires ont rejailli sur les formations politiques de la bourgeoisie qui ont vu se restaurer partiellement leur crédibilité électorale.

Les points marqués par les forces bourgeoises n'ont pas été sans effets sur certaines couches populaires, en particulier celles qui sont les plus exposées aux retombées de la dépression économique et qui sont faiblement organisées par le mouvement ouvrier. Certaines fractions — très minoritaires — de l'opinion populaire peuvent être séduites par la démagogie de la droite et de l'extrême droite. Ce qui explique l'écho des thèmes racistes et « sécuritaires » dans les grands centres urbains.

II-5. La crise de direction politique de la droite

Pourtant, au stade actuel, les succès obtenus par la droite sont avant tout le produit de la politique des directions réformistes du mouvement ouvrier, et non la manifestation d'un retournement massif de certaines fractions populaires. Les progrès électoraux du RPR et de l'UDF demeurent relatifs et sont principalement le revers de l'abstention ouvrière. Du côté des travailleurs, cette forme de désaveu de la politique gouvernementale s'acccompagne d'un refus parallèle de voir les partis bourgeois revenir au pouvoir, comme l'a clairement montré le second tour des élections municipales de 1983.

C'est dans ce cadre que se perpétue la crise de direction politique de la classe dominante, dont l'une des manifestations essentielles est la poursuite des rivalités entre les formations politiques réactionnaires et en leur sein.

A travers les échéances électorales et l'occupation de la rue, la droite cherche à construire le meilleur rapport de forces possible pour harceler les dirigeants réformistes, les contraindre à de nouvelles concessions et préparer leur défaite. Mais, dans la situation actuelle, s'engager dans la voie d'une déstabilisation visant à hâter les échéances « légales » et aboutissant, par exemple, à des élections anticipées risquerait de susciter une riposte massive de la classe ouvrière débouchant sur une crise politique et sociale de grande ampleur.

La politique de la droite exprime donc cette contradiction : refus de tout compromis avec la majorité PS-PC, campagne de dénonciation du gouvernement, initiatives et exploitation des mobilisations de certaines couches petites-bourgeoises, sans pour autant fixer un objectif politique immédiat à cette agitation grandissante.

En dépit des points marqués, les forces bourgeoises n'ont pas encore eu la possibilité de restructurer leur dispositif organisationnel, de renouveler leur personnel politique, de se doter d'un projet crédible. Dès lors, elles ne sont pas en position de regagner durablement, sinon une partie des travailleurs, du moins les couches moyennes urbaines dont le basculement à gauche fut un élément de la victoire de Mitterrand. Enfin, la faiblesse des partis de droite dans une Assemblée dominée par une large majorité de députés du PS et du PCF limite leurs marges de manœuvres parlementaires. La combinaison de tous ces facteurs pousse ainsi l'ensemble des partis bourgeois à agir hors du cadre parlementaire pour reconquérir une base sociale et redonner une crédibilité à leurs appareils politiques.

II-6. Une nouvelle phase de luttes de classes

La nouvelle phase de luttes de classes ouverte par le 10 mai reste marquée par un trait fondamental : la contradiction entre l'espoir des larges masses de voir cesser les attaques patronales et la politique pro-capitaliste conduite par les partis réformistes au pouvoir.

Jusqu'à présent la classe ouvrière est restée prisonnière de cette contradiction. Tout d'abord parce que les plans d'austérité successifs, imposés avec la complicité des directions syndicales, ont suscité le désarroi parmi les travailleurs, dans un contexte où n'apparaît pas, à une échelle de masse, d'alternative crédible aux solutions bourgeoises et où les seuls candidats à la relève gouvernementale se trouvent à droite. Mais, en outre, la politique gouvernementale elle-même présente des aspects contradictoires — qui découlent de la nature de ce gouvernement où dominent les partis ouvriers —. Ainsi les mesures sociales du début du septennat (cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, relèvement du SMIC et des allocations familiales, semaine de 39 heures, etc.) ont atténué pour certaines parties de la classe ouvrière, le choc des plans d'austérité.

Il est résulté de l'ensemble de ces facteurs un faible niveau de mobilisation des travailleurs.

Les capacités de lutte tendent lentement à se recomposer — du fait notamment des succès obtenus à la suite de certaines mobilisations — tout en traduisant des différenciations internes importantes : luttes massives des OS et des immigrés de l'automobile dans un relatif isolement, luttes de masse en défense des acquis et contre les fermetures d'entreprises (à l'occasion des 39 heures, à Carmaux, etc.) ; limites de la riposte dans la Fonction publique et de la mobilisation dans la sidérurgie ; succès partiel de la mobilisation pour le droit à l'avortement.

D'ores et déjà, ces luttes ont marqué la situation politique et induit, au moins localement, des différenciations au sein du mouvement ouvrier.

Une distanciation croissante existe entre les masses et les appareils dominants. Mais il ne s'affirme pas encore d'alternative de masse portant la perspective de l'unification des combats contre les capitalistes. Les différenciations internes à la classe ouvrière ne s'expriment pas sous la forme de courants de masse structurés, même si les maturations politiques s'approfondissent, notamment au sein des organisations syndicales. La défiance ouvrière envers les partis gouvernementaux et leurs relais syndicaux s'est jusqu'à présent principalement exprimée sous une forme passive, par l'abstention lors de diverses consultations électora-

les et par la chute des effectifs des confédérations ouvrières.

II-7. Les obstacles actuels à une mobilisation d'ensemble

L'attentisme, le faible nombre actuel de luttes sociales impliquant des secteurs décisifs de la production, renvoient au caractère même de la victoire des partis réformistes : une victoire électorale qui ne fut pas précédée d'un développement de l'activité autonome des travailleurs. Ce qui reflétait une situation contradictoire, marquée d'une part par la force des aspirations populaires qui mit fin au règne de la droite, mais d'autre part par des conditions de lutte plus difficiles pour la classe ouvrière à cause de la crise économique et de la politique des directions ouvrières face à celle-ci.

La victoire politique du 10 mai survint ainsi après une série d'échecs partiels face aux attaques du patronat (même si ce dernier, en regard des impératifs de la crise, n'a pas pu réaliser tous les objectifs des plans Barre, notamment en matière d'atteinte à la protection sociale ou de perte du pouvoir d'achat). Cette victoire eut lieu dans un contexte de désorientation du mouvement ouvrier et de division exacerbée après l'éclatement de l'Union de la gauche qui, depuis 1972, s'était efforcée de canaliser le mécontentement sur le seul terrain électoral en freinant les mobilisations sociales.

De plus, si la victoire du 10 mai constitue un point d'appui pour les luttes des travailleurs, la politique gouvernementale d'austérité dresse de nouveaux obstacles à la riposte de la classe ouvrière.

Cela a joué comme une entrave à l'engagement des luttes et surtout à la crédibilité de leur généralisation ; comme un facteur de leur fragmentation et un frein au lancement de la nécessaire contre-offensive ouvrière, au mouvement d'ensemble des travailleurs contre les attaques capitalistes et face aux mesures d'austérité gouvernementales. Aussi, bien que la nécessité d'une intervention massive de la classe ouvrière se fasse objectivement sentir et que celle-ci gagne en crédibilité, ces éléments se répercutent sur la conscience politique des travailleurs qui n'aperçoivent pas, dans ces circonstances, la possibilité et l'efficacité d'une perspective d'ensemble impliquant la coordination de leurs luttes et leur présence directe, en tant que classe, sur la scène politique.

II-8. Le potentiel de combat de la classe ouvrière

A se prolonger, cette situation risque de donner à la bourgeoisie les moyens d'infliger aux travailleurs une série de défaites sociales et politiques, créant les conditions pour une dégradation véritable du rapport des forces.

Tout montre cependant que rien n'est joué et que les affrontements décisifs restent à venir. L'opposition entre l'aspiration massivement exprimée le 10 mai et la politique appliquée par les réformistes au gouvernement demeure donc la contradiction majeure de la phase actuelle. Les limites politiques de l'offensive bourgeoise, le potentiel de résistance de la classe ouvrière, les facteurs de différenciation de radicalisation en son sein peuvent se combiner pour ouvrir une nouvelle relance de l'activité des masse.

Cela définit clairement la tâche centrale de la LCR : œuvrer à ce que, au travers des luttes et des maturations en cours, se préparent des affrontements de grande ampleur, s'accélèrent les recompositions au sein du mouvement ouvrier et s'affirme une alternative crédible aux yeux des exploités. Alternative qui mette à l'ordre du jour l'entrée en scène, cette fois à partir du terrain des luttes, de secteurs décisifs du prolétariat, et leur confrontation avec l'ordre bourgeois.

Les élections municipales de mars 1983, suivies par l'application des plans d'austérité, ont ouvert la voie à de nouveaux développements de la situation politique. Les exigences des capitalistes, les mesures gouvernementales se heurtent aux aspirations des masses, parmi lesquelles se répand le sentiment que l'orientation du PS et du PCF conduit à l'échec.

Ce qui ouvre des conditions plus favorables à la concrétisation d'une orientation de lutte de classe :

— parce que les dispositions déjà mises en œuvre s'avèrent insuffisantes en regard des nécessités de

l'accumulation du capital, le gouvernement et la majorité parlementaire seront amenés à appliquer toujours plus ouvertement une ligne servant la classe dominante ;

— parce que le patronat s'en trouvera encouragé pour redoubler ses attaques contre l'emploi, les conditions de travail et le pouvoir d'achat ;

— parce que la droite, forte de ses succès et des capitulations des directions ouvrières, développera sa tactique de harcèlement ;

— parce que les directions syndicales, face à un pouvoir restant sourd à l'avertissement populaire exprimé lors des diverses consultations électorales, seront soumises à des pressions accentuées de leur base ;

— parce que les partis majoritaires verront leurs rangs se différencier devant la capitulation de leurs directions.

Dans ces conditions, l'enjeu politique et social de la prochaine période prend tout son relief : la bourgeoisie, dont le PS et le PCF gèrent les affaires au gouvernement, va intensifier son offensive pour faire payer aux travailleurs les frais de sa crise ; la classe ouvrière, malgré les coups déjà infligés par cette crise, malgré l'action politique des directions réformistes, dispose des forces nécessaires pour faire échec à cette offensive, imposer ses revendications et ses propres solutions. C'est pour lever tous les obstacles sur cette voie que la LCR doit intervenir.

III. La crise de direction du mouvement ouvrier

III-I. Une distanciation croissante entre les masses et les directions ouvrières majoritaires

La crise qui frappe les organisations majoritaires du mouvement ouvrier est l'un des traits marquants de la situation politique en France. Elle est exacerbée par l'arrivée au gouvernement du PS et du PCF, par la politique d'austérité qu'ils y mettent en œuvre avec le soutien des directions syndicales. Cette crise est la combinaison de trois facteurs.

Tout d'abord, l'approfondissement de la crise du capitalisme a révélé l'impasse des projets réformistes et sociaux-démocrates : ceux-ci misaient sur la poursuite de la période d'expansion et le maintien du statu quo entre les classes en assurant une amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et de la protection sociale et en réalisant quelques réformes de structures. La chute du taux moyen de profit des capitalistes rend désormais caduque une telle perspective.

En second lieu, la crise historique du stalinisme ouverte à la fin des années cinquante, marquée dernièrement par le surgissement d'un puissant mouvement de masse antibureaucratique en Pologne et par l'intervention soviétique en Afghanistan, déconsidère la référence du PCF au « socialisme réel ». Le balancement du PCF entre la ligne sectaire de division menée au nom de la lutte contre la social-démocratie et la ligne actuelle de collaboration ouverte avec cette dernière — qui favorisent, l'une comme l'autre, la parcellisation et le dévoiement des luttes — a accentué son déclin.

Enfin, sur les quinze dernières années et à travers une accumulation d'échéances politiques et sociales, toute une génération de militants et de travailleurs combatifs a fait l'expérience pratique de la volonté des appareils bureaucratiques de s'opposer aux luttes de la classe ouvrière; de l'impasse dans laquelle conduit leur orientation.

Il en résulte une accentuation des rapports de défiance entre les masses et les directions majoritaires, une désillusion et un scepticisme croissants de larges secteurs ouvriers envers les solutions qu'elles préconisent.

III-2. Un phénomène accentué depuis le 10 mai

Loin de l'atténuer, le 10 mai a renforcé ce phénomène. Car le PS et le PCF ont été conduits à la victoire en s'appuyant sur la volonté des travailleurs de mettre un terme aux attaques du patronat et de la droite. Leur incapacité, face à la dépression économique, à proposer une issue conforme à cette aspiration, leur engagement de plus en plus ouvert dans l'application d'une politique dictée par les intérêts du grand capital, ont accentué la crise de toutes les directions réformistes.

Dans un premier temps, celles-ci ont pu profiter de l'attente généralisée de réformes améliorant les conditions de vie et de travail. Les mesures d'austérité du printemps 1982 ont entraîné un premier changement de l'état d'esprit des masses en balayant les discours antérieurs sur la « durée » et en mettant à nu la réalité de l'orientation gouvernementale. Le PS et le PCF, les directions syndicales l'ont payé d'un recul à l'occasion de toutes les consultations partielles, aux élections professionnelles ou prud'homales comme aux municipales de mars 1983. L'approfondissement des attaques directes contre la population laborieuse avec la troisième dévaluation et ses mesures d'accompagnement s'est traduit par une aggravation de la méfiance des travailleurs envers les appareils réformistes par un discrédit accru de ces derniers. Traçant aux yeux de nombreux militants la perspective de l'échec du gouvernement, cette nouvelle situation aiguise tous les débats internes au mouvement ouvrier sur le bilan des orientations suivies jusqu'alors et sur les choix à effectuer.

Cette crise de direction a comme premier effet pratique un effritement des principales orga-

nisations ouvrières. Loin de capitaliser les espoirs nés du 10 mai, le PS n'a connu qu'une faible augmentation de ses effectifs. Le PCF ne cesse de perdre des adhérents. Quant aux grandes confédérations, elles ont vu se poursuivre la désyndicalisation déjà en cours bien avant le printemps 1981, et ce dans un contexte de baisse générale de l'activité militante.

A ce stade, pourtant, de tels éléments ne remettent nullement en cause l'influence des directions réformistes au sein de la classe ouvrière. En l'absence de solution de rechange, la classe ouvrière continue de les soutenir, particulièrement sur le plan électoral, comme des instruments dans sa lutte contre la bourgeoisie.Elle continue de se tourner vers ces partis pour exiger la satisfaction des revendications et aspirations pour lesquelles ils les ont élus.

De même, la chute des effectifs des syndicats ne doit pas dissimuler que ces derniers restent les seuls cadres permanents de front unique existant aujourd'hui et que, dans les luttes comme lors des élections professionnelles, les travailleurs continuent à s'y référer.

Enfin, même sans établir de comparaison mécanique avec des situations passées et sans faire de pronostics sur les rapports futurs entre l'auto-organisation des travailleurs et les grandes organisations ouvrières, une forte poussée de mobilisation se traduira vraisemblablement par le renforcement d'organisations ouvrières traditionnelles, accompagné d'une intensification de leurs différenciations internes.

III-3. La crise d'identité et d'orientation des partis réformistes

Plus de deux ans après leur victoire, la participation au gouvernement confronte les partis socialiste et communiste à une profonde crise d'orientation et d'identité. Cela engendre un important désarroi intérieur qui a comme première conséquence une désertion de leurs organismes de base. Si cette tendance constitue un facteur de blocage à l'éclatement des contradictions internes, elle conduit également de nombreux militants à se poser le problème des issues à la situation actuelle.

III-3.1. PS : les contradictions d'un parti de gouvernement

Le PS a le plus massivement subi les effets du recul des partis réformistes sur le terrain des urnes. Cela démontre l'extrême fragilité des assises électorales conquises depuis le congrès d'Epinay en 1971. Principal parti parlementaire, disposant d'une majorité absolue de ministres, il doit aux yeux des masses assumer la responsabilité principale de la politique suivie par le gouvernement.

Dans ce cadre, le PS est soumis à une double contradiction. Désormais premier parti ouvrier du pays, il doit soutenir une attaque frontale contre ceux-là mêmes qui l'ont porté au pouvoir. Il en résulte d'importantes tensions, dont la réactivation des luttes de courants à l'occasion du congrès de Bourg-en-Bresse comme les divisions au sein de l'appareil dirigeant ne sont que les manifestations perceptibles. D'autre part, sa situation de force dominante au sein des institutions de la V^{e} République — dès lors qu'il entend en respecter le cadre — lui assigne le rôle de relais pur et simple du pouvoir exécutif. Ainsi se trouve posé, de façon aiguë, le problème de sa place et de sa fonction dans la société, des marges d'autonomie de son groupe parlementaire face aux initiatives de la présidence de la République, de ses rapports avec sa base populaire et les mouvements de masse.

Prisonnier de cette double contradiction, le PS est aujourd'hui incapable de résoudre la question décisive de son enracinement social. Englué dans la gestion de la crise, il ne parvient pas à s'affirmer comme une force politique indépendante. Il ne peut, en particulier, profiter de ses succès du printemps 1981 pour renforcer ses liens organiques avec la classe ouvrière par le développement de son implantation dans les entreprises et par l'amélioration de ses rapports avec certaines directions syndicales, celles de la CFDT et de la FEN notamment.

Même si les débats demeurent confinés aux sphères dirigeantes, tout le parti est secoué par ces difficultés. Cela ne peut qu'accentuer les différenciations internes, en dépit du fait que, pour le moment,

aucun courant ne rompt avec la logique de l'adaptation à la crise.

III-3. 2. PCF : une politique dans l'impasse

Le PCF doit faire face à une aggravation de sa crise d'orientation. Les projets formulés depuis une dizaine d'années par sa direction — de l'union sans combat de l'époque du programme commun de la gauche au combat sans union des années 1977-1981 — ont débouché sur des impasses. Ils ont entrainé le recul électoral le plus grave de l'histoire du parti ainsi qu'un affaiblissement de ses moyens de contrôle de la classe ouvrière, bien qu'il demeure l'organisation largement majoritaire en son sein, notamment par son implantation dans les secteurs clés. Sa participation au pouvoir, dans les nouvelles conditions du rapport de forces interne au mouvement ouvrier, confronte le PCF à des difficultés considérables dans la redéfinition et la mise en œuvre d'une orientation politique globale. Il doit mener à bien cette entreprise, alors que se confirme la chute de son influence électorale et qu'il est contraint de cogérer une politique antiouvrière, sans pouvoir disposer d'un alibi équivalent à celui de la « reconstruction nationale » après la Libération.

La direction du PCF s'efforce de masquer son implication dans la politique social-démocrate du gouvernement par la mise en œuvre de ses capacités d'initiative sur le terrain de la lutte pour la paix.

Mais, plutôt que de lui permettre de surmonter les contradictions qui sont les siennes, sa politique ne fait que les accroître. Jusqu'à présent, les affrontements sur ce terrain avec la direction du PS ont pu être maîtrisés par les deux directions. Mais il est clair qu'il existe une contradiction insurmontable entre d'une part les liens du PCF avec le Kremlin et, d'autre part, la politique atlantiste du PS. Le développement de cette contradiction est potentiellement porteur de tensions entre le PS et le PCF. Rupture qui pourrait aussi provenir du développement d'une autre contradiction : celle qui oppose la nécessité pour lui de préserver son ancrage dans la classe ouvrière et ses capacités de contrôle sur elle,à son implication gouvernementale dans une politique d'austérité.

Une telle rupture, dès lors qu'elle se concrétiserait, signifierait une modification majeure de la situation politique. Sans pour autant, au demeurant, permettre au PCF de surmonter ses contradictions.

Cette tactique débouche sur des affrontements répétés avec la direction du PS et rend de jour en jour plus difficile son jeu d'équilibre. En toutes hypothèses, pas plus son maintien au gouvernement — qui ne peut impliquer qu'une solidarité totale avec l'ensemble des orientations déployées — que le départ de ses ministres, ne peuvent permettre au PCF de résoudre sa crise stratégique

Une rupture avec le PS, dans un contexte de faillite patente de la politique gouvernementale, pourrait néanmoins permettre un redressement relatif et momentané du PCF. Ce qui, en l'absence, d'un pôle politique à la gauche de la gauche, pourrait produire des effets négatifs pour la réorientation du mouvement ouvrier.

III-4. Les maturations dans le mouvement syndical

C'est à l'intérieur des organisations syndicales que la crise de direction du mouvement ouvrier a pris les formes les plus aiguës. Elles sont en effet immédiatement soumises à la sanction de la pratique dans la lutte des classes, et de surcroît, les militants critiques envers les directions y rencontrent d'autres courants, en particulier l'extrême gauche. C'est donc là que se concentre inévitablement la contradiction entre la politique de collaboration de classes des appareils dominants et l'aspiration des travailleurs au changement.

Bien avant le 10 mai, l'absence de riposte à la hauteur des attaques de la bourgeoisie a amené nombre de militants à chercher une autre voie que celle proposée par les directions confédérales. Les initiatives des syndicalistes unitaires à l'occasion du 1er Mai 1980 et du 1er Mai 1981, les batailles menées lors de divers congrès CFDT en furent la manifestation, tout comme l'appel de Marseille dans la CGT et la réaction de nombreux syndicats de la confédération après le coup de force de Jaruzelski en Pologne.

Depuis le 10 mai, l'impuissance des directions confédérales à endiguer la chute du nombre d'adhérents de leurs organisations respectives, leur incapacité à proposer la moindre perspective d'action crédible face à la crise capitaliste, l'impossibilité où elles se trouvent de justifier leurs capitulations en valorisant des concessions du gouvernement ou du patronat ont produit une crise de la fonction syndicale. Cette acceptation de l'austérité se manifeste encore davantage lorsqu'elle s'applique à la main d'œuvre féminine, d'autant que la pression extérieure du mouvement des femmes s'est relachée.

Il en résulte une multiplication des interrogations internes et, surtout, une cristallisation de courants d'opposition, un saut qualitatif ayant été de ce point de vue réalisé dans la CFDT.

Dans la CFDT, des critiques se sont exprimées sur la politique suivie à l'égard des femmes. Dans la CGT, l'entreprise de liquidation d'une équipe dirigeante du secteur féminin, confédérale et régionale, et du comité de rédaction d'*Antoinette* a été menée à bien. Malgré la coupure ainsi réalisée, la direction de la CGT voit émerger en son sein une nouvelle génération féministe. Parmi les salariés de nouvelles couches se revèlent réceptives aux thèmes féministes.

III-5. La recherche grandissante d'une solution de rechange

Pour l'heure, les manifestations de défiance ne trouvent pas de traduction positive, en dehors des oppositions syndicales, dans l'émergence de courants de masse. Elles s'expriment essentiellement sous la forme d'une désorientation de la classe ouvrière par l'abstention électorale, mais aussi par des débordements partiels dans les luttes, par un large sentiment critique envers les directions majoritaires.

Cette situation puise à deux sources. Elle reflète, d'une part, le refus des travailleurs de faire les frais de la crise capitaliste. Ce qui confirme, tout à la fois, la perte d'influence des directions et l'échec de leurs tentatives pour gagner des secteurs décisifs de la population laborieuse à l'idée d'une conciliation fondamentale avec la classe dominante, conciliation qui, dans le contexte économique actuel, ne

peut prendre la forme que d'une remise en question des principales conquêtes sociales. D'autre part, elle est l'expression du vide stratégique devant lequel les travailleurs et les militants se trouvent placés en raison de la faillite de tous les projets réformistes, l'expérience en cours constituant, de ce point de vue, un point culminant.

En l'absence de direction de rechange crédible, la crise du mouvement ouvrier ne trouve donc pas encore d'issue à un niveau de masse. Cette tendance peut cependant se modifier rapidement si les obstacles à une mobilisation sociale d'ampleur parviennent à être levés. L'accumulation de phénomènes de différenciation dans les organisations traditionnelles — et pas seulement dans le mouvement syndical — en est le signe irréfutable. La perspective d'un échec brutalement révélée par les élections municipales, comme l'offensive multiforme de la réaction, servent de catalyseur à des mouvements, certes divers et éclatés — de la scission du PSU jusqu'au regroupement de militants se réclamant de l'expérience d'Union dans les luttes — mais qui vont tous dans le sens d'une rupture de gauche face aux appareils réformistes. Ces évolutions sont dès lors appelées à connaître de nouveaux développements à mesure que les échéances politiques et sociales se rapprocheront.

IV. L'intervention de la LCR dans la situation politique et sociale

IV-1. Les lignes de force d'une politique révolutionnaire

La situation est marquée par la contradiction entre les aspirations du 10 mai, incarnées dans l'élection d'une majorité PS-PC, et la politique d'austérité du gouvernement. Celle-ci, par son caractère anti-ouvrier, écœure profondement et désoriente les travailleurs tout en servant de tremplin à l'offensive de la bourgeoisie et des partis de droite.

Contre les attaques patronales en cours et les projets réactionnaires à plus long terme, la LCR agit pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrère. Son intervention s'ordonne autour des axes indissociables suivants :

— le combat contre les attaques de la droite et du patronat, pour la défense des acquis et des intérêts des travailleurs ;

— la bataille contre les mesures d'austérité du gouvernement, pour la satisfaction des revendications et aspirations de la classe ouvrière ;

— l'exigence adressée au PS et au PCF de s'appuyer sur les travailleurs pour gouverner contre les capitalistes ;

— l'affirmation d'une alternative anticapitaliste à la politique de collaboration de classes des directions réformistes.

IV-1.1. La LCR œuvre à la mobilisation unitaire des travailleurs

Pour la défense des acquis, pour les revendications, pour que l'espoir de changement du 10 mai ne se termine pas par un échec, il faut l'unité dans l'action des travailleurs et de leurs organisations. Cela passe par l'application d'une politique de front unique visant à rassembler les larges masses dans l'action de classe contre la bourgeoisie.

Le déploiement d'une telle politique passe par le combat pour l'unité d'action, sans exclusive ni préalable, des travailleurs et de leurs organisations. Il faut l'action unie de la classe ouvrière pour

défendre les acquis comme pour briser l'offensive réactionnaire du patronat et de la droite. Face à l'austérité, seule la mobilisation unitaire peut faire aboutir les revendications, se traduisant, pour répondre aux besoins immédiats des travailleurs, par l'application des mesures anticapitalistes urgentes.

Par son intervention, la LCR contribue à lever tous les obstacles objectifs et subjectifs qui se dressent sur la voie de l'action de masse et de classe. En même temps, contre toute la propagande sur la fatalité de la crise, qui veut détourner les travailleurs de la lutte, la LCR montre constamment le chemin de la mobilisation unitaire :

— Dans les luttes dispersées, elle fait en sorte que la popularisation et la solidarité soient apportées ; elle contribue à exiger le soutien de l'ensemble des organisations ouvrières et en particulier de la majorité PS-PC ; elle agit pour la nécessaire coordination et centralisation des luttes chaque fois que cela est souhaitable et possible.

— Dans les divers débats d'orientation syndicaux et devant tous les travailleurs elle met l'accent sur la défense des revendications unifiantes, rassemblant, par-delà leurs différences de situation, toutes les couches de la classe ouvrière.

— Elle combat aussi pour le contrôle direct des travailleurs sur leurs luttes et pour des formes d'action larges et démocratiques favorisant, sans exclusive ni préalable, la participation à la lutte de tous et toutes.

— Elle mobilise toutes les forces possibles, par un large débat public, en faveur de l'unité d'action des organisations ouvrières, qui doit stimuler l'unité de combat de tous les travailleurs.

— Elle défend une perspective globale de transformation de la société, que la classe ouvrière peut et doit faire sienne pour sortir de l'impasse où cherchent à l'enfermer les responsables capitalistes et les dirigeants réformistes qui acceptent d'obéir à la même logique.

Au travers de toute cette démarche de mobilisation, la LCR contribue à faire mûrir les conditions d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, dont elle affirme la nécessité : pour répondre à la hauteur des attaques lancées et préparées par la bourgeoisie ; pour homogénéiser et unifier, autour d'objectifs communs, les différentes catégories de la classe ouvrière ; pour la faire peser directement et en tant que classe, sur l'évolution de la situation politique.

A l'échelle nationale, le déclenchement et l'essor de grandes luttes convergeant vers un mouvement d'ensemble demeurent avant tout le produit de l'expérience propre des travailleurs, de leur combativité, ainsi que de l'orientation, en son sein, de dizaines de milliers d'hommes et femmes de confiance. Au cours du mouvement de la classe, l'activité des militants et militantes révolutionnaires dans les entreprises, les liens créés avec leurs camarades de travail, peuvent contribuer à faire mûrir de grandes avancées quand les circonstances les mettent à l'ordre du jour. Alors, l'existence d'une alternative politique liant revendications immédiates et mesures transitoires, perspectives du mouvement d'ensemble et solutions politiques globales, peut influer beaucoup sur la préparation, les rythmes et l'issue des luttes de classes. C'est pourquoi la LCR ne sépare en aucun cas ses tâches de mobilisation du mouvement de masse et la défense d'un programme politique.

IV-1.2. A l'adresse du PS et du PCF, la LCR soutient la nécessité de gouverner contre les capitalistes

A l'adresse des partis majoritaires, cette politique a une signification sans équivoque : ils ont des comptes à rendre aux travailleurs, ils doivent mettre fin à toute collaboration, à tout « consensus » avec le patronat.

Dans toutes les mobilisations, toutes les luttes, tous les débats, la LCR oppose les aspirations des masses à la politique de collaboration de classe des directions réformistes.

Ainsi, au cœur de l'action et pour favoriser le combat de classe, les travailleurs doivent exiger du PS et du PC, majoritaires, qu'ils rompent avec la bourgeoisie : « on ne vous a pas élus pour ça ! », « prenez les mesures contre les attaques patronales », « cessez d'obéir aux exploiteurs, « vous devez répondre aux besoins des travailleurs ».

Dans chaque situation particulière, quelle qu'en soit la formule, il s'agit de traduire la même volonté de rompre avec les capitalistes, de réaliser le front unique des travailleurs et de leurs organisations contre l'ennemi de classe.

IV-1. 3. La LCR défend une politique alternative à celle des réformistes

Dans le cours même des luttes, la tâche de la LCR est de favoriser la prise de conscience, par des couches de plus en plus larges du prolétariat, de la nécessité d'une alternative à la trahison de leurs intérêts par les directions réformistes du PS et du PC. A cela correspond une activité permanente de la LCR qui explique et dénonce l'orientation de collaboration de classes des dirigeants réformistes.

Cela se traduit aussi dans le refus de tout soutien politique au gouvernement et dans la défense, face à celui-ci, d'une politique révolutionnaire, à partir du programme d'action, du plan de mesures d'urgence, que la LCR propose à la discussion de tout le mouvement ouvrier.

En même temps, la LCR tient compte du niveau de conscience des masses. Si aujourd'hui le refus du soutien à la politique du gouvernement est la ligne de démarcation entre partis de collaboration de classes et partis de lutte de classes, il n'en reste pas moins que, pour les larges masses, l'expérience reste encore à faire, dans le cours des luttes sociales et des événements politiques.

C'est en effet dans les affrontements avec les capitalistes que la classe ouvrière prendra conscience de la nature bourgeoise de ce gouvernement et de la nécessité de le remplacer par un gouvernement des travailleurs défendant jusqu'au bout leurs intérêts.

Dans ces conditions, les révolutionnaires n'adoptent pas et ne proposent pas une ligne de conduite qui serait, à son égard, semblable à celle qui s'impose naturellement face à un gouvernement constitué par les partis bourgeois.

En revanche, l'affirmation d'une force politique à la gauche du PS et du PC, une force œuvrant à l'unité et à l'indépendance de la classe ouvrière, devient un élément important de conviction pour des milliers de militants ouvriers conscients de la nécessité de la lutte mais hésitant à s'y engager par

manque de perspective globale. C'est pourquoi la LCR s'engage sans réserve dans le dégagement d'une telle alternative.

IV-2. Deux questions brûlantes : deux réponses impératives

Dans le contexte de la crise, le développement du racisme et la politique de militarisation de la bourgeoisie française et internationale deviennent d'une actualité brûlante.

La LCR leur donne donc toute leur place dans son activité, dans sa bataille pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière.

IV-2.1. La construction d'un large front unique antiraciste

Avec l'appronfondissement de la crise économique, les patrons et la réaction ont fait du racisme une arme pernicieuse pour détourner les travailleurs des véritables responsables de leurs difficultés.

En soutenant une politique gouvernementale de répression contre les immigrés, les dirigeants réformistes ont aussi montré que, dans ce domaine comme dans d'autres, ils capitulaient devant les pressions bourgeoises.

L'antidote à ce poison mortel pour les travailleurs doit être absolument répandu par un travail opiniâtre de contre-propagande et d'explication dirigé vers les milieux populaires.

Dans les entreprises, les syndicats, les localités, la LCR assume ses responsabilités dans ce domaine en combattant avec acharnement les préjugés et les réflexes racistes, en défendant tous les droits démocratiques des immigrés, notamment celui de travailler et vivre en France. Ses militants prennent aussi toutes les initiatives pour rassembler sous une forme appropriée, à l'échelle de l'entreprise et de la localité, tous les travailleurs prêts à accomplir cette tâche de salubrité publique. A cette fin, ils militent dans tous les regroupements et associations (tels que le MRAP et la FASTI) et les commissions syndicales ou cartels locaux qui poursuivent le même objectif.

Toutefois, le défi lancé par l'essor incontestable du racisme exige plus que des explications permanentes et des initiatives locales. Nationalement, il doit lui être répondu par la constitution d'un large front antiraciste. Un tel front doit rassembler l'ensemble des associations, organisations, partis, militants, personnalités du mouvement ouvrier, démocratique et immigré, pour la défense des travailleurs immigrés et de leurs familles contre les campagnes et agressions racistes, pour l'obtention de tous leurs droits démocratiques. Ce front aidera ainsi de toutes ses forces les immigrés à affirmer eux-mêmes leur détermination à ne pas laisser porter atteinte à leur dignité.

Mais la lutte contre le racisme exige aussi que la LCR intervienne dans les organisations de masse autour d'axes concrets de défense des travailleurs immigrés, afin que celles-ci s'opposent aux mesures de répression du gouvernement et suscitent une mobilisation unitaire pour les mettre en échec. Ces axes sont essentiellement les suivants :

— la lutte contre les expulsions, pour la régularisation de tous les « sans-papiers », contre toute mesure repressive ;

— la lutte pour l'obtention d'une carte unique de séjour et de travail, valable 10 ans, renouvelable automatiquement et non informatisée ; en effet, la réalisation d'une telle revendication — contenue dans les programmes du PS et du PCF avant le 10 mai — permettrait de supprimer au moins une partie de l'arbitraire et de la précarité qui pèse sur leur statut ;

— la lutte pour l'égalité des droits et en premier lieu pour l'obtention du droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections politiques ; le droit de vote pour les immigrés était l'une des 110 propositions de Mitterrand, à laquelle le gouvernement a vite renoncé.

Au-delà de ces revendications spécifiques, la LCR combat contre tout contrôle de l'immigration. Car celui-ci aboutit inévitablement à des mesures répressives, scandaleuses et discriminatoires qui servent de tremplin aux campagnes racistes. Le contrôle de l'immigration et les mesures qui l'accompagnent ne règlent aucunement la question du chômage et au contraire, perpétuent l'utilisation de la main d'œuvre immigrée selon les intérêts de la bourgeoisie.

IV-2.2. le développement d'un mouvement de masse contre

la militarisation impérialiste

Pour des raisons économiques et politiques, les plans d'austérité de la bourgeoisie s'accompagnent dans tous les Etats impérialistes d'une entreprise de militarisation. Depuis le 10 mai, le gouvernement français continue lui aussi de mettre en œuvre une politique impérialiste. Par son discours de Bonn et la signature de la déclaration finale du sommet de Williamsburg, Mitterrand a clairement affirmé sa volonté de conserver à la France une place de premier plan dans le dispositif impérialiste dont le Pacte atlantique reste l'épine dorsale.

Renforcement de la force de frappe, accélération de la mise au point opérationnelle de la bombe à neutrons, confirmation de la France comme premier marchand d'armes européen et troisième au plan mondial, constitution d'une force d'intervention rapide sur le modèle de la force de déploiement américaine, envoi de troupes au Liban et au Tchad, leur maintien en Afrique : tout montre que le gouvernement Mitterrand entend renforcer le rôle de la France comme l'une des premières puissances impérialistes et militaires de la planète. A l'instar des autres Etats impérialistes, la politique de militarisation du gouvernement français alimente les menaces de guerre qui planent sur l'humanité. Sa contrepartie, comme ailleurs, signifie plus de sacrifices pour les travailleurs, plus de misère et d'oppression pour les peuples des pays dominés, prétendus « en voie de développement ».

Pour ces deux raisons la LCR est totalement opposée à la politique impérialiste et de militarisation du gouvernement français. Dans le mouvement ouvrier, elle dénonce la direction du PS, relayée par certaines directions syndicales, qui tente de masquer la défense des intérêts de l'impérialisme français et son alignement atlantiste sur les Etats-Unis derrière la fable (contredite par de nombreux experts et organismes indépendants, même bourgeois) de la prétendue supériorité militaire soviétique. Et cela quand l'administration américaine livre une véritable guerre en Amérique centrale, quand elle s'apprête à installer ses missiles Cruise et Pershing en Europe, quand pour la première fois depuis la guerre froide certains cercles dirigeants aux USA développent ouvertement l'idée de déclencher en premier le feu nucléaire. Au moment aussi où le gouvernement français prend toute sa part aux manœuvres de stabilisation impérialiste au Moyen-Orient et continue d'être le principal gendarme impérialiste de l'Afrique, où il défend ses intérêts économiques et stratégiques.

La LCR dénonce également la politique des dirigeants du PCF qui s'efforcent d'orienter le mouvement de masse vers des objectifs concordant avec ceux de la diplomatie du Kremlin. Elle condamne leur volte-face à propos de la force de frappe française et leur tentative pour détourner le mouvement de masse naissant de ce qui doit être son objectif principal : la lutte contre l'arsenal militaire français.

La LCR combat pour le désarmement unilatéral, sans préalable ni condition,de l'impérialisme en général et de l'impérialisme français en particulier. Elle rejette le mot d'ordre « ni Pershing, ni SS 20 » qui conditionne le refus d'installation des euromissiles américains au démantèlement parallèle des SS 20 soviétiques. Elle soutient le mot d'ordre commun aux grandes mobilisations de masse, les plus grandes qu'ait connues l'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale : « Non aux euromissiles Cruise et Pershing ! ».

Dans le même temps, elle intervient activement pour que le mouvement antiguerre français se donne un objectif prioritaire sur lequel il peut concrètement agir : la politique de militarisation en France, à commencer par la force de frappe et les crédits militaires.

Elle défend la nécessité d'une solidarité étroite avec les peuples du Nicaragua, du Salvador et d'Amérique centrale, premières victimes d'une guerre qui n'est plus une menace mais une réalité sanglante.

Dans le but de favoriser les luttes de masse des travailleurs, à l'Ouest comme à l'Est, elle souligne l'importance d'une coordination démocratique des mouvements nationaux de pays impérialistes et défend les droits démocratiques des mouvements et militants indépendants d'URSS et d'Europe de l'Est contre la répression bureaucratique.

Telle est l'orientation fondamentale de la LCR pour la construction d'un large mouvement antiguerre.

Pour être le plus vaste possible, celui-ci continuera de comprendre des courants, des opinions les plus variés. En cherchant à rassembler les meilleures conditions pour des mobilisations de plus en plus massives, la LCR y défend ses positions et celles de la IV[e] Ihternationale sans en faire ni exclusive ni préalable.

Elle insiste en particulier sur la nécessité de lier organiquement et politiquement le mouvement antiguerre avec le mouvement ouvrier. La complémentarité de la politique d'austérité et des plans de militarisation, la liaison entre la crise capitaliste et la montée des dangers de guerre, doivent être inlassablement soulignés à l'aide de mots d'ordre tels que « Des crédits pour l'emploi et les salaires, pas pour la bombe ! », « Pas un sou pour fabriquer et donner la mort ! »

La LCR met l'accent sur la nécessité de combattre tous les aspects de la politique française de militarisation, et tout spécialement les interventions néo-coloniales de l'impérialisme français au Tchad, au Liban, en Afrique ou au Moyen-Orient.

Elle exige une rupture complète et définitive des liens qui unissent la France à l'Alliance atlantique (et à son organisation militaire l'OTAN), alliance antiouvrière, impérialiste, militariste et contre-révolutionnaire.

Dans toutes les mobilisations, la LCR s'attache à expliquer que c'est l'impérialisme — y compris l'impérialisme français — qui est l'initiateur de la course aux armements et le principal responsable des conflits militaires de ce siècle, en Europe et dans le monde. Pour arrêter cette logique infernale de l'impérialisme et de sa politique de militarisation qui menacent l'humanité d'anéantissement nucléaire, il faut en finir avec le système qui en est porteur : le capitalisme aujourd'hui en crise ouverte.

Les premières manifestations de courants pacifistes indépendants en URSS, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et surtout en la République démocratique allemande, appellent le soutien des mouvements antiguerre en Europe capitaliste. Les pacifistes d'Europe orientale s'élèvent contre l'embrigadement militariste de la jeunesse, le poids croissant des dépenses

militaires et la répression de la bureaucratie qui leurs nie le droit « de travailler de manière indépendante pour la paix ». La LCR soutient ces mouvements et condamne la politique militaire de la bureaucratie stalinienne.

Elle reconnaît le droit de l'Union soviétique et de tous les Etats où la bourgeoisie a été expropriée à se prémunir contre les menaces impérialistes en se dotant d'un système de défense approprié. Mais pour être efficace, la défense des Etats ouvriers nécessite avant tout une politique internationaliste tournée vers la mobilisation des masses à l'échelle internationale. La bureaucratie est incapable d'une telle politique. Sa politique militaire comme ses initiatives diplomatiques ont pour pierre angulaire la défense du *statu quo* avec l'impérialisme, notamment par le biais des négociations (sous l'égide ou non de l'ONU). C'est pourquoi la LCR soutient les mouvements pacifistes indépendants à l'Est. C'est pourquoi elle se prononce aussi pour le retrait des troupes soviétiques et de celles des autres Etats du Pacte de Varsovie des territoires des autres Etats ouvriers où ces forces sont placées en situation d'armées d'occupation.

Les masses n'ont rien à attendre de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne qui négocient sur le dos des peuples. Seule l'unité des travailleurs et de jeunes, à l'Est comme à l'Ouest, dans la lutte contre les menaces de guerre, permettra d'avancer avec la révolution vers une société reéllement pacifique et démocratique, une société socialiste où la paix ne sera pas un vain mot.

IV-3. Plus que jamais, l'actualité du mouvement autonome des femmes

De nombreuses attaques contre leur droit à l'emploi et une campagne systématique visent à mettre les femmes dans une situation où elles accepteraient le rôle traditionnel de mère au foyer et de salariées au rabais ou à temps partiel. Les femmes seraient ainsi ramenés au rôle d'« armée de réserve du prolétariat » dans lequel la bourgeoisie, en ces temps de crise, veut les enfermer.

Loin de combattre ces exigences patronales, la politique familiale du gouvernement leur sert de relai.

Pour riposter à cette offensive contre les femmes, offensive qui s'appuie sur les préjugés sexistes au sein de la classe ouvrière elle-même et les conforte, l'engagement de la LCR est sans réserve : dans toutes les activités politiques et syndicales, ses militants et militantes combattent pour la pleine égalité des femmes et des hommes ; (elles, ils) soutiennent les revendications et les luttes qui remettent en cause l'oppression des femmes.

Dans les syndicats, pour préparer la riposte de masse indispensable, les militants et militantes de la LCR combattent plus que jamais toutes les manifestations de sexisme et toutes les formes de surexploitation des femmes au travail, surexploitation encore renforcée par la stratégie actuelle du patronat et du gouvernement. Ils proposent l'unité de toute la classe ouvrière face au patronat.

Plus que jamais, devant l'offensive bourgeoise à leur encontre, un mouvement autonome qui développe la lutte des femmes pour leur libération est nécessaire.

Les luttes contre l'oppression des femmes, que celles-ci seront toujours les premières à porter, sont en effet un levier décisif contre les divisions entre sexes entretenues par le système capitaliste et qui traversent la classe ouvrière. C'est cela qui explique le caractère souvent conflictuel du mouvement autonome des femmes avec les organisations mixtes du mouvement ouvrier, tel qu'il est aujourd'hui, alors qu'il n'y a pas d'intérêts historiquement divergents entre hommes et femmes du prolétariat. Il n'y a pas non plus, comme le prouve l'histoire du mouvement ouvrier, une prise en charge spontanée par les organisations de la classe ouvrière des luttes des femmes contre leur oppression.

La reprise en compte des luttes des femmes par le mouvement ouvrier dépend en grande partie de la capacité collective des femmes de faire peser, dans les luttes, leurs exigences. Cette capacité, cette affirmation collective de la volonté des femmes se forgeront par un mouvement autonome des femmes.

C'est pourquoi, depuis des années, la LCR s'est prononcée pour la constitution d'un mouvement large, permanent, porteur de

revendications féministes et anticapitalistes, capable de mener des luttes, de peser sur la scène politique et de faire reprendre en compte son combat par le mouvement ouvrier.

Un tel mouvement n'existe pas aujourd'hui en France. Une avancée vers sa construction passe par le regroupement des forces féministes actuellement divisées.

Un certain nombre de ces forces ont combattu depuis 15 ans sur l'ensemble des terrains de l'oppression des femmes ; elles ont à nouveau appelé à la mobilisation unitaire pour le droit à l'avortement. Certaines se sont regroupées à l'occasion des Etats-généraux d'avril 1982 sur le travail des femmes. Tous ces courants mènent ensemble une campagne contre le sexisme.

Aujourd'hui existent des convergences réelles et une volonté de dépasser la division pour peser sur la situation politique. C'est pourquoi la LCR soutient ce processus de recomposition des forces féministes, œuvre au renforcement des courants de lutte de classe et soutient l'objectif de constitution d'une fédération des femmes. Elle participe à toute initiative (débats, campagnes, etc.) allant dans ce sens.

IV-4. La LCR et le mouvement syndical

IV-4.1. L'aggravation de la crise des syndicats

La politique suivie depuis le 10 mai par les directions syndicales a accru les phénomènes de désyndicalisation et d'abstention ouvrière dans diverses élections professionnelles. Au-delà de cet affaiblissement du mouvement syndical, la réalité est beaucoup plus complexe. On peut la résumer par trois phénomènes liés entre eux :
— un développement de l'esprit critique. Cela est notable dans le comportement des travailleurs, dont les votes se déplacent massivement d'un syndicat à l'autre en fonction du comportement de ces derniers. Cela est notable aussi parmi les militants syndicaux, dont les critiques à l'égard des directions ne manquent pas ;
— une politisation. De nombreux travailleurs exigent de leurs syndicats qu'ils critiquent tel ou tel aspect de la politique gouvernementale. Et l'orientation des directions syndicales elle-même politise les militants et nombre de travailleurs en leur faisant constater que l'orientation du syndicat dépend de la politique du gouvernement ;
— une différenciation. A côté de phénomènes comme l'abstention aux élections prud'homales et à certaines élections professionnelles, les travailleurs répondent souvent positivement à l'appel à l'action lorsqu'il est lancé par leurs organisations syndicales unies.

L'analyse de cette situation, contradictoire, éclaire l'orientation fondamentale de la LCR vis-à-vis du mouvement syndical. Les membres de la LCR militent au sein des confédérations ouvrières, en priorité la CGT compte tenu de sa place spécifique dans le mouvement ouvrier français.

Parce qu'ils veulent la meilleure défense des intérêts des travailleurs, les militants de la LCR agissent dans leurs organiations syndicales avec le souci de les construire, d'en faire des organisations véritablement démocratiques, au service des luttes de masse et de classe.

Dans ce combat, ils se trouvent aux côtés de tous ceux et celles qui défendent une orientation de lutte de classe dans les syndicats, avec toutes les forces partageant cet objectif ; ils contribuent au regroupement d'un courant pour donner aux syndicats une ligne de défense intransigeante des intérêts de la classe ouvrière. Une telle tendance de masse au sein du mouvement syndical serait un élément stratégique de la recomposition du mouvement ouvrier pour l'affirmation d'une nouvelle direction.

IV-4.2. Le combat pour un syndicalisme unitaire, de masse et de classe

Avec de très nombreux syndicalistes et travailleurs, les militants de la LCR s'opposent à l'acceptation des impératifs capitalistes de la crise économique, à l'abandon et à la révision en baisse des revendications, à l'étouffement de la vie syndicale qui accompagne l'orientation des directions. Ils défendent une perspective alternative, reposant sur l'unité, l'indépendance et la démocratie syndicales :
• Un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat et du gouvernement, qui place au-dessus de tout la défense des intérêts des travailleurs, sans aucune distinction de sexe ou de nationalité ; qui rejette la subordination des dirigeants nationaux actuels à la politique de collaboration de classes du PS et du PC au gouvernement ; qui s'engage sans réticence dans le combat contre le racisme et la militarisation en France et qui défende les revendications aujourd'hui élémentaires face au chômage et à l'austérité : la semaine de trente-cinq heures sans perte de salaire, l'indexation des salaires, la garantie du pouvoir d'achat par un système d'échelle mobile, le droit à l'emploi des femmes à plein temps et sans discrimination.
• Un syndicalisme de masse démocratique, qui préserve à la fois l'unité nécessaire à l'action des organisations syndicales et le plus large débat d'idées parmi les syndiqués, les travailleurs et leurs structures syndicales souveraines, conformément aux principes de fonctionnement démocratique et fédéraliste des syndicats.
• Un syndicalisme unitaire pour la lutte : dans le respect des opinions émises par les syndiqués, un syndicalisme qui propose et pratique l'unité d'action systématique entre les confédérations dans la perspective d'une centrale unitaire et démocratique. Celle-ci permettrait à tous les travailleurs de se rassembler, de se défendre ensemble, de voir garantie la diversité de leurs courants d'idées et d'opinions.

IV-4.3. Un levier pour l'auto-organisation des travailleurs

La raison d'être du mouvement syndical est d'organiser le combat collectif des travailleurs pour la défense de leurs conditions d'existence et pour les préparer ainsi à l'exercice de leur propre pouvoir.

C'est pourquoi le syndicat n'est pas un but en soi mais un outil pour favoriser l'activité de la classe ouvrière et contribuer à son auto-organisation dans la lutte. Dans ce cadre, les militants syndicaux de la LCR, avec tous ceux et celles qui luttent pour une orientation de lutte de classe, font de la démocratie et de l'unité d'action syndicale des leviers décisifs pour la démocratie ouvrière et l'unité ouvrière.

Ils militent donc activement pour la constitution d'intersyn-

dicales ou de fronts syndicaux communs, responsables devant les assemblées de syndiqués et du personnel des entreprises. Au-delà de ces formes élémentaires de démocratie ouvrière, ils luttent aussi pour la création d'organes de mobilisation unitaires qui élargissent la mobilisation, pour la constitution de comités de grève représentatifs de tous les travailleurs en lutte, ces derniers ayant les moyens de contrôler directement leurs délégués.

A chaque étape de la lutte, ils s'efforcent ainsi de faire les propositions qui permettent et l'élargissement de l'audience du syndicat, et l'organisation démocratique de masse des travailleurs, ceux-ci prenant en mains leurs propres affaires.

IV-4.4. La cristallisation des oppositions syndicales

Depuis 1981, les oppositions syndicales se sont élargies et cristallisées à leur rythme respectif, dans la CGT et la CFDT. Elles ont connu une regain dans la FEN et un début de manifestation dans FO. Ainsi le processus à l'œuvre depuis une quinzaine d'années a-t-il progressé, en réponse à la trahison des espoirs suscités par les partis réformistes, en réponse au rôle de courroie de transmission de la politique gouvernementale dans lequel se complaisent les directions réformistes.

L'apparition, en juin 1982, d'une opposition à la ligne de la direction Maire dans la CFDT marque à cet égard un tournant. Regroupement de syndicats dont les liens ont été tissés dans les batailles contre le « recentrage » depuis 1977-78, cette opposition s'étend face au cours de plus en plus nettement social-démocrate de la direction confédérale.

Dans la CGT, divers militants et courants se heurtent aux options confédérales : ceux qui voulaient l'unité pour chasser Giscard, ceux qui étaient aux côtés de Solidarnosc, les adhérents et les équipes syndicales qui refusent maintenant de payer le prix du soutien de Krasucki au gouvernement, comme ils refusent de rogner ou d'abandonner leurs revendications au nom d'une ligne tournée vers la meilleure gestion des entreprises capitalistes. Ceux-là ne sont pas prêts à taire leurs exigences pour de prétendus intérêts économiques « nationaux » planant au-dessus des classes.

Dans la FEN, l'orientation progouvernementale du bloc de fait entre l'aile social-démocrate et celle du PCF ouvre un espace plus grand pour l'activité de l'opposition animée par la tendance Ecole émancipée.

Tous ces éléments prometteurs pour la construction d'une tendance syndicale de lutte de classe buttent cependant sur certains obstacles importants : le niveau extrêmement différencié et encore limité de la mobilisation ouvrière, l'inégalité de développement existant au sein même des oppositions.

Dans cette conjoncture, les bureaucraties confédérales peuvent être tentées de recourir à la répression sélective pour isoler, voire pour diviser ces oppositions avant que leur plate-forme ne se précise et ne se présente comme portée par des luttes importantes de la classe ouvrière. Seules de telles échéances, en effet, peuvent donner leurs contours aux oppositions syndicales et leur fournir les moyens de se transformer en tendance syndicale de masse pour la lutte de classe. En effet, la conformation d'une tendance syndicale de masse ne peut être le pur et simple prolongement de la réalité des oppositions d'aujourd'hui.

IV-4.5. La LCR et le développement des oppositions syndicales

La LCR est convaincue que ces oppositions syndicales sont susceptibles de donner corps à de véritables courants de masse et qu'elles peuvent jouer un rôle décisif dans la bataille pour le front unique ouvrier. Les militants de la LCR agissent pour que ces oppositions soient le fer de lance d'un syndicalisme unitaire, indépendant et démocratique défendant avec intransigeance les intérêts des travailleurs. Dans les syndicats, les membres de la LCR prennent toute leur part dans le développement de ces courants. Ils font des propositions d'action de masse qui correspondent aux besoins des travailleurs contre l'austérité capitaliste, contre le chômage, contre les discriminations sexistes, contre la campagne raciste, contre l'effort de guerre.

Ces propositions, ils les défendent en respectant le cadre de fonctionnement que se fixent ces

courants, leurs rythmes de débat et d'initiative. Pas plus que les syndicats, les oppositions ne peuvent être régies par le centralisme démocratique. Elles regroupent des courants d'opinion politique et syndicale différents. Le débat en leur sein est utile et nécessaire. Il doit se dérouler dans des conditions qui préservent la collaboration loyale entre ces divers courants, dès lors qu'ils se battent au sein du syndicat sur des positions de lutte de classe. Toute perspective qui aboutirait à détourner les oppositions de leur lutte pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, qui chercherait à en faire un substitut d'organisation politique, ne pourrait conduire qu'à leur minorisation et à leur isolement. C'est pourquoi les militants et les militantes de la LCR s'opposent à toute tentative de faire de ces courants des courroies de transmission pour les positions de tel ou tel groupement politique.

Pour sa part, la LCR, en tant qu'organisation révolutionnaire, défend ses propositions en toute indépendance, en fonction de son projet fondamental : arracher les travailleurs au contrôle et à l'influence de leurs directions social-démocrate et stalinienne. Pour définir ces propositions, la LCR prend en compte les discussions qui traversent les syndicats et, en particulier, leurs courants d'opposition. Elle considère donc comme complémentaires l'engagement sans réserve de ses militantes et militants dans le travail syndical, dans l'affirmation des oppositions syndicales, et la défense par ces mêmes militantes et militants des propositions de front unique, des positions politiques qu'ils jugent adaptées à la progression du mouvement des travailleurs.

V. Le renforcement de la LCR et la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs

V-1. Les effets contradictoires de la crise de direction du mouvement ouvrier

La crise de direction du mouvement ouvrier a des effets contradictoires. Le degré de contrôle des appareils stalinien et social-démocrate s'affaiblit. Cela favorise déjà, spécialement dans les syndicats, l'émergence de courants critiques.

Comparée aux années 1934-38 ou 1945-47, cette perte de contrôle des directions réformistes peut être à l'origine, en cas de montée des luttes ouvrières, de différenciations, voire de ruptures plus accentuées au sein des grandes organisations traditionnelles que lors des périodes antérieures.

Mais cette crise de direction touche le mouvement ouvrier sans qu'une alternative révolutionnaire crédible n'existe en son sein. Le décalage entre l'ampleur de la crise de direction et le retard dans la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire a des effets désagrégateurs. Il favorise la confusion politique et entrave le développement d'une conscience de classe révolutionnaire. Et cela dans un contexte où la perspective même du socialisme est obscurcie par le discrédit grandissant du stalinisme, par l'intégration complète de la social-démocratie à la société bourgeoise, tandis qu'au plan des idées l'offensive réactionnaire contre le marxisme bat son plein.

A ce décalage objectif s'ajoute aujourd'hui l'écart qui existe entre le bas niveau de mobilisation sociale et le rythme plus rapide de la maturation politique, surtout dans les syndicats.

V-2. Les éléments clés pour la construction de la LCR

Les données présentes de la recomposition du mouvement ouvrier confirment l'option fondamentale des militants de la IVe Internationale en France : construire une organisation révolutionnaire indépendante, tournée vers l'initiative politique et l'action de masse, implantée dans les secteurs décisifs de la classe ouvrière.

V-2.1. Une organisation révolutionnaire indépendante

Les travailleurs qui, dans les luttes, font l'expérience pratique de l'orientation des dirigeants réformistes, les militants socialistes et communistes qui s'interrogent sur la politique de leurs directions ou commencent à s'en détacher, les syndicalistes qui n'acceptent pas de voir leur organisation transformée en courroie de transmission pour l'austérité gouvernementale, les militants inorganisés qui se posent pourtant le problème d'une alternative à gauche, les jeunes qui, malgré leur peu d'expérience politique, s'affirment souvent comme les plus décidés à la lutte, toutes ces couches de la classe ouvrière et de la jeunesse représentent désormais des milliers d'hommes et de femmes. Ils peuvent et doivent être gagnés au combat pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs.

Le premier pas indispensable sur cette voie est de leur offrir dès maintenant, au travers de la propagande, de l'agitation, des initiatives de la LCR, un point de repère pour le dégagement de cette alternative. La contestation du réformisme de l'intérieur des partis socialiste et communiste ne peut remplir cette fonction essentielle pour toutes ces couches du prolétariat. Tel est le but du travail accompli ensemble par la LCR et les JCR.

V-2.2. Une organisation tournée vers l'initiative politique et l'action de masse

La dynamique et l'issue du processus de recomposition en cours dans le mouvement ouvrier

dépendent étroitement de l'intervention en son sein des révolutionnaires. C'est pourquoi la LCR défend un programme d'action anticapitaliste, impulse des campagnes nationales, contribue partout à forger l'unité ouvrière contre l'offensive des patrons et des partis de droite comme elle aide à organiser la riposte aux mesures d'austérité gouvernementales.

La LCR illustre ses propositions et ses perspectives d'action pour le mouvement ouvrier par des initiatives et des campagnes qui matérialisent, selon la situation, les éléments essentiels d'une alternative politique et organisationnelle : la voie de la lutte anticapitaliste pour une réponse ouvrière et socialiste à la crise, comme elle le fit lors de la conférence ouvrière nationale de novembre 1982 ; la voie du combat anti-impérialiste qui l'amena à impulser la manifestation unitaire du 5 juin 1982 lors de la venue de Reagan à Paris ; la voie de la riposte aux manœuvres réactionnaires de la droite contre lesquelles elle manifesta le 18 mai 1983 ; la voie de la mobilisation et de l'unité d'action des travailleurs comme la LCR le fit dans toutes les luttes ouvrières et en soutenant l'appel lancé, en octobre 1982, par mille travailleurs de Rouen.

Dans ce cadre, la LCR accorde la priorité à l'intervention politique dans les entreprises où, notamment par des feuilles et des tracts réguliers, elle construit des noyaux communistes qui assument ouvertement sa politique auprès de tous les travailleurs.

C'est ainsi que les militants et militantes révolutionnaires peuvent être reconnus par leurs camarades de travail non seulement comme les défenseurs intransigeants, dans les entreprises et les syndicats, des intérêts quotidiens des travailleurs et des animateurs de leurs luttes, mais aussi comme ceux et celles qui offrent dans la classe ouvrière les explications et réponses politiques qui aident à surmonter les obstacles actuels à la mobilisation et renforcent la confiance des travailleurs dans leurs propres capacités.

V-2.3. Une organisation implantée dans les secteurs décisifs de la classe ouvrière

Par sa politique de prolétarisation, la LCR se fixe comme objectif de constituer un outil décisif pour la jonction entre l'avant-garde révolutionnaire et les courants de radicalisation qui commencent à s'esquisser dans la classe ouvrière. Tout dans la situation présente confirme l'importance de cet effort qui a déjà porté des fruits en dotant la LCR d'une intervention nouvelle dans plusieurs usines capitales pour l'essor des luttes ouvrières.

La prolétarisation ne peut en aucun cas représenter un substitut à l'activité politique ou un raccourci pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire ; elle constitue cependant une tâche organisationnelle prioritaire pour le développement de la LCR. A ce titre, elle englobe un ensemble de mesures destinées à favoriser à la fois la transformation de la LCR en une organisation répondant mieux aux besoins des travailleurs qu'elle veut organiser dans ses rangs et sa présence dans les entreprises importantes de la métallurgie, de la chimie, de l'énergie, des transports et des communications.

C'est pourquoi la LCR affirme la nécessité d'une telle orientation fondée sur ces éléments clefs : un renforcement de la centralisation politique de son intervention dans les entreprises et la mise en place de directions adaptées à cet objectif ; une formation politique organisée à tous les niveaux et plus particulièrement en direction des militants ouvriers de base et des directions ; un effort de recrutement et de féminisation, inséparable d'une transformation de l'organisation et de son apparition politique accrue dans les entreprises ; enfin, un accent important mis sur l'embauche d'un nombre significatif de militants et de dirigeants de la LCR dans les grandes entreprises des principales régions industrielles du pays.

V-2.4. Une organisation qui contribue au développement des JCR dans la jeunesse

La construction d'une organisation de jeunes révolutionnaires représente l'instrument privilégié pour le recrutement, la formation et l'apprentissage des jeunes au combat pour la révolution socialiste. C'est pourquoi la LCR collabore avec les JCR, qui lui sont programmatiquement liés par une

même solidarité avec la IVe Internationale, à la réalisation de leur objectif commun : la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs et de son organisation de jeunesse.

Sur la base de l'expérience déjà accumulée pendant plusieurs années, la LCR s'efforcera ainsi d'attacher encore plus d'importance à la mise en pratique de cette collaboration dans les domaines qui concernent aussi bien les travailleurs que la jeunesse, qu'elle soit scolarisée, au chômage, ou dans les entreprises.

Tout en respectant l'autonomie des JCR, la LCR travaille avec elle au lancement de campagnes politiques et d'initiatives dans le mouvement de masse contre le chômage et l'austérité, le racisme et la militarisation. Ses militants aident ceux des JCR à construire une organisation implantée dans la jeunesse des banlieues, des foyers et des entreprises.

V-3. Le combat de la LCR pour un parti révolutionnaire des travailleurs

V-3.1. Face à l'échec du PS et du PC, la nécessité d'un parti à la gauche de la gauche

Partout des travailleurs combatifs, des militants socialistes, communistes ou plus ou moins liés à l'extrême gauche, des syndicalistes, des jeunes discutent de l'impasse de la politique gouvernementale et des risques de son échec. Cette donnée, qui est devenue patente depuis les municipales de mars 1983 et l'annonce consécutive du plan d'austérité, témoigne de la maturation politique lente mais progressive au sein de la classe ouvrière et parmi tous ceux qui aspirent à une transformation radicale de la société.

C'est ainsi que l'idée d'une alternative politique au PS et au PCF touche des cercles de plus en plus larges. L'idée d'un parti à la gauche de la gauche fait son chemin.

La LCR s'exprime sans hésitation comme l'organisation qui combat pour la construction d'un nouveau parti révolutionnaire des travailleurs. Mais ce processus n'en est encore qu'à ses débuts. S'il doit retenir toute l'attention des révolutionnaires, ceux-ci doivent aussi en cerner nettement les faiblesses et les limites actuelles : l'absence de mobilisation sociale de masse et de différenciations ouvertes dans les grands partis ouvriers. Rien ne permet encore de prévoir quels seront les contours de telles différenciations lorsqu'elles se produiront, ou si elles se situeront dans la continuité des éléments de recomposition perceptibles aujourd'hui.

C'est pourquoi, à l'ouverture de cette situation nouvelle, la LCR ne peut privilégier aucun de ces éléments. Pourtant, elle doit dès maintenant intervenir dans ces phénomènes de recomposition et préparer leurs développements ultérieurs.

La nouvelle direction révolutionnaire dont le prolétariat a besoin ne naîtra pas d'une simple accumulation de militants, d'un grossissement de la LCR au fil des luttes et des débats politiques. Le parti révolutionnaire des travailleurs sera nécessairement le produit combiné de la construction de la IVe Internationale, de son intervention et de la fusion avec d'autres forces et courants issus du mouvement ouvrier.

Ce stade n'est pas encore atteint, en raison même des entraves à la mobilisation des masses et des limites présentes des processus de différenciation politique. Mais il s'agit, pour la LCR, de s'inscrire et de peser positivement dès aujourd'hui dans tous les débats et toutes les manifestations qui montrent que cette situation peut devenir d'une actualité brûlante, sans préjuger du type de réponse qui devra alors lui être donnée.

V.-3.2. les piliers stratégiques du programme révolutionnaire et les fondements d'une démarche du regroupement

Le test d'une convergence politique entre la LCR et les partis, regroupements ou organisations qui veulent se situer « à la gauche de la gauche » réside dans une attitude commune, vérifiée et constatée, face aux développements de la révolution mondiale et dans les luttes de classes en France.

La LCR leur propose inlassablement l'unité, même partielle, pour impulser, ensemble, l'action du mouvement des masse et imposer le front unique aux organisations majoritaires de la classe ouvrière.

A travers un tel processus, la LCR cherche à dégager et à vérifier une compréhension commune des grands événements et des tâches de la lutte de classes. En revanche, elle ne cherche pas à définir un « programme révolutionnaire commun minimum », mais à clarifier politiquement et pratiquement les conditions qui rendraient possible et viable une organisation révolutionnaire commune.

les axes stratégiques que popularise la LCR et autour desquels devrait se faire un tel regroupement sont à son avis les suivants :

— Contre toute tentative de réforme de l'Etat bourgeois, affirmer la nécessité de le détruire et d'instaurer le pouvoir des travailleurs, une dictature du prolétariat qui soit en même temps la démocratie la plus large pour les travailleurs. Contre toute tentative de construire le « socialisme dans un seul pays », ou de séparer une étape démocratique d'une étape socialiste de la révolution dans les pays dominés, affirmer le caractère international et permanent de la révolution.

— Contre toute volonté de renvoyer dos à dos l'impérialisme et les Etats où le capital a été exproprié, affirmer la nécessité de défendre les conquêtes sociales dans ces derniers face à toute agression impérialiste ou menace de restauration capitaliste ; affirmer en même temps la nécessité du renversement révolutionnaire de la bureaucratie partout où elle a usurpé le pouvoir.

— Contre les politiques social-démocrate et stalinienne de division et de collaboration de classes, affirmer la nécessité de la lutte pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, d'une orientation de front unique, d'un système de revendications immédiates, démocratiques et transitoires jetant un pont entre le niveau de conscience des masses et l'objectif de la conquête du pouvoir politique.

— Affirmer la nécessité de construire un parti révolutionnaire d'avant-garde démocratiquement centralisé, et d'une internationale révolutionnaire agissant dans la continuité des acquis des premières années de l'Internationale communiste, de l'Opposition de gauche et de la IVe Internationale.

Ce programme ne répond pas à tous les problèmes de stratégie révolutionnaire. Il sera enrichi de toutes les grandes expériences nouvelles de la lutte de classes.

Mais il constitue le point de départ indispensable pour quiconque veut lutter pour le socialisme en se plaçant sur le terrain des intérêts historiques et internationaux du prolétariat.

En ce sens, il ne comporte rien de superflu, qui introduirait des barrières artificielles et sectaires par rapport à tous ceux qui, en dehors des rangs de la LCR, peuvent lutter sincèrement pour le renversement du capitalisme.

C'est dans le même mouvement que la LCR souhaite tester les rapprochements possibles dans l'action et organiser les nécessaires confrontations programmatiques, afin de débattre loyalement et ouvertement, et d'avancer, si possible, vers des convergences plus profondes.

Ce n'est, en effet, qu'au terme d'un tel processus que pourraient être définies les bases politiques d'un éventuel regroupement organisationnel, ainsi que les éventuelles divergences explicitement maintenues, sur lesquelles la discussion devrait se poursuivre à la lumière des nouvelles expériences communes, dans le cadre d'un même parti régi par le centralisme démocratique.

Les éléments de mûrissement d'une avant-garde existent, mais restent à l''heure actuelle limités, dispersés et inégaux. Ils ne s'amplifieront et leurs lignes de force n'apparaîtront clairement qu'à l'épreuve d'événements d'envergure.

Dès à présent, cependant, la LCR prend les initiatives permettant de progresser dans l'unité d'action et de poser la perspective d'un parti révolutionnaire des travailleurs, sans chercher aucun raccourci ni substitut, par rapport aux expériences réelles du mouvement de masse et de son avant-garde.

V-4. Les initiatives de la LCR pour avancer vers un parti révolutionnaire des travailleurs

V-4. 1. Mener le débat politique, programmatique et stratégique

Parallèlement aux propositions d'action commune qu'elle adresse à tous les militants, groupes, organisations ou courants ouvriers, la LCR s'efforce d'impulser la discussion avec eux tant sur les questions politiques immédiates que sur les fondements programmatiques et stratégiques qui sous-tendent leur rêponse. A cet effet, elle organisera des conférences et forums largement ouverts, et principalement à tous ceux qui se situent à la gauche des directions réformistes, dans le but de donner un maximum d'écho à ce débat crucial et aux propositions qu'elle y fait. Cette tâche ne se limite évidemment pas à des débats publics entre organisations ou groupes constitués à l'échelle nationale. Elle concerne tous les militants de la LCR dans leurs relations avec les divers groupements locaux qui manifestent partout la recherche grandissante de solutions politiques de rechange.

V-4. 2. Nouer un dialogue permanent avec les militants du PS et du PCF

Le PS et le PCF ne cessent de perdre des militants désorientés ou critiques à l'égard de leur action gouvernementale. Ces militants, ainsi que tous les autres qui restent dans leur parti malgré des désaccords de plus en plus prononcés, jouent un rôle souvent important dans les syndicats. Mais ce seul terrain ne peut suffire à satisfaire leurs exigences politiques. Pour eux la LCR doit devenir un point de référence dans leur réflexion, au travers de la discussion avec ses militants sur les lieux de travail et grâce à un matériel spécifiquement adressé aux préoccupations des militants socialistes et communistes.

A tous ces militants et groupements issus du PS et du PCF, la LCR propose, dans un contexte certes modifié, de tisser des relations permanentes de débat et d'action s'inspirant de celles qui ont existé avant 1981 dans le cadre du mouvement « pour l'union dans les luttes ».

V-4. 3. Prendre part à la discussion politique parmi les militants des oppositions syndicales

De par son expérience propre dans la confrontation avec les directions confédérales, l'opposition syndicale se pose des problèmes stratégiques dont la solution déborde nécessairement le strict terrain syndical. Au cours de ce débat important, où les militants

de la LCR interviennent dans le cadre de leur responsabilité de constructeurs de cette opposition, de nombreux militants ou courants politiques formuleront, sous des formes diverses, la question d'un projet politique et organisationnel d'ensemble face à celui des directions réformistes.

La LCR, en tant qu'organisation indépendante, répond à cette question vitale par la pratique de ses militants et par l'explicitation de ses positions politiques afin de gagner ces syndicalistes à la construction du parti révolutionnaire, tout en continuant à collaborer loyalement à l'œuvre commune de formation d'une tendance de lutte de classe dans les syndicats.

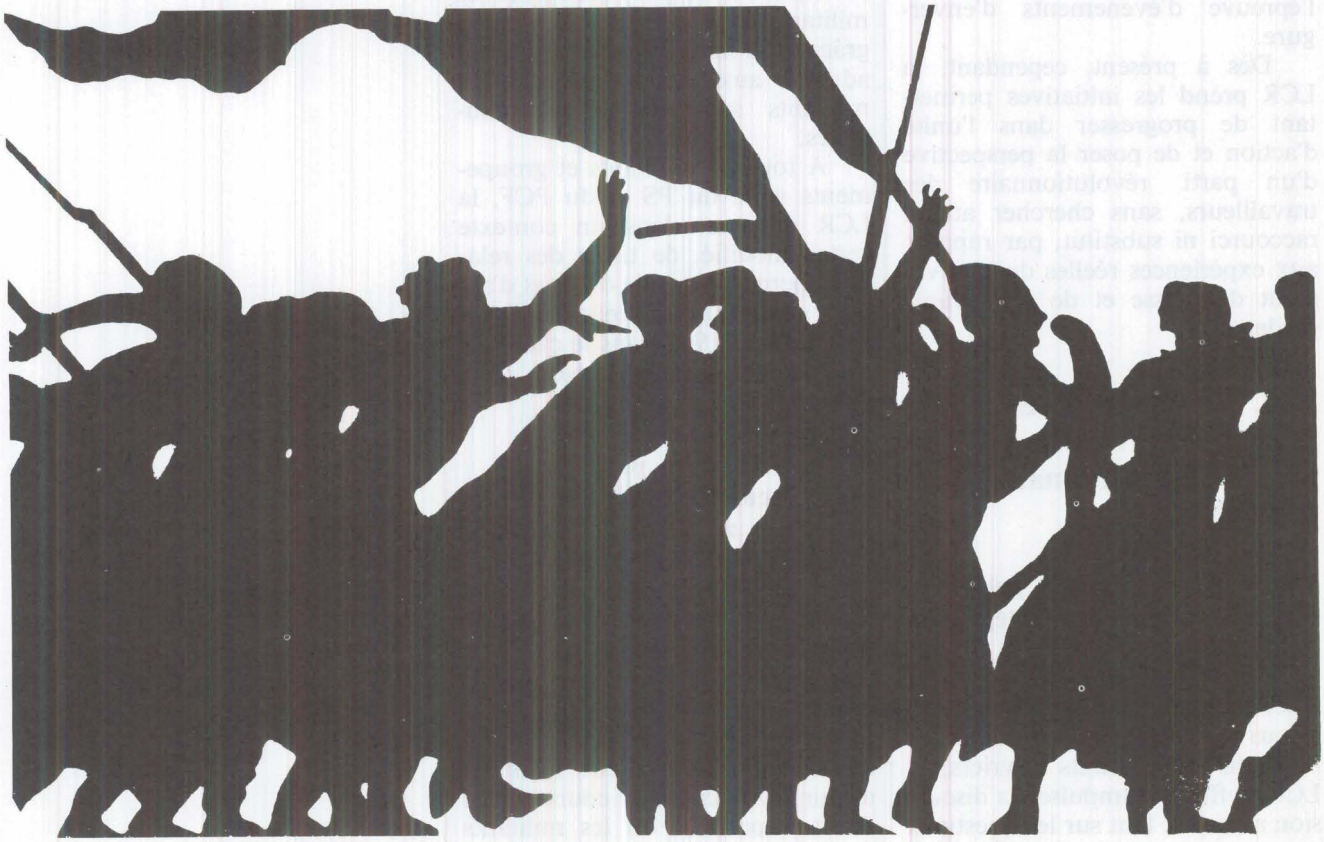
V-4.4. Renforcer la collaboration et la discussion avec « Lutte ouvrière ». Les proposer activement au PCI

En France, l'essentiel des militants révolutionnaires organisés sont aujourd'hui regroupés dans des organisations qui se réclament du trotskysme : la LCR, LO et le PCI. La LCR tient donc compte dans ses discussions avec LO et le PCI de cette référence générale commune. Mais, tirant le bilan des rapports qu'elle a eu avec le PCI où les références idéologiques furent privilégiées dans le débat par rapport aux désaccords sur les tâches politiques, la LCR souligne que les premières sont insuffisantes pour guider une politique de rapprochement et de fusion. La véritable possibilité d'un rapprochement ne réside pas dans une référence générale commune à un mouvement trotskyste. Le véritable test d'une convergence se trouve dans une attitude commune, dûment constatée et vérifiée face au développement de la révolution mondiale et dans les luttes des classes en France. C'est pour cela que les désaccords politiques, les divergences sur les choix et les méthodes d'intervention rendent impossible, à l'heure actuelle, toute fusion de la LCR avec LO et *a fortiori* le PCI. Le sectarisme du PCI, comme son opportunisme accentué à l'égard de la social-démocratie (et de FO) tendent à limiter l'action et la discussion communes. Néanmoins, la LCR ne se résigne pas à cette situation et continue de proposer au PCI l'unité dans l'action à chaque fois que possible, tout en poursuivant un débat public avec cette organisation.

Les rapports de la LCR avec « Lutte ouvrière » sont aujourd'hui d'une toute autre espèce. Cest une collaboration fraternelle et loyale qui a présidé au travail commun. Dans cet état d'esprit, les deux organisations ont participé ensemble aux manifestations anti-impérialistes du 5 juin 1982, à la campagne municipale et à la fête commune de 1983. Elles publient un supplément mensuel commun à leurs hebdomadaires dans lequel elles confrontent leurs positions.

Cet effort devra être poursuivi, surtout en ce qui concerne l'intervention pratique et commune dans les entreprises. Mais le principal obstacle sur cette voie demeure l'incompréhension manifestée par LO de la nécessité d'une tactique de front unique et les désaccords sur le travail des révolutionnaires dans les syndicats pour y construire une tendance de lutte de classe. C'est donc d'abord sur ces points, cruciaux pour une politique révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, que le débat et l'activité commune doivent progresser.

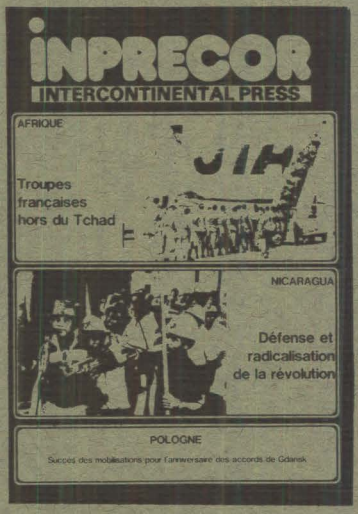
Ainsi, tout en y contribuant par son activité propre, la LCR recherchera toutes les possibilités d'œuvrer en commun dans la perspective de construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs, au sein duquel se retrouveront un jour les militants de la LCR et ceux de LO.



INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Une revue internationale d'information et d'analyse. Un instrument précieux !



Abonnements :
25 numéros par an

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

Passez à la librairie «La Brèche»

- des polars
- des BD
- des romans
- des ouvrages politiques
- des libraires prêts à répondre à toutes vos questions...

9 rue de Tunis 75011 Paris M° Nation

Critique Communiste

Revue mensuelle de LCR éditée par la société P-E-C
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93 100 Montreuil-sous-Bois. 859 00 80.
Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.
ISSN — 0298 — 2068 N° CP : 56 5511